

Adams 233-3

no 57. 61.



ADAMS 233.3
70.57

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

N^o. LVII.

*On souscrit à Paris chez Pissot, Libraire,
Quai des Augustins.*

L'Abonnement pour vingt Numéros, commençant
par le quarante-unième, est de 24 liv. pour Paris,
& de 32 liv. port franc, pour la Province.

*On trouve chez le même Libraire, les quarante pre-
miers Numéros, formant les deux premières années.*



A ANVERS.

M. DCC. LXXVIII

que l'Irlande, elles ne reconnoissent aucun acte de ce Parlement à moins qu'elles n'y soient mentionnées. Leur gouvernement chez la plupart est modellé sur celui d'Angleterre. Elles ont un Gouverneur qui représente le Roi ; elles ont leurs Cours de justice, qui, dans le cas d'appel, ressortissent directement au Conseil du Roi : leurs assemblées générales leur tiennent lieu de Chambre des Communes : leur Conseil d'Etat ; est pour eux celle des Pairs. De concert avec le Roi ou le Gouverneur qui le représente, elles peuvent créer des loix conformes à leurs besoins instants ; mais par les statuts de Guillaume III. il est expressément déclaré que *« toute loi ou coutume accréditée dans les Colonies, qui se trouveroit être contraire à toute autre loi faite, ou que l'Angleterre jugeroit à propos de faire relativement à ces mêmes Colonies, seront de nullité absolue »*.

1776
Juin,
Juillet
&
Août

Dans un autre endroit M. Blackstone dit : *« l'Angleterre ne connoît rien sur la terre qui ait une autorité égale à un acte de Parlement ; il force à l'obéissance tous les sujets répandus sur l'étendue des territoires appartenans à la Couronne ; il assujettit le Roi lui-même, si Sa Majesté y est nommée »*.

Dispositions du Conseil du Roi, d'après les papiers Anglois.

• Quoique les Ministres & leurs partisans

O
233.3
no 57.

1909

1776. — soient toujours prêts à assurer que les préparatifs des François & des Espagnols n'ont point pour objet une guerre avec la Grande-Bretagne; néanmoins ils ont donné lieu à quelques vifs débats dans l'intérieur du Cabinet. Le Lord Clare a déclaré qu'il pensoit que le but de la Maison de Bourbon étoit certainement de rompre avec l'Angleterre; & que si elle refusoit de donner une réponse positive & cathégorique, on devroit, suivant les principes de la saine raison, regarder ce refus comme une déclaration de guerre. Le Chevalier Gilbert Elliot a fait connoître qu'à certains égards il étoit de même avis; mais les timides conseils du Lord Mansfield ont prévalu; & en conséquence il a été expédié des ordres au Lord Stormont de négocier sur l'ancien pied.

» Après la délibération susdite, le Roi a fait part à M. Wedderburne de ce qui s'étoit passé, & lui a demandé son avis. Il n'a pas conseillé de prendre un parti violent; mais il a déclaré qu'il croyoit qu'on devoit à tout événement se préparer pour le pis; en entretenant une forte escadre de vaisseaux de ligne prêts à faire voile de Spithead; ce qui selon lui étoit le seul moyen d'éviter une guerre, étant bien convaincu que la France n'en entreprendra pas une, si elle trouve l'Angleterre convenablement armée.

» Le Roi a eu un entretien avec le Lord Sandwich sur l'état de la marine, en con-

séquence de la susdite représentation ; mais on ignore quel en a été le résultat. Ce Ministre a toujours dit qu'il pourroit avoir vingt vaisseaux de ligne prêts à mettre à la mer dans l'espace d'un mois ; & il est bon d'observer que depuis quelques semaines on a employé dans les chantiers sur les vaisseaux de ligne , un grand nombre d'ouvriers , qui auparavant travailloient aux frégates «.

1776.

Juin ,
Juillet
&
Août.

» Le Lord Sandwich prétend que les préparatifs de la France ne sont que de purs gasconades françoises ; & que cette Puissance ne pourroit pas armer complètement dix vaisseaux de ligne dans l'espace de six mois , ce qui est bien loin de vingt ou trente que l'on dit être actuellement en état de servir dans les ports de France. S'il regle sa conduite d'après ces avis , il peut se tromper aussi lourdement que quand il a assuré dans la Chambre des Pairs que les Américains étoient tous des poltrons.

CE fut le 10 Août que les premières nouvelles de la déclaration de l'indépendance Américaine percerent dans les papiers publics. Ces papiers en prirent occasion de dire qu'une partie du Ministère , appuyée de l'avis de David Hume , du Docteur Smith , & du Chevalier James Stuart , inclinoit pour faire la paix avec l'Amérique à quelque prix que ce fût , tandis que les autres insistoient pour que la guerre fût poussée avec la plus grande vigueur , sans prendre garde à la dépense.

1776.

Juin,
Juillet
&
Août

Il ne restoit pourtant plus dans l'Echiquier qu'un demi-million de toutes les sommes octroyées dans la dernière session. L'artillerie de fer étoit haussée de cinq shellings par quintal ; les vaisseaux du commerce des Isles ayant enlevé de grandes quantités de cette espèce de canons pour la sûreté de leur navigation, dont jusqu'ici le gouvernement a paru peu s'inquiéter.

Il y eût le 12 Août à Vindfor une fête splendide pour célébrer l'anniversaire de la naissance du Prince de Galles, qui venoit d'entrer dans sa quinzième année, celle de sa majorité. [Il est remarquable que le moment où ce Prince a été reconnu habile à regner ait été aussi celui où treize grandes Provinces ont abjuré sa future domination. Cela n'a pas empêché que le Roi & la Reine n'aient reçu les complimens de la Noblesse & des Ministres étrangers, que la fête n'ait été célébrée avec autant de gaieté que de magnificence, & qu'il n'y ait eu à Vindfor le 21 une grande joute de bateaux (Rigatta) que leurs Majestés ont honoré de leur présence.

Sur la demande de l'Alderman Lée, le Lord-Maire fit arrêter le sieur Ross, Bas-Officier sur le vaisseau qui avoit amené le Corsaire Américain l'*Yankée*. Les mauvais traitemens que l'on faisoit souffrir à fond de cale au sieur Johnson, Capitaine du Corsaire & à ses conforis, avoient excité la compassion

1776.

Juin,
Juillet
&
Août.

de l'Alderman, qui avoit peut-être exprimé son indignation avec quelque chaleur, étant ému de l'appréhension que les Américains n'usassent de représailles envers les Anglois leurs prisonniers. Le sieur Ross avoit lu dans les papiers publics une lettre au Lord-Maire du 5 Août, où on lui reprochoit sa barbarie; il se persuada que M. Lée en étoit l'auteur, & sans autre fondement il alla l'insulter à la Bourse & lui faire des menaces, qui autoriserent l'Alderman à invoquer le bras de la justice pour jouir de sa sûreté personnelle. Le 15, le sieur Ross fut remis en liberté, en s'engageant, sous une caution de deux mille livres sterling, à se (a) représenter aux premières sessions de quartier, pour être jugé.

Le 14, le Lord Shelburne fit sa cour au Roi & prit congé de Sa Majesté, étant sur le point de faire une tournée en France. — Il y avoit plusieurs années qu'il n'avoit paru à la Cour.

[Dans les débats de la session de 1776 & 1777, on a vû quel étoit l'objet de son voyage. Il se fit beaucoup valoir des informations qu'il avoit prises dans les ports mêmes sur l'état des forces navales de la Franco. On pourroit dire ici, comme les Genevois, en voyant sur le registre de leurs portes le

[a] C'est ce qu'il n'a point fait, & M. William Lée, frere du Député du Congrès en France, a eu la générosité de ne point suivre la coutumace.

1776. nom de leur Saint Evêque qui s'étoit hazardé à passer par leur Ville : *qu'il y revienne.*]

Juin,
Juillet
&
Août.

Le 19 Août, commença l'exécution du reglement pour les monnoies d'or. A compter de ce jour les guinées pesant moins de cinq *Penny - weights* & 8 grains, ne peuvent pas rester en circulation. Il en est de même des demies-guinées & quarts de guinées, suivant leur proportion.

Le Parlement d'Irlande est prorogé du 20 Août au 29 Octobre.

Jean Clark est nommé Gouverneur général de la Province de Sénégal, & Lieutenant - Colonel - Commandant du corps Africain servant au Sénégal, sur la démission du Colonel O - Hara.

La Cour reçoit le 21 Août les dépêches apportées par le Capitaine Hope de la part du Général Clinton, sur la mauvaise issue de son expédition à Charles-Town. Il étoit accompagné du sieur Reeves, Secrétaire du Général. Cette nouvelle fit hauffer les fonds, parce qu'on se flattoit un moment qu'elle décideroit le Roi à renvoyer ses Ministres. Le Doyen Swift avoit fait la même remarque à la mort de la Reine Anne.

Le 21, fut publiée une nouvelle proclamation du Roi pour étendre jusqu'au 31 Octobre le terme dans lequel sont promises les gratifications aux matelots qui s'enrollent de bonne volonté: elles sont de 3 livres sterling pour les bons matelots, & de 2 livres pour les

matelots ordinaires, les uns & les autres au-dessous de 50 ans & au-dessus de 18 Ces gratifications avoient été accordées le 22 Mars.

1776.

Juin,
Juillet
&
Août.

Le Lord Cathcart étant mort, le Comte de March est nommé pour le remplacer en qualité de Lord grand Commissaire du Roi à l'assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse & premier Lord Commissaire de police dans le même Royaume.

Le Lord Suffolk & le Lord Germaine prennent chacun une maison à Richmond pour être plus à portée de faire leur cour au Roi, qui ne sort point, même pour se promener, qu'il ne soit accompagné de l'un ou de l'autre de ces Ministres, qui cependant ne sont point amis.

Le terme de la défense d'exporter de la poudre à tirer, du salpêtre, des armes, &c. est prolongé jusqu'au 23^e Novembre.

M. David Hume est mort le 25 Août à Edimbourg. Cet Auteur, si célèbre par ses écrits historiques & philosophiques, avoit commencé sa carrière politique en 1746 en qualité de Secrétaire du Général Saint Clair à l'expédition du port l'Orient : il fut ensuite Secrétaire du Lord Hertford, pendant que ce Seigneur étoit Ambassadeur à Paris ; & , lorsque le Général Conway fut dans le Ministère, il remplit sous lui le poste de Sous-Secrétaire d'Etat. Depuis ce tems, il s'étoit retiré en Ecosse, sa patrie. Dans ses derniers momens il exhorta le Gouverneur John-

1776.

Juin,
Juillet

&

Août.

stone (a) son ami, à persévérer dans la défense de la cause des Américains, comme fondée sur les principes qui font l'essence de la Constitution Angloise.

Le Parlement est prorogé du 5 Septembre au 15 Octobre.

Les Seigneurs Commissaires, qui par ordre de Sa Majesté ont tenu la prorogation, étoient l'Archevêque de Cantorbery, le Lord Mansfield, comme Orateur en l'absence du Grand Chancelier & le Lord Sandwich. Les Communes étoient représentées par le sieur Harfell, premier Clerc de cette Chambre & ses autres Clercs; mais pas un des Membres ne s'y trouva.

Pêcherie de Terre-neuve.

Suivant une lettre de Dartmouth du 26 Août, la pêcherie de terre-neuve a été aussi bonne cette année que celle du Groënland. Le Marchand qui écrit se flatte que le débit y répondra, sur ce que les Américains n'ayant pû faire leur pêche, ils ne pourront point nuire à la vente des Anglois en Europe, comme ils le faisoient toujours, même en donnant leur poisson à vingt pour cent au-dessous du prix Anglois. Ils s'équipaient à beaucoup meilleur marché en Amérique,

[a] C'est celui qui en 1778 a été envoyé au Congrès en qualité de Commissaire, avec le Lord Carlisle & M. Eden, autre Gouverneur.

non seulement en provisions mais aussi en vaisseaux, en matelots & en ouvriers.

Proclamation du Roi en date du 28, pour faire renouveler les passe-ports délivrés aux vaisseaux qui commercent dans les parties où croisent les Sujets des Régences Barbaresques, les anciens ne pouvant avoir de valeur que jusqu'au 31 Août 1777, & pour ceux délivrés aux vaisseaux du commerce de l'Inde qui sont exposés sur leur route, jusqu'au 13 Août 1779. La dernière proclamation pour cet objet étoit du 22 Février 1765, & le terme prescrit pour renouveler étoit le premier Février 1776. C'est l'Amirauté qui délivre ces passe-ports & les fait tenir ou aux Consuls dans la Méditerranée ou aux Gouverneurs de Gibraltar & de Minorque. Ils ne s'octroyent que sur caution. Dans cette proclamation le Roi annonce que l'ancienne forme sera changée, pour que les anciens passeports qui sont en la possession des étrangers ne puissent plus leur servir, contre la teneur du Traité avec les Régences & du règlement fait par George I. le 14 Juin 1722. Les passeports pour les vaisseaux qui n'entrent point dans la Méditerranée doivent être renouvelés chaque année. Ce changement a été occasionné par l'indiscrétion d'un Marchand Hollandois, qui étant pris par les Barbaresques il y a quelques mois, a produit un passeport Anglois qu'il s'étoit procuré.

 1776.

Juin,
Juillet
&
Août.

1776.

Juin,
Juillet
&
Août.

AFFAIRES DE L'INDE.

Il vient de paroître l'extrait suivant d'une lettre écrite par le sieur James, Officier au service de la Compagnie Angloise des Indes, adressée à un de ses amis à Edimbourg en date du 19 Octobre 1775.

N.^o I. » Nous entendons dire dans notre camp qu'un corps considérable de Persans s'est joint aux Marattes contre nos troupes à Bombay, & que ce corps a tenté de nous enlever l'Isle de Salfette, qui nous a été cédée depuis peu de tems. Le Général, ou plutôt le Conseil supérieur, a envoyé un Ambassadeur à Bombay pour traiter avec les Marattes, & à ce que je crois pour conclure la paix avec leur Mana ou Reine qui réside à Puna, ville principale de cette côte. L'Enseigne P.... est parti comme Secrétaire de cette commission. Le voyage se fait par terre, chose qui n'a point encore été tentée; les Envoyés partis depuis peu de jours ont une escorte considérable. Ils ont à traverser des pays inconnus, dont les habitans jaloux de leurs forces & ne connoissant pas les privileges des Ambassadeurs, pourront s'opposer à leurs succès.

N.^o II. » Par une lettre écrite à bord du vaisseau de guerre le *Dauphin*, datée de Spithead le 30 Août; on apprend que ce vaisseau est arrivé de Bombay en cinq mois.

qu'il apporte les premières nouvelles de la paix conclue entre la Compagnie des Indes & les Marattes : les conditions sont très-avantageuses à la première. Le Traité a été signé à Loonan le premier Mars, & annoncé solennellement à Bombay le 12 du même mois «.

1776.

Juin,
Juillet
&
Août.

» Le Lieutenant Colonel Upton, dit que » celui qui écrit la lettre, fut envoyé Ambassadeur aux Indiens Marattes, & s'est acquitté de cette commission de façon à faire applaudir le choix qu'on avoit fait de lui. Les articles de ce Traité de paix feront voir que ceux qui l'ont conclu ont fort à cœur les intérêts que la Compagnie leur a confiés «.

N.^o III. » La Compagnie a perdu l'Isle de Balambangan que les Malayes lui ont enlevée. Ils y ont fait pour 200,000 liv. sterling de butin. C'est à tort que les Hollandois & les Espagnols ont été accusés d'avoir excité les Malayes à faire ce coup de main. Ce peuple qui ne vit que de rapines, y étoit assez porté de son naturel ; & il a profité de l'abandon où la Compagnie avoit laissé l'Isle par une fausse économie. Depuis que les François nous ont chassé de Gombroon dans la guerre dernière, l'Isle de Karu est devenue un établissement florissant. La Compagnie auroit pû l'avoir à très-bon compte du dernier possesseur, le Cheik de Bundarin. Sa position entre les côtes de

1776, Perse & d'Arabie, à trente lieues de la rivi-
 Juillet, vière de Bassora, nous la rendoit fort inté-
 Août, ressante. Elle a cinq miles de long & deux
 & de large, & outre la pêche de perles il
 Septem. s'y fait beaucoup de commerce. Il y a vingt
 ans que le Baron Kniphausen, Président de
 la factorerie Hollandoise, fit fortifier le chef-
 lieu de cette Ile α.

Le paquebot le *Swallow*, Capitaine Marf-
 hall, part de Falmouth le premier Septem-
 bre avec des dépêches pour le Général Carl-
 ton & le Général Burgoyne.

[Ce paquebot manqua son voyage. De vio-
 lents vents du Nord qui l'accueillirent sur
 les côtes de l'Amérique l'écartèrent de l'en-
 trée du fleuve Saint Laurent, & il fut re-
 poussé sur les Isles. Il revint en Angleterre
 le premier Décembre. Il portoit au Cheva-
 lier Carlton l'ordre de retourner à Quebec
 pour s'y borner au gouvernement civil de
 la Colonie, & au Général Burgoyne de pour-
 suivre sa route avec l'armée.]

Le sieur Eden, Lieutenant Gouverneur
 de la Colonie de Maryland, arrive à Lon-
 dres le 2 Septembre. Il étoit débarqué à
 Portsmouth & sa traversée a été de vingt-
 sept jours. Il est accompagné de plusieurs
 Torys de la Virginie qui en sont partis le
 6 Août. On a vu qu'il avoit été obligé de
 se réfugier sur le vaisseau de guerre le *Fowey*,
 & que ses effets avoient été arrêtés à terre
 parce qu'il avoit refusé de rendre plusieurs

Domestiques & Negres qu'il avoit fait enlever. Il eut le 5 au matin une conférence avec le Lord George Germaine, Secrétaire d'Etat ayant le département de l'Amérique : il parut ensuite au cercle à Saint James, où il fut présenté au Roi, qui lui fit un accueil très-gracieux. A l'issue du cercle, Sa Majesté eut un long entretien avec le Lord Germaine & M. Eden séparément. Ce dernier a convaincu le Ministère, par les éclaircissimens qu'il lui a donnés, que les Colonies au Sud de celle de Massachusett sont toutes dans les mêmes sentimens par rapport au maintien de leur liberté. M. Eden s'y étoit trompé lui-même relativement aux Habitans de son Gouvernement, qui a cent quarante milles de long sur autant de large. Il avoit compté sur l'incompatibilité des Catholiques Romains avec les Presbytériens. Le nombre des premiers y est bien plus considérable que dans aucune des autres Colonies, parce que Cecile Calvert, Lord Baltimore, que le Roi Charles I. investit de cette Province en 1632, étant de la Communion de Rome, y amena une Colonie de gens de sa Religion, dans laquelle leurs descendans ont persévéré. A la vérité ils ont temporisé; mais voyant le tour que prenoit la contestation entre la Mere-Patrie & ses Colonies, ils ont enfin déclaré, » qu'ils préféroient la liberté à toute autre considération, & qu'ils se conformoient aux idées d'indépendance que les habitans de

1776.

Juillet,
Août
&
Septembre

1776. Boston avoient inspirées au Congrès général.
 Ainsi, bien loin qu'il soit vrai que la moitié
 des habitans du Comté de Frédéric en Mary-
 land, qui déjà avoient pris les armes pour
 la cause commune, les ait mis bas, on ap-
 prend que les Délégués de cette Colonie,
 qui, lorsqu'on avoit agité l'indépendance au
 Congrès général, s'en étoient retirés, y ont
 depuis accédé pour toute la province & sont
 venus reprendre leur séance. M. Eden a eu
 bien de la peine à se sauver, parce qu'on
 lui avoit reconnu trop d'attachement à la
 Mere-Patrie. Il a été ci-devant Capitaine dans
 les Gardes; &, en épousant une des deux
 sœurs de Frédéric Calvert, dernier Baron
 Baltimore, celui-ci lui avoit conféré le gou-
 vernement de Maryland. Pour recompenser
 son zèle & sa fidélité, le Roi lui a con-
 féré aujourd'hui, pour lui (a) & ses héritiers
 ou successeurs mâles, la dignité de Chevalier
 Baronnet de la Grande-Bretagne.

Le Colonel Mac Léan est arrivé de Que-
 bec le même jour, après avoir relâché en
 Irlande. Les dépêches qu'il a apportées sont
 du 20 Juillet.

On apprend que M. Silas Deane, riche
 Planteur de la Province de Connecticut, s'est
 fixé en France pour essayer d'y ouvrir une
 négociation avec cette Cour. Il étoit ci-de-

[a] C'est le Gouverneur Eden, un des trois Commis-
 saires envoyés avec les Bills conciliatoires en 1778.

vant un des Délégués au Congrès général pour sa Province. Mais il n'est point de la nouvelle délégation.

Le sieur Johnson, Américain, Capitaine de la prise le *Yankée*, s'échappe par un sabord du vaisseau sur lequel il étoit détenu à l'entrée de la Tamise, & gagne le bord à la nage. On le dit heureusement passé sur le continent.

De secondes remontrances de l'Isle de Barbade arrivent à Londres. On y déclare que si la paix n'est point faite au plutôt avec l'Amérique Septentrionale, ou que si la Métropole n'envoie pas aux Isles les secours qui leur sont indispensables, la Barbade sera ruinée sans retour.

William Mathew Burt est nommé Capitaine général & Commandant en chef des Isles sous le Vent, sur la démission du Chevalier Ralph Payne, Chevalier du Bain.

On a reçu avis de Saint Vincent que les Caraïbes se sont révoltés, & qu'il sera difficile aux Colons de les réduire, si le Gouvernement n'envoie pas des troupes pour les soutenir.

Le Conseil privé fait une grande perte en la personne de M. Jérémie Dyson, mort le 16 Septembre à sa terre près de Guilford. La charge de Trésorier de l'Epargne (*Cofferer*) de la Maison du Roi, dont il étoit pourvu, est donnée à M. Hans Stanley, Gouverneur de l'Isle de Wight & Membre du Parlement pour Southampton.

1776

Juillet,

Août

&

Septem.

1776. Jérémie Dyson s'étoit acquis une grande
 Juillet, réputation par ses connoissances dans les pro-
 Août, cédures parlementaires. On disoit de lui qu'il
 & favoit par cœur tous les journaux de la Cham-
 Septem. bre des Communes. Avec un savoir si étendu
 dans ce genre d'affaires, il interrompoit sou-
 vent les débats pour redresser les interlocu-
 teurs. Cette ardeur pour paroître ne rien
 ignorer, lui a valu le nom ridicule de *Mungo*.
 Dyson avoit été élevé dans une académie
 de non-conformistes où il fut initié, ainsi
 que son ami le Docteur Akenfide, dans les
 principes qui distinguent les citoyens des
 esclaves. Son habileté l'ayant élevé à la di-
 gnité de Ministre, il changea de parti plutôt
 qu'on ne l'eût crû, & semblable aux nouveaux
 convertis, il défendit ardemment la cause
 qu'il avoit épousée. Akenfide, animé par les
 sentimens qu'inspire la lecture des Auteurs
 classiques, Grecs & Romains, avoit préféré
 les charmes d'une liberté vertueuse. Lorsque
 M. Putney, devenu ensuite Lord Bath,
 abandonna la cause de son pays, Akenfide
 écrivit son épître à Curion, poëme, où il
 reprocha au Renégat sa trahison & l'infamie
 attachée aux principes fondés sur le des-
 potisme & l'esclavage. Quoiqu'il en soit, il
 faut croire que ce savant Docteur s'est rendu
 aux leçons de son ami le Trésorier, car il
 est mort Médecin de la Reine.

Il se débrite sourdement que la cause de
 sa mort a été le trait de critique lâché contre

lui

lui dans la fameuse parodie politique de la *Duenna* où il s'est cru dépeint dans le rôle de *Mungo*. Il est certain que ses amis les plus intimes se sont aperçus d'un changement visible dans son humeur & dans sa conduite depuis qu'il eût lû cette piece jusqu'à l'heure de sa mort, & qu'on n'a obtenu de lui qu'avec beaucoup de peine qu'il pardonnât à l'Auteur de cette Satyre & à l'Editeur.

1776.

Juillet,

Août

&

Septem.

Vingt trois vaisseaux du commerce de la Jamaïque, appartenans à la seule ville de Londres, ayant été enlevés depuis peu par les Américains, les propriétaires, que ces pertes ont mis mal à leur aise, ont essayé de faire entendre à Milord North que si la guerre continuoit ils seroient ruinés. Mais ce Ministre s'est contenté de leur répondre que c'étoit à quoi il falloit s'attendre dans toute guerre, domestique ou étrangere, dont les suites étoient toujours fatales à quelques individus. Cette réponse n'a fait qu'aigrir les esprits, chacun étant instruit qu'il n'avoit point été donné de convois suffisans aux flottes.

On a appris, dans le commencement de ce mois, un trait qui fait honneur à la sensibilité des Américains pour tout ce que leurs amis font pour eux en Europe. Un vaisseau est pris par un Armateur; le Capitaine de ce navire fait entendre à l'Américain qu'il est en chargement pour un homme qui avoit toujours approuvé la conduite du Congrès, & qui malgré des offres considérables avoit

1776.

Juillet

Août,

&

Septem.

refusé d'engager ce navire pour servir au transport des troupes Royales : l'Américain fait interroger les gens de l'équipage Anglois séparément : leurs rapports sont les mêmes ; il rend sur le champ au maître son vaisseau & sa liberté.

La même chose est arrivée plus d'une fois : Ethan Allen , Américain de considération , prisonnier , renvoyé en Amérique avec l'Amiral Parker , étant à Corke , aux fers sur un vaisseau où il manquoit de tout , ainsi que plusieurs de ses compagnons d'infortune. Les Habitans de Corke firent pour eux une collecte de trois cents guinées. A son arrivée en Amérique il fit enforte , du fond de sa prison que ses compatriotes fussent informés de ce bienfait ; & les Négocians de Corke qui y avoient contribué ont éprouvé dans toutes les occasions des traitemens honnêtes & généreux de la part des Corsaires Américains , quand ils ont pû se faire connoître d'eux.

La corporation du Bourg de Wallingford ayant adressé une pétition au Roi pour le supplier de faire cesser la guerre d'Amérique , le Comte d'Abingdon , grand Sénéchal de la Province , en fit son compliment à cette Communauté dans un discours plein de force , où on remarque le passage suivant : « qu'il seroit heureux que notre exemple eût été suivi de toutes les autres Communautés du Royaume ; nous ne serions point enve-

loppés dans la guerre la plus injuste, la plus contraire à nos constitutions, & la plus ruineuse, dont fassent mention les Annales d'aucune Histoire. C'est une guerre si fatale, que jusqu'à nos succès feront notre malheur : nous massacrons nos propres sujets : nous fermons tous les canaux de nos richesses : & ainsi épuisés & épuisés, nous invitons celles des Puissances de l'Europe qui nous veulent le plus de mal, à étudier les moyens de nous porter un coup dont nous ne puissions jamais nous relever «.

1776.

Juillet

Août;

&

Septem.

Avis publié par le Bureau de la Société de Marine.

Aux amis de cet établissement.

» Il est de notre devoir de vous informer que depuis le commencement de cette guerre malheureuse en Amérique, la Société a été requise de fournir un nombre considérable de pauvres élèves pour la Marine. Depuis le premier du mois de Janvier jusqu'à la fin du mois d'Août de cette année, nous avons équipés jusqu'à trois cents trente-cinq élèves, tant pour le service des vaisseaux du Roi que pour celui des vaisseaux marchands & de transport. En tems de paix, le nombre demandé de ces élèves pour toute une année, n'est ordinairement que de cent trente élèves. La Société est très-embarrassée pour satisfaire à la demande de sujets à elle faite par les Officiers & Patrons de vaisseaux.

1776. La fourniture d'habits & de lits, la con-
 Juillet, duite aux ports, & tout ce qui est néces-
 Août faire pour un équipement complet d'un nom-
 & bre si considérable d'élèves, a coûté à la
 Septem. Société près de..... 1,281 l. 18 s. 10 d.
 Dans cet intervalle la
 Société n'a reçu, tant
 par les souscriptions an-
 nuelles qu'autrement,
 que..... 685 5 2
 Le déficit est donc de. 596 13 8

Ce qui a considérablement affoibli les fonds
 actuels de la caisse.

Dans ces circonstances nous sommes obligés
 de recourir aux gens de bonne volonté pour
 intéresser leur charité en faveur du public.

Nous sommes persuadés que l'entretien de
 cet établissement utile sera aussi agréable à
 votre piété qu'à votre humanité, pendant
 que votre attention se portera sur la police
 de cette vaste Cité & s'occupera des moyens
 de maintenir en général l'honneur de la
 nation & de conduire la guerre à une fin
 sûre, prompte & heureuse.

La Société a très-souvent éprouvé l'inté-
 rêt généreux que vous prenez à l'affaire dont
 elle s'est chargée: elle a également senti avec
 quel plaisir vous contribuez à la prospérité
 de votre pays. Secourir les pauvres orphe-
 lins & mettre à profit l'industrie de l'indi-
 gent pour la félicité commune, ce sont des
 objets pour lesquels on tâchera toujours de
 vous intéresser par la force de la persuasion.

L'affaire que nous avons entreprise exige dans cette occasion des soins extraordinaires. Ainsi nous espérons que vous voudrez bien la recommander à vos amis tant à ceux qui connoissent son mérite qu'à ceux qui ne le connoissent pas encore, afin que cet œuvre de charité, si conforme aux desseins de la Providence, puisse prospérer sous vos auspices.

Nous sommes avec tout le respect & la reconnaissance possibles,

Vos très-humbles & très-obéissants serviteurs,

John Thornton.	John Jul. Angerstein.
Jonas Hanway.	John Jordan.
Géo. Paterfon.	Mich. James.
Sam. Thornton.	John Blackburn.
John Campbell.	Timothy Mangig.
Robert Sherfon.	James Mathias.
John Levi.	John Wilkinfon.
Samuel Glasse.	Charles Sulsh.

Toutes les nouvelles publiques parlent d'une brouillerie entre le Lord George Germaine & le Lord North. Elle a été occasionnée par la nomination à une place vacante dans les Isles. Le Lord North la réclamé parce que c'est une place dans la finance, & par conséquent de son département. Le Lord Germaine soutient qu'étant Ministre du département de l'Amérique, c'est lui qu'elle regarde. Après s'être disputés ce droit pen-

1776.

Juillet,
Août
&

Septem.

1776
Juillet,
Août
&
Septem.

dant six mois, le Lord North a enfin cédé. Ces deux Ministres sont encore d'avis différent sur des points plus essentiels. Le Lord George insiste pour que l'Amérique soit réduite à une soumission absolue & sans conditions. L'avis du Lord North est de faire la paix aux meilleures conditions possibles. Le Lord George est soutenu par le Lord Suffolk, par M. Wedderburne & partout le parti de Bedford. Le Lord North n'a pas autant d'amis, mais la souplesse de son caractère le fait conserver en place.

Voici le tableau qu'un Ecrivain politique faisoit en même tems de la situation des affaires;

» Il semble que le Congrès ait acheté nos Ministres pour leur faire adopter le système de guerre le plus extravagant de tous ceux qu'il étoit possible d'imaginer, & en même tems le plus propre à instruire & discipliner les troupes Américaines. Ce qui est plus étonnant encore, c'est la persévérance avec laquelle il est suivi depuis deux ans. A l'ouverture de la prochaine session du Parlement, la nation aura déjà dépensé vingt millions sterling pour l'unique objet de mettre les Colonies en état de soutenir plus longtems la guerre. Elles ont commencé leurs opérations sans soldats, sans armes, sans discipline, sans ingénieurs, sans artillerie, ou aucune autre chose nécessaire pour une guerre, quoiqu'ayant le germe de tout cela à leur portée.

Notre Ministère a si bien fait qu'il a converti leurs Planteurs & leurs Navigateurs en 1776. Soldats, — que ces Soldats sont aguerris : Juillet qu'ils ne manquent plus d'aucun moyen pour Août, défendre leur cause & ruiner la nôtre. — & Septem. Quand nos Ministres auroient envoyé à M. Hancock, Président du Congrès, l'ordre de tirer sur notre Echiquier les sommes nécessaires pour tous ces objets-là. Il n'auroient pas été remplis plus efficacement α.

Cependant la dépense n'a pas été épargnée de notre côté pour opérer tout le contraire.

Les services secrets, qui pour tous les départemens ensemble, ne montoient pas à plus de 26 à 30,000 livres sterling par année, ont presque doublé dans l'année 1775. ainsi qu'on en peut juger par l'état suivant :

Département du Sud.....	7,800
du Nord.....	8,550
d'Amérique.....	46,250
Ordres délivrés par le premier	
Lord de la Trésorerie.....	4,800
Premier Lord de l'Amirauté...	5,600
Secrétaire de la guerre.....	700
	<hr/>
	73,770

Dans le cours de ce mois la Trésorerie a fait distribuer dix-sept mille livres sterling parmi les Américains, amis de la Cour, réfugiés aujourd'hui en Angieterre.

Nous restons désarmés, tandis que dans

1776.

Juillet,

Août

&

Septem.

toute l'Europe les troupes sont en mouvement. Il n'y a pas actuellement dix mille hommes effectifs dans la Grande-Bretagne & l'Irlande. On ne sauroit compter sur notre armée navale, qui ne consiste qu'en vaisseaux de garde, & six mille matelots; & encore les vaisseaux de gardes ne sont-ils qu'au nombre de 13. — C'est tout au plus s'ils pouvoient être mis à la mer dans trois mois, attendu le nombre prodigieux de matelots que nous entretenons en Amérique où ils sont absolument hors de portée d'être utiles au besoin.

Placard contre le Gouvernement, au sujet des subsistances pour l'armée en Amérique.

A tous les Fermiers & Jardiniers demeurans dans les environs de Londres jusqu'à quarante milles.

Le 29 Septembre 1775 le Bureau des Vivres donna l'avis suivant : savoir de fournir :

3,500 douzaines têtes de choux bien pomées pour en faire du choux-croute.

130 tonneaux de fèves, mûres, seches, de belle couleur, &c.

20 tonneaux de carottes & de patates bien nettoyées.

20 tonneaux de panais.

10 tonneaux d'oignons.

Alors toutes nos forces en Amérique étoient enfermées à Boston. On les évaluoit

à environ 7,000 hommes. Mais comme notre armée est aujourd'hui ou du moins doit être cinq fois plus considérables, & que sa situation, à ce que nous avons appris, n'est pas meilleure que l'année dernière sur l'article des vivres, on peut s'attendre à voir publier incessamment un avis Ministériel pour une fourniture de vivres cinq fois plus forte.

17,500 douzaines de têtes de choux.

750 tonneaux de patates.

100 tonneaux de carottes.

100 tonneaux de panais.

50 tonneaux d'oignons.

La fourniture de l'année dernière a pu être faite par un petit district de Terry près de Londres, & il n'a pas été nécessaire que les Fournissans fussent avertis long-tems d'avance. Mais une fourniture beaucoup plus considérable devenant nécessaire cette année, nous pensons qu'on ne peut trop-tôt avertir les Cultivateurs de faire d'amples provisions, afin que chacun puisse recueillir avec un succès égal les fruits de ses peines.

Le 6 Septembre 1776.

BENEVOLUS.

P. S. Si le Patron de vaisseau ou les Patrons de vaisseaux, qui l'année dernière ont chargé les susdits articles de vivres pour Boston, veulent avoir la complaisance de faire savoir par une lettre adressée à A. B. & remise à l'Imprimeur de cette feuille, en

1776.

Juillet

Août,

&

Septem.

1776.

Juillet

Août,

&

Septem,

quel état ces articles sont arrivés en Amérique, on sera très-reconnoissant de cette faveur.

Le Bureau de la guerre établi à Londres a fait passer au Général Howe une ordonnance dont voici les principaux articles.

» Si un Officier à brevet perd un œil ou un membre, ou l'usage entier d'un membre en conséquence de blessures, on lui donnera une gratification montant à une année de ses appointemens; & s'il n'est pas guéri par les Chirurgiens nommés & payés par Sa Majesté, toutes les dépenses qu'il aura faites pour sa guérison lui seront remboursées, d'après le certificat du Chirurgien général de l'armée & de l'Inspecteur général des Hôpitaux militaires «.

» Si les conséquences d'une blessure reçue ne vont point à la perte d'un membre, on passera à l'Officier son mémoire de dépense certifié comme ci-dessus.

N. B. L'Officier perdant un œil ou un membre aura soin de tirer du Commandant du Corps ou du Régiment, un certificat du tems & lieu où l'accident lui sera arrivé; & un duplicata de ladite attestation sera envoyé dans le mois au Bureau de la guerre à Londres.

La veuve ou l'orphelin d'un Officier à brevet tué dans une action, seront dédommagés de la manière suivante.

On accordera à la veuve une année en-

rière d'appointemens selon le rang militaire qu'occupoit son mari, & à chacun des enfans en bas âge & non mariés, le tiers de la portion accordée à la veuve. Les enfans posthumes participeront aux susdits avantages.

» Toute personne mourant de ses blessures dans le cours immédiat de six mois, sera réputée tuée dans l'action même «.

» Le Commandant du corps ou régiment dans lequel le mort aura servi, sera tenu de donner à la réquisition de la veuve & des orphelins, un certificat spécifiant le tems & le lieu où cet Officier aura perdu la vie, & le duplicata de ladite attestation sera transmis au Bureau de la Guerre dans le mois «.

Le 20 Septembre le Parlement fut prorogé au 31 Octobre, par une proclamation du Roi, dans la forme ordinaire.

Le Lord North tombe de cheval le 23 Septembre dans son parc de Bushy & se casse un bras.

Le 25, le Chevalier Grey Cooper & M. Robinson, ses Secrétaires, monterent chez le Roi avec son porte-feuille.

M. Jenkinson, qui avoit été faire un voyage secret en France, fit sa cour au Roi le 26. Le Comte de Hillsboroug de retour d'un voyage semblable avoit eu le même honneur le 24.

1776.

Juillet

Août,

&

Septem.

1776. *Précis de ce qui s'est passé à l'assemblée de quartier,*
 Juillet, *tenue par les Propriétaires des actions de la*
 Août *Compagnie des Indes.*

&
 septem. Le Garde-minutes (Clerk) ayant lu les délibérations de la dernière assemblée, le Président (Chair-man) s'adressa aux propriétaires & leur dit, que conformément aux derniers réglemens on alloit mettre sous leurs yeux l'état général des comptes de la Compagnie, depuis les derniers six mois. Avant d'en venir là, il leur annonça qu'il n'y avoit rien de nouveau relativement aux affaires des Indes, à l'exception de la paix conclue avec les Marattes, traité dont la Compagnie avoit ratifié les articles.

On fit ensuite la lecture de l'état des comptes de la Compagnie, depuis le premier Mai jusqu'au premier Septembre de cette année. Il parut par cet état que la balance en faveur de la Compagnie se montoit à 194,374 livres 10 sols 1 denier sterling, outre les marchandises, billets de change, magazins, &c.

Après cette déclaration, le Sieur Fitzgerald annonça que quoique l'assemblée ne fût point de celles où s'agissent les questions relatives aux affaires particulières de la Compagnie, il avoit quelque chose à proposer qu'il espéroit devoir être reçu avec d'autant moins de difficulté, que ce qu'il avoit à offrir intéressoit tous les actionnaires.

que son projet tendoit à les mettre à même de connoître des affaires de la Compagnie 1776.
 fans être obligés de s'en rapporter à leur mémoire, & de dépendre pour une con-
 noissance si importante du plus ou moins d'attention qu'ils avoient donnée jusqu'alors à une simple lecture faite toujours assez rapidement : qu'il demandoit donc qu'à l'avenir, les comptes de quartier relevés par les Directeurs, fussent pendant sept jours antérieurs à celui de l'assemblée, exposés dans quelque'un des bureaux publics de la Compagnie, pour y être examinés par les propriétaires, chacun desquels auroit droit d'en prendre copie.

Juillet,
 Août
 &
 Septem.

Le Sieur Fitzgerald, dans son préambule, reprocha aux Directeurs de n'avoir pas encore payé ce que la Compagnie devoit au Gouvernement, ajoutant que ce n'étoit pas là le moyen de se rendre le Parlement favorable, & qu'il étoit de l'intérêt général de liquider cette dette avant la rentrée.

Le Président se leva, & assura aux propriétaires, au nom des Directeurs, que des objets encore plus importans à remplir les avoient forcés à remettre cette affaire.

Le Sieur Elliot seconda le sieur Fitzgerald, observant que quant à l'argent dû au Gouvernement, jamais l'on n'auroit pu trouver une plus belle occasion de le payer avec facilité, vû que dans ce moment-ci,

1776. on se contenteroit de l'intérêt au lieu du principal de l'argent dû pour fret & retard :
 Juillet , ce que l'on pourroit exécuter facilement
 Août en mettant en vente partie des marchandises
 & en magasin , & dont le premier coût montoit à la somme de 1,300,000 livres sterling.
 Septem.

Le Président fit à-peu-près la même réponse que celle qu'il avoit donnée au Sieur Fitzgerald , ajoutant seulement que la direction avoit pris à cet égard toutes les mesures nécessaires : mais malgré toute la bonne volonté possible , on n'avoit encore pu réussir à remplir cet objet.

On délibéra ensuite sur la proposition faite par le sieur Fitzgerald : quelques uns y applaudirent , jugeant qu'il étoit raisonnable que les actionnaires fussent instruits avec la dernière exactitude des affaires de la Compagnie auxquelles ils avoient tous le plus grand intérêt ; d'autres , sans rien objecter au fond , s'attachèrent à la forme disant qu'une matière aussi importante devoit être discutée dans une assemblée *ad hoc* : que dans celle qu'il se tenoit il n'étoit pas d'usage d'agiter d'autres affaires que l'examen des comptes , qu'ainsi il falloit remettre cette discussion à une autre fois ; plusieurs furent d'avis que la rentrée du Parlement devant se faire dans peu de tems il seroit tout au moins imprudent de prendre de pareilles mesures. On proposa cependant la matière & sur le nombre des mains levées, (manière de donner le premier suffrage)

on décida pour la négative. Le Sieur Fitz-gérald demanda qu'on recueillît les voix, il s'en trouva 16 en sa faveur & 29 contre.

1776.]

Juillet,]

Août,

&

Septem.

Extrait d'une lettre écrite de Madras en date du 10 Février 1776.

» L'arrivée du Lord Pigot a donné un nouveau tour aux affaires de ce pays. Les mesures qu'il a prises sont absolument contraires aux intentions du vieux Nabob & de son second fils : depuis long-tems ces deux Indiens, qui doivent à la Compagnie tout ce qu'ils sont, cherchent à force d'argent à secouer cette dépendance & à se mettre sous la protection immédiate du Ministre. Plusieurs des Conseillers intéressés, qui le portent à cette conduite, ont réussi à remplir leurs vues particulières auprès de ces deux Princes. Le jeune Nabob fait tout ce qu'il peut pour s'assurer le Musnud à la mort de son pere, au préjudice de son frere aîné Omrah, Gut-Omrah. Il a eu recours pour cela aux calomnies les plus atroces & aux plus noires insinuations : mais le vieux Nabob semble en avoir deviné le motif intéressé & s'est réconcilié avec le Prince son fils. Ce dernier a toujours suivi un système de politique raisonné & uniforme ; conseillant sagement à son pere d'avoir toujours à cœur les intérêts de la Compagnie, de laquelle les siens étoient inséparables. Il est à présumer

1776. que sans les qualités aimables & la conduite sage & modérée de ce jeune Prince, sa famille eût été ruinée & l'on eût été obligé de lui ôter le Carnate, & de mettre cette Province sur le même pied que celle du Bengale «.

Juillet
Août,
&
Septem.

» On dit ici que Tanjaour va être rendu au Rajah qu'on en avoit dépossédé, & qui est actuellement détenu prisonnier. Le Nabob s'y oppose fortement & insiste sur le remboursement de huit lacks de Pagodes, qu'il dit avoir distribués & dépensés dans cette occasion «.

» P. S. Le Rajah vient d'être élargi & Tanjaour a reçu garnison Angloise. Mais il est incertain si cette place & ses dépendances seront rendues à leur ancien maître. Cela dépend absolument de la volonté de la Compagnie des Indes, qui ne s'est pas encore expliquée à cet égard. Le Gouverneur & le Conseil de Madras condamnent hautement la conduite du Lord Pigot «.

Le sieur Thomas Hallifax est élu Lord-Maire, sans que cette élection, qui, pour l'ordinaire est si tumultueuse, ait occasionné cette année le moindre désordre.

Les bonscitoyens de Londres s'attendoient à faire bombance & sur-tout beaucoup de tapage aux dépens des Candidats, ainsi que cela se pratique agréablement tous les ans à l'élection d'un Lord-Maire : mais, au grand regret des suppôts de la liberté & à l'ex-
trême

une satisfaction des amateurs de la tranquillité, le Chevalier Thomas Hallifax, Citoyen & Orfevre, a été choisi unanimement, & son co-prétendant le Chevalier Esdaile n'ayant pas demandé qu'on recueillît les voix au grand préjudice de ceux qui en avoient à vendre, le Greffier de Ville, suivant l'usage, déclara le Chevalier Hallifax dûment élu pour remplir ce poste important. Ce Magistrat s'adressa ensuite au Corps de la Bourgeoisie (Livery) le remercia de l'unanimité avec laquelle il l'avoit honoré de ses suffrages, l'assurant qu'il tâcheroit de justifier son choix libre, par l'attention & la diligence avec laquelle il s'emploieroit toujours à maintenir les libertés précieuses de ses concitoyens à quelque prix que ce fût & à quelque danger que sa conduite ferme & inébranlable pût l'exposer. Ces promesses sont un protocole usité par tous les Magistrats de la Cité en pareille occasion.

1776.

Juillet,

Août

&

Septem.

Ce qu'il y a de remarquable c'est que l'on n'a point parlé dans cette assemblée politico-marchande de renouveler les remontrances au Roi au sujet des affaires de l'Amérique: on ne manque gueres dans ces assemblées d'en proposer de quelque espece & l'on s'attendoit que le sieur Allen, grand Orateur & sur-tout grand faiseur de remontrances, se distingueroit en cette occasion: l'on s'est trompé: on dit qu'ayant sondé le terrain il avoit reconnu que l'ennemi, c'est-à-dire,

Q

le parti de ceux que l'on fait être attaché à
 1776. la Cour, étoit trop fort pour qu'il n'eût pas
 Juillet, lieu de craindre de perdre ses périodes &
 Août son tems. Ainsi Sa Majesté ne fera pas étourdi
 & pour cette fois de requêtes & de remon-
 Septem. trances de la part de ses bons & loyaux
 sujets.

*JOURNAL de l'Amérique, depuis le 7 Juillet
 jusqu'au 11 & 15 Août, dates des lettres
 du Lord Howe & du Chevalier son frere,
 publiées par la Gazette de la Cour du 19
 Septembre.*

*Déclaration de l'indépendance dans la Nouvelle
 Jersey.*

Trenton le 8 Juillet.

ON a proclamé ici la déclaration de l'in-
 dépendance; celle qui porte l'établissement
 d'une nouvelle forme de Gouvernement pour
 la Colonie, & la résolution dans laquelle
 est le Congrès de continuer l'administration
 de la justice par *interim*. La même cérémonie
 s'est faite à Prince-Town dans cette Province
 aux acclamations de tous les citoyens & au
 bruit d'une triple décharge de mousqueterie.

*Suite des enquêtes criminelles du Congrès de New-
 York.*

Le 8 Juillet, le Congrès ayant reçu com-

munication de ce qui s'étoit passé au Comité, —
 décida que David Mathews, ci devant Maire 1776.
 de la ville de New-York, étant atteint & con- Juillet,
 vaincu d'un complot tendant à la subversion Août.
 totale du Gouvernement actuel, ne mérite &
 plus de vivre, & est en conséquence condamné Septem.
 à souffrir la mort des traîtres & malfaiteurs,
 le 25 Août prochain.

VIRGINIE.

*Nominations d'Officiers d'administration dans
 le nouveau système de Gouvernement.*

Patrick Henri Junior, Gouverneur : huit
 Conseillers d'Etat : cinq Commissaires d'A-
 mirauté : trois Juges d'Amirauté : Edmond
 Randolph, (a) Avocat Général : deux
 Commissaires des Comptes.

Dieu garde la République.

Le Colonel Henri ayant été choisi pour
 Gouverneur, par la Convention, un Comité
 de la Chambre se rendit chez son Excel-
 lence pour lui notifier sa nomination. Il remit
 aux cinq Députés la lettre de remerciement
 suivante pour le Président & la Chambre
 de Convention.

[a] C'est un jeune homme de 23 ans. Il a été
 nommé à la place de son pere qui s'est refusé aux vœux
 des Américains & aux instances de son fils.

1776.

Juillet,

Août.

&

Septem.

*Aux honorables le Président & l'Assemblée
de la Convention.*

MESSIEURS.

« Les sieurs George Mafan, Henry Lée, Dudley Digges, Jean Blair, & Barthelmy Dandridge, m'ont signifié de la manière du monde la plus honnête & la plus obligeante l'honneur que vous m'avez fait de me choisir pour Gouverneur. La reconnoissance que m'inspire cette élévation si fort au-dessus de mon mérite, se manifestera par toutes mes actions. Je saisis en entendant, Messieurs, cette occasion de vous assurer de ce sentiment, autant qu'il est possible à l'expression d'en rendre toute la vivacité.

» C'est avec peine que je réfléchis à mon peu de talent pour remplir un poste aussi élevé où m'appelle le choix libre & volontaire de mes concitoyens, dans des circonstances aussi critiques que celle dans lesquelles nous nous trouvons : quand la tyrannie du Roi & du Parlement d'Angleterre vient d'allumer le flambeau d'une guerre dont les suites terribles se font sentir dans cet immense continent, & dans laquelle cette République doit nécessairement avoir une grande part : guerre dont les événemens décideront du bonheur ou du malheur d'une grande portion de l'humanité. Pour préserver cette République de l'anarchie dans laquelle nous allons

tomber & ses conséquences funestes: pour donner plus de vigueur à nos conseils & assurer nos mesures, il a fallu prendre en main les rênes du Gouvernement, & y donner une nouvelle forme. Vous me le confiez dans son enfance encore exposé à mille dangers & à des difficultés sans nombre: il faut pour l'en garantir déployer les plus grands talens & veiller avec la plus scrupuleuse assiduité à ce que cette plante encore tendre puisse arriver à un état parfait de maturité & de consistance: ce sont là, Messieurs, des reflexions qui m'effrayent & m'inquiètent. Au reste, Messieurs, j'espère de mes efforts que les erreurs qui pourront avoir leur source dans mon peu de lumières seront compensées par les soins infatigables que je me donnerai pour assurer la liberté & le bonheur de mes concitoyens.

Je commencerai l'exercice de mes fonctions, Messieurs, dès que vous jugerez à propos de l'ordonner. M'en rapportant entièrement à la vertu & à la sagesse de votre honorable Assemblée, pour suppléer à mes défauts & pour donner une consistance permanente à ce nouveau système de Gouvernement, si sagement imaginé pour assurer la liberté commune & la félicité, objets des desirs de l'homme raisonnable.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. HENRY, Jun.

Qüj

1776.

Juillet,

Août

&

Septem.

1776. La Convention s'ajourne au premier Lundi
 d'Octobre, après avoir rendu plusieurs Or-
 donnances de police & de sûreté, dont voici
 les principales.

Pour assurer de plus en plus la défense de
 l'Etat.

Pour y former des salines.

Pour établir un Bureau pour les affaires
 de marine.

Pour modifier une Ordonnance portant
 punition contre les ennemis de l'Amérique.

Item une Ordonnance qui règle le paiement
 des Délégués du Congrès.

Concernant le serment du Gouverneur
 & des Conseillers d'Etat.

Pour faire un crime capital de la contre-
 faction du papier monnoie.

Description du grand Sceau de la Virginie.

La Vertu, Génie de la République, re-
 présentée en Amazone, d'une main tenant
 sa lance sur laquelle elle est appuyée, & une
 épée de l'autre. Elle foule aux pieds la tyran-
 nie, représentée par un homme renversé,
 une couronne tombée de sa tête, une chaîne
 rompue dans sa main gauche & un fouet
 dans sa droite.

L'exergue porte le mot *Virginie*. Au-dessus
 de la figure de la Vertu & au-dessous: *sic
 semper tyrannis.*

Sur le revers, un groupe représentant la

Liberté , la tête couverte du bonnet de la liberté & une baguette à la main. 1776.

A un de ses côtés Cérès tenant d'une main la Corne d'abondance & de l'autre un épi de bled, Juillet,
Août
&

De l'autre côté, l'Eternité avec le globe & le Phoenix. — L'exergue porte: *Deus nobis hæc otia fecit.* Septem.

Addition à l'article sur les affaires du Maryland, concernant la mauvaise conduite du sieur Eden, Gouverneur de la Colonie, d'après laquelle cette Province se décida à adhérer à la déclaration d'indépendance.

La Convention de la Virginie avoit prié celle de Maryland de s'assurer de la personne du Gouverneur Eden. Le Congrès continental avoit demandé à la même convention que ce Gouverneur lui fût envoyé. Au lieu de satisfaire à l'une ou à l'autre de ces demandes, la Convention de Maryland avoit prié le Gouverneur de se retirer à bord d'un des vaisseaux du Roi; & le Président de la Convention, avec d'autres notables, l'avoient accompagné jusqu'à son embarquement. Il s'étoit rendu sur le vaisseau le *Fowey*. Pendant que ce vaisseau mouilloit devant la côte, quelques personnes de la province furent se joindre à lui sur son bord. La Convention pria le sieur Montagu, Capitaine du *Fowey*, de renvoyer ces transfuges à terre. Il ré-

1776.

Juillet,

Août

&

Septem.

pondit que son vaisseau étant l'azile qu'ils avoient choisi, il ne pouvoit pas adhérer à cette demande. Alors la Convention déclara la trêve rompue, & elle fit saisir une partie des bagages du Gouverneur qui refusoit à embarquer. Les Délégués de la Province au Congrès, qui avoient eu ordre de voter contre l'indépendance, & qui ayant obéi, s'étoient retirés du Congrès le premier Juillet, reçurent celui d'y retourner & de faire ce qui leur paroîtroit le plus convenable aux intérêts de leur pays. En conséquence ils retournerent à Philadelphie & donnerent leur accession en forme au vote d'indépendance.

La question avoit été agitée dans la Convention du Maryland avant que d'être décidée par le Congrès Continental. Sept des onze Comtés de cette Province s'étoient élevées contre la proposition; & c'étoit d'après cette pluralité de sept sur quatre que l'ordre avoit été donnée aux Délégués de refuser leur voix. Le mécontentement que donna la conduite du sieur Eden, ancien Gouverneur, décida les deux tiers des voix à se ranger du côté de l'indépendance.

ISLE DE BARBADES.

N.^o I. Séance de l'assemblée du 9 Juin.

M. l'Orateur a informé la Chambre que

depuis la dernière assemblée il avoit reçu
 une lettre qui lui avoit été adressée, comme
 Orateur de l'assemblée, par l'honorable
 George Walker, Ecuyer, Agent de cette
 Isle dans la Grande-Bretagne: & M. l'Orateur
 a mis la lettre sur le Bureau, où par
 ordre de la Chambre elle a été lue par le
 Greffier.

1776.
 Juillet,
 Août
 &
 Septem.

*Lettre de George Walker à l'honorable Chevalier
 John Gay Alleyn, Orateur de l'assemblée de
 la Barbade.*

De Londres (Cavendish-square) 15 Mai 1776.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait
 l'honneur de m'écrire, avec la (a) pétition y
 incluse de l'honorable Chambre pour le Roi,
 & dans laquelle la Chambre m'ordonnoit
 de faire parvenir cette pétition sous les yeux
 de Sa Majesté,

Le matin après que j'eus reçue cette pé-
 tition, je la remis au Lord George Sackville
 Germaine, Secrétaire d'Etat pour l'Amérique.
 C'est la marche ministérielle; & ce Lord
 me promit de la présenter au Roi.

Après avoir attendu assez long tems, je
 me présentai de nouveau chez ce Ministre.
 Il m'annonça qu'il avoit mis la pétition sous

[a] C'est la première pétition.

les yeux du Roi, qui avoit bien voulu dire
 1776. qu'il feroit avec plaisir tout ce qui dépen-
 Juillet, droit de lui pour l'avantage de ses bons su-
 Août jets de l'Isle Barbades. Le Secrétaire d'Etat
 & ajouta que cette réponse étoit tout ce qu'on
 Septem. pouvoit attendre de la Cour, & il dit que
 selon ce que le Gouverneur avoit écrit, la
 pétition étoit une démarche de l'Assemblée
 & que la détresse n'étoit pas si grande qu'il
 paroïssoit à l'Assemblée.

C'étoit peine perdue que de vouloir sou-
 tenir le contraire. Le Lord Germaine n'étoit
 point disposé à m'entendre, & il me congé-
 dia aussi promptement que l'honnêteté le
 permettoit.

L'honorable Chambre & vous même avez
 été informés par mes lettres au Comité de
 correspondance, des propositions faites par
 le corps des Isles de l'Amérique à ce Lord
 & au Lord North. Dans ces propositions,
 on discutoit en détail l'objet général de la
 pétition de l'assemblée; & la réponse que
 les Ministres me firent alors comme à un
 des Membres du Comité, est celle qui m'au-
 roit été répétée comme à votre Agent, si
 le Gouverneur n'en avoit pas suggéré une
 autre à la Cour, ou si j'avois pu forcer les
 Ministres à une explication plus ample. Il
 y a un plan fixe d'opérations auquel ils
 paroissent résolus d'adhérer, quelque détresse
 que souffrent l'Isle de Barbades & les autres
 Isles de l'Amérique. Je présume que la Cham-

bre ne cherchera point d'autre cause de mon
manque de succès.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très-humble & très-obéis-
sant serviteur,

George WALKER.

1776.

Juillet ;

Août

&

Septem;

Tandis qu'on lisoit cette lettre, le sieur
George Sanders entra dans la Chambre &
prit sa place.

La lettre de l'Agent ayant été lue une
seconde fois, l'Avocat général se leva &
adressa le discours suivant à M. l'Orateur.

M. l'Orateur,

Si je me rappelle bien la pétition de cette
Chambre au Roi, elle expose nos appréhen-
sions d'une famine prochaine, fondées sur
trois circonstances. Premièrement, le peu
de provisions qui se trouvent dans l'Isle ;
2.^o la contrariété des saisons & le manque
de nos ressources intérieures : 3.^o la privation
des secours de l'Amérique Septentrionale.
L'Agent, dans une lettre qu'il vous adresse,
vous informe que le Gouverneur a croisé nos
efforts pour le service de la chose publique,
en prenant sur lui de contredire le tableau
que la pétition faisoit de notre situation, &
l'a attaquée sur deux points : le premier,
comme étant une démarche de l'Assemblée ;
le second, parce que la détresse n'étoit pas

1776.

Juillet,

Août.

&

Septem.

telle qu'elle paroïsoit à la Chambre. J'avoue que je ne puis sentir la force de la première objection. Certainement une démarche tendante au bien de cette Isle n'en est ni moins louable ni moins admissible pour être provenue de ses Habitans.

Dans quelle forme ou dans quelle manière les peuples peuvent-ils faire connoître leurs besoins au Gouvernement, si ce n'est par leurs Représentans ? C'est de leur choix qu'ils nous ont confié les intérêts de leur bien-être & de leur prospérité : c'est par nous qu'ils parlent & qu'ils agissent. Si les mesures que nous prenons pour l'avantage commun doivent être réprochées, par la raison qu'elles viennent de nous, il faut convenir que notre situation est aussi étrange que déplorable. Si le Gouverneur s'est cru obligé par sa place de nous opprimer, notre devoir envers notre patrie nous ordonne d'opposer à ses efforts la résistance la plus vigoureuse & la plus opiniâtre. Si le Gouverneur veut donner à entendre que la voix des peuples de cette Isle ne peut être portée au Trône que par son organe. S'il n'est pas permis à cette Chambre de s'adresser à Sa Majesté dans tous les cas, sans qu'il y concoure ; je ne conçois point qu'il puisse nous être fait de plus sanglant outrage. En effet, d'après ce principe, quelque préjudice, quelque insulte, quelque vexation que nous éprouvions, comme cela nous est arrivé dans nombre de circonstances, ainsi

qu'à présent, nous n'aurons aucun moyen d'en obtenir le redressement. Car on ne doit pas croire que l'Officier de la Couronne appuiera nos plaintes contre son administration. Pouvons-nous oublier un Lowter, un Chevalier Thomas Robinson & d'autres qui ont tous également abusé de leurs places. Le joug de la tyrannie & les stigmates avilissans de la servitude, seront le partage éternel de cette Colonie, si une fois la Chambre se soumet à une pareille doctrine. Ne point s'élever contre ce qui a été dit par le Secrétaire d'Etat à notre Agent, comme de la part de notre Commandant en chef, ce seroit laisser porter la hache jusques dans le cœur de notre autorité, de nos privileges & de notre considération. Rappelions-nous quelques-uns des événemens qui se sont passés depuis peu : un Juge révoqué sans cause, d'une place dans la judicature qu'il avoit exercée d'une manière aussi honorable pour lui qu'utile pour le public : un Membre même de cette assemblée pareillement renvoyé pour avoir rempli les devoirs que lui imposoit son caractère public : vos pétitions n'obtenant qu'un silence dédaigneux & le plus souvent vous attirant des menaces : des Officiers subalternes prévenus de crimes soutenus contre la justice publique : les commissions militaires les plus distinguées tombées dans un tel discrédit, que les gens d'honneur ne veulent ni les exercer ni les accepter ;

1776

Juillet,

Août,

&

Septem.

1776. la sûreté de cette Isle sacrifiée à l'intérêt
 de fortifier le commandement par les com-
 plaisances les plus mal combinées : & enfin
 le corps représentatif de cette Isle accusé
 de mensonge & de faux à la Cour, qui fait
 dépendre notre considération du bon plaisir
 d'un seul homme ; & demandons-nous à nous
 mêmes si ce que nous avons de mieux à faire
 est de nous prosterner & d'adorer.

Juillet,
 Août
 &
 Septem.

Telles sont les reflexions qui se sont présentées à mon esprit sur la premiere objection faite par le Gouverneur à notre pétition ; & il me semble qu'elles s'offriront de même à toute personne qui aura lu la lettre de l'Agent. Nos délibérations n'ont jamais roulé sur un objet plus sérieux, puisqu'il s'agit de savoir si nous abandonnerons sans résistance tout ce qui peut nous être cher ou être précieux au peuple de ce pays, où si nous déploierons une vigueur de courage qui repousse loin de nous le joug dont nous sommes menacés.

Je passe actuellement à la seconde objection du Gouverneur. Il prétend que le mal n'est pas aussi grand qu'il a paru à la Chambre. Dans le tems de notre pétition, le tableau que nous y faisons du triste état de cette Isle n'étoit que trop frappant, & il n'y a que le Gouverneur qui puisse révoquer en doute des vérités que cependant il ne pouvoit ignorer. J'en appelle à un des Membres de cette assemblée : que le Capitaine

Peyne nous dise , si lorsqu'il demandoit des secours de la part du Gouverneur , il n'est point allé chez les Marchands pour savoir ce qu'il y avoit de munitions en état , & si le compte qu'il a rendu ne s'accorde pas avec ce que nous avons dit. On ne peut non plus nous contester que les productions de notre sol ne nous aient manqué : la détresse des habitans depuis cette époque est une preuve trop funeste de cette vérité. Ce que j'avance est notoire à tous les Membres de la Chambre. L'acte du Parlement qui a arrêté notre commerce avec l'Amérique , démontre assez évidemment que nos provisions ordinaires de sel & de grain doivent nous manquer. Le Gouverneur lui-même connoissoit si bien notre embarras & nos alarmes , relativement aux différentes causes de disette , qu'à la dernière session il nous a communiqué des copies de sa correspondance avec l'Amiral , dans laquelle il prioit celui-ci de laisser passer les bâtimens qui nous apporteroient des provisions des Colonies des Puissances étrangères. Ces lettres contenoient encore d'autres détails auxquels la disette que nous éprouvions pouvoit seule donner lieu. Dans le tems où je proposois qu'il lui fût fait des remerciemens , j'étois bien loin d'imaginer que ces remerciemens devoient s'adresser à un homme qui avoit résolu de ruiner notre crédit & de nous noircir de l'imputation odieuse d'imposteurs , car les

1776.

Juillet ,

Août

&

Septembre

1776

Juillet,
Août
&

Septem.

imposeurs sont ceux qui seignent ce qu'ils ne sentent point & qui se plaignent de malheurs chimériques.

Devons-nous ou non souffrir une telle inculpation ? Si la Chambre est pour l'affirmative, je déclare hautement mon opposition & je demande qu'elle soit solennellement inscrite sur nos registres. Je fais que notre pétition ne contenoit rien que de vrai. Je suis convaincu que nous ne pouvons vivre heureux étant gravés d'accusations qui non seulement affectent notre crédit, mais encore sont destinées à opérer notre ruine. Lorsqu'il s'agira d'un objet aussi capital que notre existence, tant physique que politique, jamais un respect aveugle pour des titres & pour des places ne pervertira mon jugement, non plus que l'obligation sacrée que m'impose mon honneur & l'intérêt de ma patrie.

Il est donc nécessaire de prendre sur le champ une résolution ; & pour que nos délibérations soient moins gênées par les formes, je me bornerai pour le moment à proposer & en conséquence je propose que nous nous assemblions en Comité de toute la Chambre au sujet de la lettre de l'Agent à M. l'Orateur.

La motion de M. l'Avocat général ayant été appuyée par M. Jones, la Chambre se forma en Comité, présidé par le Juge Row.

M. l'Avocat général s'est levé, & après avoir adressé quelques mots au Président, il a proposé

L E T T R E.

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 16 Octobre 1778.

Vous m'avez vu, Monsieur, dans l'ignominieuse persuasion que l'Isle de Rhode-Island étoit au pouvoir des Américains. L'intérêt de leur cause & celui de la paix qu'un si heureux événement eût pû accélérer, n'étoient pas les seuls motifs qui me portoient à le croire. J'y étois encouragé par un concours de circonstances, qui a bien pû me tromper à quinze cents lieues, puisqu'il y a eu plus d'un moment, ainsi que vous allez le voir, où des témoins oculaires en auroient fait la gageure. Ce que j'avois osé vous prédire, en vous prévenant cependant que c'étoit mon opinion particulière & que je ne garantissois rien, n'est donc point encore arrivé. Ce poste a été conservé par les Anglois, qui ne devoient gueres s'en flatter, & qui n'ont peut-être pas grand sujet de s'en réjouir. Leur armée de terre y est restée, parce que le Ciel avoit résolu d'en écarter les secours qui arrivoient pour la délivrer : parce que ce même coup de vent,

CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dont nous n'avions eu la nouvelle que par des bruits de mer, n'a été que trop réel, & que le désastre a été partagé par M. le Comte d'Estaing, qui n'avoit pu refuser ni à son courage, ni à sa prudence, de s'engager dans une affaire qui devoit se terminer autrement que par une telle catastrophe. Après tout, il faut pourtant convenir que le désordre où elle a mis pareillement la flotte Angloise, nous laisse d'autres motifs de consolation que celui auquel s'attacha Philippe II. en apprenant la mauvaise issue de son entreprise sur l'Angleterre. Si nous avons éprouvé la rigueur des élémens, c'est en société avec un ennemi dont ils paroissent avoir conspiré la perte, puisque c'est la seconde tempête que les Anglois ont essuyée dans le court espace de quelques semaines, avec cette différence encore à notre avantage, qu'en réunissant leurs forces, ils ne feront que combiner des maux & des besoins difficiles à réparer, au lieu que l'escadre entière de Toulon, qui s'est rassemblée dans le port de Boston, y a trouvé toutes les facilités désirables pour se remettre bientôt en état de rentrer en lice. Le plus grand malheur que nous ayons à reprocher au sort, c'est qu'il rejette peut-être jusqu'à l'année prochaine le moment où l'Angleterre ouvrira les yeux sur ses plus vrais intérêts, & qu'il lui inspirera la téméraire confiance de renouveler des efforts par lesquels elle

s'enfoncera de plus en plus dans l'abyme. Si de gré ou de force elle eût retiré cette année-ci d'Amérique des flottes & des armées qu'elle ne pourra y faire subsister qu'avec les plus grandes peines & avec des frais immenses, & si elle eût reconnu l'indépendance d'un peuple disposé à lui accorder son amitié, nous pouvions compter pour cet hyver sur la douce satisfaction de voir les Cours travailler à un arrangement qui auroit mis le comble à la gloire de la France, animée du seul désir de rétablir un juste équilibre de commerce, qu'on ne devoit jamais attendre de l'intolérable ambition de l'Angleterre.

Je vais mettre sous vos yeux tout ce qui s'est passé à Rhode Island, tant d'après les détails que la Cour vient d'en faire publier ici, que d'après les relations Américaines, sur lesquelles vous vérifierez notre gazette de Londres, soit pour trouver l'éclaircissement nécessaire de certains faits, soit pour démêler dans les récits refondus sous la main du Gouvernement Anglois les circonstances qu'il a intérêt de voiler, soit enfin pour y restituer ce qu'il aura cru devoir supprimer. — Je commence par la gazette extraordinaire de la Cour, qui quoique datée d'hier, n'a été publiée qu'aujourd'hui à une heure.

La gazette extraordinaire de la Cour a publié ce matin 16, les nouvelles suivantes.

De Whitehal le 15 Octobre 1778.

Extrait d'une Lettre du Général, Chevalier Henri Clinton, Chevalier du Bain, au Lord George Germaine, un des principaux Secrétares d'Etat de Sa Majesté; datée de New-York le 11 Août 1778, apportée par le sieur Wilson, Capitaine du 72^e Régiment, lequel est venu sur le paquebot le *Duc de Cumberland*, arrivé à Falmouth le 11 de ce mois, de New-York, en trente-quatre jours de traversée.

» J'ai reçu le 3 de ce mois (Août), par le paquebot le *Sandwich*, votre lettre circulaire du 3 Juin, & votre dépêche du 5 du même mois. Dans ma dernière, dont étoit chargé le *Mercury*, j'ai eu l'honneur de vous informer que la flotte Françoisse avoit quitté sa station près de Sandy-Hook, & que je croyois qu'il étoit plus que probable qu'elle avoit porté ses vues sur Rhode-Island «.

» Le Lord Howe & la flotte qu'il commande ont mis à la voile le 6 «.

» Les extraits ci inclus des lettres (n^o. I, II & III) que j'ai reçues ces jours-ci du Major Général Pigot, & que j'ai l'honneur de vous envoyer, vous feront voir que mon opinion étoit bien fondée par rapport à la

ET DE L'AMÉRIQUE. CXXXIIJ

destination de la flotte Françoisse. Au reste, il est impossible de vous donner à présent d'autre information sur ses opérations à Rhode Island, que ce qui est contenu dans les susdits extraits de lettres du Major Général Pigot «.

» Par les dépêches que je viens de recevoir de Saint-Augustin, de la part du Gouverneur Tonyn & du Brigadier Général Prevost, datées du 11 & du 25 du mois de Juillet, j'apprends que les Rebelles ont été arrêtés dans leurs tentatives sur les frontières de la Floride orientale, & qu'aujourd'hui il n'y a plus à craindre que l'ennemi puisse rien effectuer contre cette province «.

N.º I. *Extrait d'une lettre du Major Général, Chevalier Robert Pigot, au Général Chevalier Henri Clinton, datée de Newport le 31 Juillet & le premier Août 1778.*

» La flotte Françoisse a paru le 29 sur les onze heures du matin. Aussitôt on a retiré les régimens d'Anspach & le corps de Brown qui étoient à Conanicut; & il n'est resté qu'un détachement dans les redoutes. Le lendemain matin, deux vaisseaux de ligne ont monté jusqu'au passage de Narraganzet. Notre batterie a donné deux fois dans le bois de l'un d'eux. Ils ont jetté l'ancre vis-à-vis l'extrémité septentrionale

CXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
de Conanicut. Il y a deux frégates de 36
canons & un brigantin dans le passage de
Seconnet. Comme ils ont voulu aller sur le
Kings-Fisher & les galères, on a mis le feu
au *Kings-Fisher*, ainsi qu'aux galères, & elles
ont sauté en l'air «.

» Aujourd'hui (31 Juillet), les deux
vaisseaux à deux ponts ont tâché de retour-
ner à la mer & de joindre leur flotte, qui
toute la journée n'a cessé de courrir, tantôt
sur un bord & tantôt sur l'autre, & qui,
ce soir, est venue jeter l'ancre devant
Brenton's-Ledge, où elle avoit déjà mouil-
lée à son arrivée. Elle ne montre aucun
dessein d'entrer dans le port ni de détruire
les bâtimens de transport & la frégate la
Flora. Les autres frégates (Angloises) sont
avancées vers Bristol-Ferry (le bac de Bris-
tol), près du rivage; & elles ont été occu-
pées jusqu'ici à mettre à terre leurs provi-
sions, leurs canons & leur poudre; mais si
les deux vaisseaux (Français) à deux ponts
vont se joindre à leur flotte, ces frégates
entreront dans le port & débarqueront leurs
canons & leurs munitions «.

» Les partis qui étoient restés aux re-
doutes de Conanicut ont été retirés de cette
Isle, ainsi que les moutons & les bœufs.
Tout est disposé pour que les régimens aux
postes avancés & les détachemens au de-
hors, se retirent dans nos redoutes, où nous
comptons nous maintenir pour y résister

contre toutes les forces qui viendroient nous attaquer. Nous ne savons point en quels lieux se feront les débarquemens. Deux fois, j'ai fait tout au monde pour qu'on pût enlever un Habitant du Continent, & je n'ai pu y parvenir. Ce soir, une personne s'est offerte d'aller à terre & d'y apprendre des nouvelles. Il n'y a guères d'apparence que les Rebelles soient prêts; car on en voit fort peu sur l'autre bord. Il est vraisemblable que le grand embarquement viendra de Providence où sont toutes leurs tentes, munitions & provisions. Les munitions de terre, qui étoient dans des maisons sur les quais, ont été transportées au Rope-Walk (la Corderie), & celles de la marine ont été retirées de la ville.

Le premier Août, le vent a été contraire aux deux vaisseaux François dans le passage de Narraganzet; ainsi on ne sauroit dire s'ils ont intention de joindre leur flotte, ou de rester où ils sont; mais jusqu'à présent ils ont été de peu d'utilité à leur escadre.

N.^o II. *Extrait d'une lettre du Major Général, Chevalier Robert Pigot, au Général Chevalier Henri Clinton, datée de New-Port le 2 Août 1778.*

« Hier, j'ai eu l'honneur de vous écrire pour vous informer de l'arrivée de la flotte
i iv

CXXXVj AFFAIRES DE L'ANGLITERRE

Françoise devant l'entrée du port. Hier au soir, j'ai envoyé à terre, d'où l'on m'a amené deux Habitans, l'un de Warwick-Neck, l'autre de North-Kingston. Ils m'ont appris que tout seroit bientôt prêt. Ils croient que Mercredi ou Jeudi prochain (le 5 ou le 6) on tentera trois différens débarquemens, l'un de Bristol, l'autre de la côte de Seconnet, & le troisieme de la flotte Françoise ainsi que de l'Isle de Conanicut où l'on doit rassembler des forces. On dit que le Général Arnold est à bord de la flotte Françoise avec des troupes de Delawarre. On a tiré des détachemens de la Milice des provinces de la Nouvelle-Angleterre, & ils sont en marche pour se rendre à Providence. Ces mêmes gens disent que l'Amiral est déterminé à détruire la ville, & qu'il entrera dans le port dès que les autres débarquemens au nord de l'Isle auront lieu. Les deux frégates & le brigantin sont toujours dans le Seconnet, & les deux vaisseaux de ligne n'ont pas pu sortir du passage de Narraganzet. Les François ont mis deux canons sur le *Dumplings*. On dit qu'il sera envoyé aujourd'hui des troupes sur cette Isle. Nous avons fait venir des camps tout notre bagage, afin que les régimens puissent se retirer avec tous leurs effets, autant que cela sera possible, lorsqu'on le jugera nécessaire. Quant à présent, je n'ai rien de plus à vous apprendre.

N^o. III. *Copie d'une lettre du Major Général Chevalier Robert Pigot, au Général Chevalier Henri Clinton, datée de Newport le 3 Septembre 1778.*

» Hier & avant hier au soir, j'ai eu l'honneur de vous écrire pour vous faire savoir la situation où nous étions, & ce que j'ai pu apprendre de celle des Rebelles & des François. Je compte que l'une ou l'autre de ces dépêches vous sera parvenue. Ce matin, j'ai eu le plaisir de recevoir la lettre de Votre Excellence du 29 Août; & une heure après est arrivé ici un Officier de Marine, envoyé par le Lord Howe, avec des dépêches. Depuis ma lettre d'hier, il est entré dans le Secorinet deux Brigantins armés qui ont approché les frégates françoises: ils sont pleins de monde. Les Officiers n'ont pas pu me dire si c'étoient des Soldats ou Matelots François, ou bien des Rebelles. Les Brigantins sont restés auprès des frégates; mais les troupes ont été transportées à bord des Frégates, ou débarquées à terre. Hier & aujourd'hui, un grand nombre de petits bâtimens, que l'on présume être des frégates rebelles, ont remonté le passage de Narragouset allant de la mer à la Providence: on croit qu'ils sont pleins de monde; mais ils étoient trop éloignés pour qu'il fût possible de rien distinguer. On a vu aujourd'hui à

CXXXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
rière à Conanicut environ 200 Soldats de
Marine François & un certain nombre
d'hommes du côté des *Dumplings*. On pense
que c'est un détachement de travailleurs. «

» Nous ferons le signal sur la hauteur,
vers le lieu que vous indiquez ; & j'exécuterai le reste de vos ordres autant qu'il me
fera possible. Si la flotte françoise entre dans
le port, le passage de *Séconnet* sera ouvert. «

» Nous travaillons à une redoute pour assu-
rer le *George* du côté de *Brenton-Neck*
(l'Isthme de *Brenton*), pour le cas où l'on
feroit une descente vers cette partie. Dans
ma dernière lettre je vous ai instruit que les
gens que j'avois faits prisonniers m'avoient
dit que les Rebelles seroient prêts le 5 ou le
6 au plus tard ; qu'ils avoient le projet de
descendre en trois endroits différens — de
Bristol, du *Séconnet* & de la flotte sur la
côte à *Southend*, ou dans le port. Nous fai-
sons nos dispositions pour être prêts à tout
événement. On a fait rentrer tout le bétail
& les bêtes de trait. Les Gardes avancées se
maintiendront dans leurs postes jusqu'au der-
nier moment. Elles ont ordre de ne se retirer
que lorsque la flotte entrera dans le port, ou
qu'elle fera ses préparatifs pour le débarque-
ment. Nous fortifierons notre front autant
qu'il sera possible. Si l'ennemi élève des bat-
teries contre nous, cela prendra du tems.
S'il fait une attaque subite, j'espère que
nous nous défendrons bien. Les troupes sont

ET DE L'AMÉRIQUE. cxxxix

en bonne santé, & pleines d'ardeur ; & je ferai tout ce qui dépendra de moi pour les exciter à conserver leur poste jusqu'au dernier moment. Nous avons mis en sûreté la plupart de nos provisions & de nos munitions ; & je ne sache pas qu'il nous manque rien. Trois de nos frégates sont allées à la pointe septentrionale de l'Isle. Je ne pense pas que les François hasardent d'y envoyer des vaisseaux : ils craindront que pendant leur absence ils ne soient dans le cas d'en avoir besoin. «

N^o. IV. *Copie d'une lettre du Lieutenant Général Comte Cornwallis au Lord George Germaine ; datée de New-York le 6 Septembre 1778.*

» Sur la nouvelle que , malgré le départ de la flotte françoise , les Rebelles continuoient toujours l'attaque de Rhode Island , le Chevalier Henri Clinton s'est embarqué en personne avec le premier bataillon de l'infanterie légère ; le premier bataillon de Grenadiers & les troisième & quatrième Brigades aux ordres du Major Général Grey , & il a passé par le Sound pour aller au secours de cette place. J'ai reçu une lettre de Son Excellence , datée du premier de ce mois devant Rhode-Island , par laquelle il m'informe que l'ennemi a évacué l'Isle la veille au soir. «

Article du Gazetier.

Nous apprenons par le Capitaine *Wilson*, que le Lord *Howe* & le Comte d'*Estaing* ont été sur le point d'en venir aux mains le 11 Août, & qu'ils ont été séparés par une tempête: que le Lord *Howe* avoit été joint par le *Monmouth* de 64 canons de l'Escadre de l'Amiral *Byron*: que le Comte d'*Estaing* étoit dans la rade de Nantasket le 29: que le Lord *Howe* étoit à l'ancre en face de lui: qu'il est arrivé à New-York deux flottes de bâtimens vivriers, l'une le 30 Août, & l'autre le premier Septembre: que le vaisseau munitionnaire le *Lioness* faisoit partie de cette dernière: que le Contre-Amiral *Parker* étoit aussi arrivé à New-York le 29 Août avec six vaisseaux de ligne de l'Escadre de l'Amiral *Byron*; & que le Capitaine *Wilson* a vu arriver les recrues de Hesse & d'Anspach dans la rivière de New-York le 6 Septembre.

Du Bureau de l'Amirauté, le 15 Octobre 1778.

Le Lieutenant *Dod*, commandant le brigantin armé de Sa Majesté le *Cabot*, est arrivé à ce Bureau le Mardi 13, venant d'Halifax avec des Dépêches de l'Honorable Vice-Amiral *Byron*, & du Chevalier *George Collier*, adressées à M. *Stephens*. Voici des Extraits de ces Dépêches.

Extrait d'une lettre de l'Honorable Vice-Amiral Byron, datée à bord de la Princesse Royale, au port d'Halifax, le 27 Août 1778.

» Conformément aux ordres de leurs Seigneuries, en date du 5 Juin, j'appareillai dans la matinée du 9 du Sund de Plymouth avec l'escadre sous mes ordres. Je fus obligé de chicanner un vent frais du Sud Ouest pour sortir de la Manche. Il ne se passa rien d'intéressant jusqu'au 3 de Juillet. Ce jour-là, étant par la latitude 49 degrés 4 minutes nord, longitude 26 degrés 48 minutes ouest, du Léopard, l'escadre fut dispersée par un coup de vent impétueux du nord, accompagné d'une pluie excessive. Le lendemain 4, à huit heures du soir, l'orage diminua, & il ne restoit de l'Escadre que la *Princesse Royale*, l'*Invincible*, le *Culloden* & la frégate la *Guadeloupe*. Le 6, le *Culloden* reçut ordre de vigier dans la partie du nord-est, & la *Guadeloupe* dans celle du sud-ouest. La *Guadeloupe* nous rejoignit le lendemain après midi, & elle marcha de conserve jusqu'au 21, qu'elle se sépara de l'Escadre, ainsi que l'*Invincible*, dans une brume très-épaisse, sur le banc de Terre-neuve. Le 5 Août, nous rencontrâmes le *Culloden*, qui faisoit route sans nous déjà depuis un mois; mais il perdit de nouveau la conserve dans la nuit du 11 Août. La *Princesse Royale* se trouvant ainsi route seule, je continuai de faire tous mes efforts pour gagner

Sandy-Hook ; mais les vents régnant de la partie du sud ouest vers l'ouest , nous n'avancâmes que lentement. Le 18 Août , à cinq heures du matin , nous découvrîmes douze vaisseaux mouillés sous le vent à nous , à la distance environ de neuf ou dix milles ; *Sandy-Hook* restant alors nord 4 degrés , ouest approchant à vingt-huit lieues. Nous portâmes aussitôt sur eux ; mais à six heures , nous reconnûmes que c'étoient de gros vaisseaux. Plusieurs d'entr'eux mirent à la voile , & se firent réciproquement des signaux que nous n'entendîmes point ; en conséquence , nous ferrâmes le vent à l'ouest , afin de nettoyer le vaisseau. A sept heures & demie , le vaisseau étant en état , nous virâmes & prîmes le premier ris du Hunier , nous mîmes des suspentes aux vergues , & nous disposâmes à tous égards le vaisseau au combat. A neuf heures , nous virâmes en portant à l'ouest. Deux vaisseaux de ligne qui s'étoient détachés de l'escadre , nous donnoient la chasse ; & l'un d'eux , qui paroissoit être le plus petit , avançoit au grand pas sur nous. A dix heures , nous fîmes le signal particulier dont on étoit convenu pour l'Escadre Américaine ; on n'y répondit point ; avant ce moment-là , nous avions perdu de vue la flotte , & une demie-heure après , celui des vaisseaux donnant la chasse , qui étoit de la tête & le plus petit , mit son perroquet de fougue sur le mât , afin que le vaisseau de la queue qui étoit

le plus grand, (il paroissoit être de 74 ou 84 canons,) eût le tems de le joindre; aussitôt qu'il l'eût atteint, ils firent quelques signaux, & portèrent vers leur flotte; ce qui nous causa beaucoup de surprise, car ils n'étoient pas à plus de trois mille de distance, & ils avoient tellement l'avantage de la marche, qu'ils auroient pu nous atteindre en moins de deux heures, s'ils eussent continué de donner la chasse.

» Le tems étoit très-brumeux, lorsque nous étions au point le plus proche de la flotte; nous remarquâmes qu'un des vaisseaux avoit perdu son beaupré, & qu'un autre avoit mis des mâts de hune de rechange; un d'eux portoit un pavillon à la tête du grand mât de perroquet & un autre en portoit un à celle du petit mât de perroquet. Ces circonstances ajoutées au signal qu'ils se firent réciproquement, ainsi que toute leur conduite, ne nous laisserent plus de doute que c'étoit l'escadre Françoisise aux ordres du Comte d'Estaing. Je me flatte que si l'escadre que l'on m'avoit confiée, n'eût pas été dispersée, j'aurois rempli entièrement les intentions de Sa Majesté & les ordres de leurs Seigneuries; mais malheureusement je n'avois point de vaisseaux avec moi. Je ne crus pas qu'il fût sage de tenter, avec la *Princesse Royale* toute seule, de gagner Sandy Hook; je ne pouvois pas espérer non plus d'arriver à Rhode-Island, parce que l'escadre enne-

mie se trouvoit directement entre nous & ces deux places. Je résolus donc de gagner Halifax, & j'y suis arrivé hier au soir. Je n'y ai point trouvé de vaisseaux de force à l'exception du *Culloden*, dont le Commandant avoit jugé à propos de gagner ce port où il étoit arrivé le 16. «

» Je vais, sans perdre un moment, travailler à réparer les avaries qu'à essuyées la *Princesse Royale*, afin qu'elle puisse mettre en mer. Je compte appareiller en compagnie du *Culloden*, pour me joindre avec le Lord Howe, à qui j'ai fait enforte d'en donner avis par un sloop du chantier d'Halifax que le Commissaire Hughes m'a prêté pour cet effet. «

Extrait d'une lettre du Vice-Amiral Byron datée à bord de la Princesse Royale dans le port d'Halifax le 3 Septembre 1778.

» La *Princesse Royale* ayant pris ce qu'il lui falloit d'eau & de provisions, & son mât de misaine ayant été assuré du mieux qu'il a été possible relativement aux circonstances, je me propose de mettre demain à la voile sur ce vaisseau avec le *Culloden*, la frégate le *Diamond* & le sloop le *Dispatch*. Je prends avec moi ces deux derniers bâtimens parce qu'ils sont fraîchement carenés, & que leurs Commandans sont parfaitement instruits de la navigation de la Côte, ce qui me fait espérer

pérer qu'ils feront de la plus grande utilité, Le Capitaine Fielding avoit le Commandement des vaisseaux du Roi employés sur la côte de la Nouvelle - Ecosse; mais comme j'ai jugé à propos de le prendre avec moi , le Chevalier George Collier a ordre de remplacer le Capitaine Fielding dans ce Commandement. «

Extrait d'une lettre du Chevalier George Collier, à bord du Rainbow dans le port d'Halifax le 8 Septembre 1778.

» J'ai l'honneur d'informer leurs Seigneuries, que le Vice-Amiral Byron a appareillé d'ici le 5 de ce mois, avec les vaisseaux de Sa Majesté la *Princesse Royale*, le *Culloden*, le *Diamond*, & les floops le *Dispatch* & le *Hope*, pour aller joindre l'Escadre aux ordres du Vicomte Howe. «

» Un Vaisseau François de 74 canons, appelé le *César*, est arrivé à Boston, il y a environ 18 jours, en très-mauvais état. Il avoit eu une action très-vive avec l'*Isis*, qui lui a tué & blessé 50 hommes. Du nombre des derniers est son Capitaine M. de Bougainville, qui a eu le bras droit emporté dans le combat. «

» Les autres vaisseaux de l'Escadre françoise aux ordres du Comte d'Estaing, après avoir été dispersés par un grand coup de vent, qui a démâté deux des principaux,

cxlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sont arrivés les uns après les autres à Boston, où ils sont actuellement occupés à se réparer. «

» J'ai la satisfaction d'informer vos Seigneuries, que les troupes qui composent cette garnison, jouissent de la plus parfaite santé, & qu'elles sont pleines d'ardeur. Les fortifications de cette place ont été augmentées, & on y a élevé de nouvelles batteries, ce qui donne tout lieu de croire, que nous n'avons rien à craindre des efforts que l'ennemi pourroit faire pour s'en emparer. «

» J'envoie ces dépêches par le Brigantin de Sa Majesté le *Cabot*, à qui j'ai donné ordre de se rendre en Angleterre avec la plus grande diligence. «

N. B. Le Lieutenant Dod, dans sa traversée, a rencontré près des bancs de Terre-neuve, le sloop le *Hinchinbrook* de l'Escadre de l'Amiral Montagu. Le Commandant de ce sloop l'a informé que le Commodore Evans montant l'*Invincible*, avoit relâché à Saint-Jean dans cette Isle, & qu'après y avoir réparé ses avaries, il avoit remis à la mer.

Extraits de trois Gazettes de Boston des 21, 27 Août & 3 Septembre.

Le Comte d'Estaing est entré le 8 Août dans le port de New-port avec douze vaisseaux de ligne pour agir de concert avec notre armée destinée à effectuer la réduction

de Rhode Island. La flotte Françoisse a été vivement canonnée en passant devant les batteries ennemies, dont cependant elle a été très-peu endommagée. Elle y a répondu avec vigueur, ayant tué plusieurs hommes à la batterie du Nord, suivant ce que nous avons appris depuis par un déserteur.

Le 9, une flotte Angloise, qu'on croit être celle du Lord Howe, composée d'environ trente voiles, est arrivée à la hauteur de Point-Judith, dans le dessein, à ce qu'on présume, de jeter du secours dans Rhode-Island. Le vent étant au Sud, la flotte de Sa Majesté Très Chrétienne n'a pû sortir du port que le lendemain matin, lorsque le brave Comte d'Estaing, par un vent frais du Nord, a mis à la voile avec les susdits douze vaisseaux qui ont encore essuyé un feu violent des batteries ennemies, à qui ils l'ont rendu avec la plus grande vivacité. Les Anglois voyant venir les vaisseaux François pour engager le combat, ont levé aussitôt & ont fait force de voiles au Sud-Est. A deux heures après midi ceux des vaisseaux François qui étoient le plus au Sud, étoient estimés se trouver à quatre milles des vaisseaux Anglois. Nous espérons pouvoir en rendre bon compte dans notre prochaine feuille.

Un Particulier de New-London nous informe qu'il y étoit arrivé une barque de pêcheur dont le Maître a rapporté, que le 10

cxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
étant entre Block-Island & Montock, il
avoit vû sur le soir quelques vaisseaux Fran-
çois qui s'approchoient d'une partie de la flotte
Angloise & qu'il avoit entendu aussitôt une
forte canonnade; mais qu'il ignoroit quelle
en avoit été l'issue.

La tempête du 12 & du 13 a fait échouer
un sloop, un senaut & plusieurs chaloupes
près de South-Ferry (bac du Sud).

Le 9 & le 10, le Général Sullivan, avec
l'armée qu'il commande, avoit débarqué à
Rhode Island sans opposition. Les ennemis
ont abandonné tous leurs ouvrages & ba-
raques du côté du Nord, les laissant en bon
état & se sont retirés dans leurs lignes à en-
viron trois quarts de milles de la ville de
New-port. Nos troupes sont en possession
des hauteurs de *Quaker-Wind-Mill* & de *Butts*,
ayant en avant un fort détachement à un
mille & demi des lignes des ennemis, dans
les environs desquelles les ennemis ont brûlé
le 8 plusieurs maisons.

Notre armée consiste dans environ 12,000
hommes qui sont pleins de courage. L'Avant-
garde est composée de troupes légères, de
compagnies de volontaires & de cinquante
hommes de chaque brigade, sous les ordres
du Colonel Livingston. L'aîle droite est com-
mandée par le Général Green, l'aîle gauche
par le Marquis de la Fayette, la seconde
ligne par le Général Hancock & le corps de
réserve par le Colonel West.

Quarante-sept déserteurs sont venus rejoindre notre armée depuis son débarquement dans Rhode Island.

Le 12 & le 13, nous avons eu un vent de tempête & une pluie considérable qui ont empêché le retour du Comte d'Estaing.

Extrait de la Lettre d'un Officier de distinction, datée de Rhode-Island.

» Nous regardons comme très-malheureux pour nous que la Flotte Française soit sortie; mais cela étoit inévitable. Le Lord Howe avoit à bord trois mille hommes avec des munitions de toute espèce qu'il auroit débarqués, s'il n'avoit pas été prévenu à tems. Le mercredi 12, après que le Comte d'Estaing fut sorti, il porta sur la Flotte Angloise, mais la tempête empêcha le combat. — Le Languedoc perdit un de ses mats de Hunes; un vaisseau de 74 canons en perdit aussi, mais je ne fais pas quels mats. — Les Français sont à présent à la hauteur de Point-Judith, & ils ont amené le *Senegal* & une galiote à bombe qu'ils ont pris. — Nous avons aujourd'hui deux batteries de huit canons qui tirent sur l'ennemi; demain 22, nous aurons encore quatorze canons de plus, & deux ou trois mortiers qui commenceront à jouer demain matin. On nous a tiré près de deux mille coups qui ont tué un homme & en ont blessé trois ou quatre. Ils ont aussi détruit 7

cl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
armes à feu. Cependant on dit qu'ils pointent
très-bien leurs canons.

Extrait d'une autre Lettre.

La nuit du 19, notre armée éleva une autre batterie avancée à 40 ou 50 verges en front de celles qui avoient été d'abord construites sur les hauteurs dont on a déjà parlé. Non-seulement cette batterie est plus proche, mais aussi elle est mieux située pour incommoder l'ennemi. Le 20, nous ouvrîmes une batterie, ce qui nous attira une vive canonnade de la part de l'ennemi. Nous eûmes un homme tué & deux blessés. — On ne fait point encore le dommage qu'a essuyé l'ennemi. — Le 20 après midi, le Comte d'Estaing a reparu avec son escadre, ayant pris une Frégate Angloise de 28 canons, & une galiote à bombe. Deux des Vaisseaux François ont eu leurs mats endommagés dans la dernière tempête. — L'esprit de désertion regne chez l'ennemi. Il passe de leur armée à la nôtre environ huit soldats par jour.

Autre Extrait.

Nous savons de bonne part que la Flotte du Lord Howe a beaucoup souffert de la tempête. Quatre de ses frégates sont revenues à Sandy-Hook très-maltraitées. Deux ou trois étoient démâtées. Une galiote a échoué sur la côte de Jersey; & on craignoit à New-York que toutes les autres

galiotes & petits bâtimens que le Lord Howe avoit pris avec lui, n'eussent péri, aucun d'eux n'ayant donné de ses nouvelles jusqu'au 17, quoiqu'ils eussent ordre de revenir le quatrieme jour après qu'ils auroient quitté Sandy-Hook.

Extrait d'une Lettre d'un Volontaire, datée de Rhode-Island.

» Nous sommes actuellement, 21 Août, vis-à-vis de *Tammany-Hill*, & nous voyons en plein les travaux de l'ennemi. «

» Nous avons deux batteries de quatre canons de 18 livres de balle, & nous comptons avoir dans peu de jours quatorze mortiers qui tireront sur leur grande batterie; si cela a lieu, j'espere que ma prochaine lettre sera datée de la Ville de Newport. «

Autres détails.

Suivant toutes les nouvelles de Rhode-Island, notre armée y est en très-bonne disposition, & elle est bien fournie en tout genre, & surtout en pain. Le Conseil de notre Province & le Général Heath avoient donné la plus grande attention à cette partie si essentielle du service. Le Général Sullivan est bien heureux d'avoir réussi en si peu de tems à fournir une aussi grande armée de tant de choses nécessaires. La célérité que nous avons mise à ce service, & l'ordre avec lequel il s'est fait, malgré la terrible tempête que nous avons

clij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

eue , & l'absence de la Flotte & des Troupes Françoises , font beaucoup d'honneur au Commandant en chef , & prouvent en même tems la bonne conduite & le courage de nos Officiers & de nos Soldats. L'arrivée du Général Hancock dans l'Isle , & à l'armée , a fort encouragé nos troupes , & particulièrement celles de Massachusett. Malgré le mauvais état où étoit sa santé , lorsqu'il nous a quittés pour cette importante entreprise , nous apprenons qu'il a été constamment employé , & qu'il a toujours été des premiers à l'œuvre.

LE 22 Août après midi , le *César* , Vaisseau François de 74 canons , est arrivé dans le port de Boston. C'est un des Vaisseaux de la Flotte du Comte d'Estaing : il est commandé par M. de Bougainville. Il étoit parti de Rhode Island avec la Flotte ; mais il en a été séparé par une violente tempête. Ayant depuis rencontré un Vaisseau Anglois de 64 canons , il y a eu un combat très-vif entre eux. Le Capitaine François y a perdu le bras droit , & a été blessé à la jambe. Il a eu treize hommes de tués & vingt-neuf blessés. Le Vaisseau Anglois avoit déjà amené , & auroit été conduit dans le port , s'il n'avoit pas paru deux autres Vaisseaux Anglois ; comme le *César* étoit fort maltraité , il a été obligé d'abandonner sa prise. Pendant le combat , on a vu jeter du Vaisseau Anglois dans la mer dix-neuf hommes.

*Autres nouvelles de notre armée à Rhode-Island
apportées à Boston par des Exprès du 22
& du 23.*

» On travaille avec beaucoup d'activité à mettre nos batteries en état. Le 22, l'ennemi a jetté 2 ou 300 bombes, qui n'ont cependant pas fait grand effet, n'ayant blessé que 2 ou 3 hommes. Notre armée est pleine de courage, & les hommes en bonne santé. — Nos batteries faisoient un feu très-vif sur les travaux de l'ennemi, lorsque l'Exprès a quitté l'Isle, hier matin 23.

La Flotte Françoisse n'étoit pas venue plus près de Newport, que Light-house point (pointe du Fanal). Son Vaisseau Amiral a été démâté dans la dernière tempête, & un de ses vaisseaux de 74 a perdu son mât de misaine. Il est à présumer que la Flotte du Lord Howe a beaucoup souffert aussi de cette même tempête, qui a été très-longue. Un vaisseau françois, de 74 canons, n'avoit point paru depuis, & on n'en savoit point de nouvelles. Ce vaisseau est arrivé à Boston, le Samedi 22. C'est le *César* de 74 canons. Etant bon voilier, il avoit toujours été en avant, à la poursuite de la Flotte angloise, lorsqu'elle avoit paru à la hauteur de Newport. Après que la violence de la tempête eut été un peu apaisée, le *César* se trouva à dix heures du soir, vis-à-vis d'un vaisseau de guerre anglois de 64 canons: le combat

CLIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

commença à trois heures du matin : il fut très-vif, & dura trois heures. On dit que le vaisseau anglois avoit amené, lorsque deux autres vaisseaux anglois paroissant, le *César* quitta l'Anglois. Dans ce combat, il a eu 13 hommes tués & 28 blessés.

Le 22 après midi, M. de Bougainville, Capitaine du *César*, a été transporté de Nantasket ici. Son bras droit a été tellement fracassé dans le combat, que le Chirurgien a été obligé de lui couper un peu au-dessus du coude ; on compte sur son prompt rétablissement. Aussi-tôt que le *César* est arrivé ici, le Général Heath a envoyé un Exprès, pour en informer le Comte d'Estaing.

LE 28, la flotte Françoisé, commandée par M. le Comte d'Estaing, est arrivée heureusement dans la rade de Nantasket. Le lendemain 29, Son Excellence & une partie de la flotte sont entrées dans le port de Boston. Il a été salué par le canon des vaisseaux & des ports.

ON apprend par un Habitant de Fairfield qu'environ 100 bâtimens de New-York en sont sortis le 29 par Hell-gate.

Le 29 & le 31, on a vû à la hauteur de Rhode-Island une flotte de 70 voiles, qu'on croit destinée pour New-Port.

On disoit hier (2 Septembre) que cette flotte étoit arrivée à New-Port avec un renfort.

Extrait d'une lettre d'un Officier de distinction, datée du camp à l'extrémité septentrionale de Rhode Island, le Samedi au soir 29 Août 1778.

» Ce que je vous ai mandé dans ma lettre de ce matin est arrivé comme je l'avois prévu, quelques minutes après que la poste fut partie. L'ennemi s'étant imaginé que notre intention étoit d'évacuer entièrement l'Isle, nous a poursuivis d'assez près pour se trouver en état d'attaquer à sept heures du matin notre arriere garde, qui étoit postée sur une hauteur appelée *Windmill-Hill*. Elle soutint l'attaque avec assez de courage pour repousser jusqu'à trois fois une très-forte colonne ennemie; mais ayant été renforcée à différentes fois, elle nous obligea enfin de nous replier sur le gros de l'armée. Si vous demandez pourquoi notre détachement n'a pas été pareillement renforcé, c'est que notre Général lui avoit ordonné de se retirer devant l'ennemi avec quelque apparence de désordre, pour l'attirer sur son propre terrain & lui livrer un combat général. Lorsque l'ennemi parut sur *Quaker-Hill*, le Général, pour le confirmer dans l'idée que notre intention étoit de quitter l'Isle, fit avancer en sa présence vers le bac tous les bagages & les chariots. Cette manœuvre produisit l'effet désiré. L'ennemi fit filer son aîle gauche vers la

droite ; & agissant sous le feu de ses vaisseaux, il se porta avec la plus grande ardeur vers une de nos redoutes, pour l'emporter & tourner ainsi notre flanc droit ; mais ce poste fut défendu si vaillamment, & renforcé si à propos, qu'après un combat d'une heure & demie l'ennemi se retira, nous laissant maîtres du champ de bataille. L'ennemi forma sa droite pour attaquer notre gauche ; mais notre artillerie fut servie si chaudement qu'il ne revint pas à la charge. La nuit étant survenue, elle mit fin à l'action. Les deux armées sont actuellement à la portée du canon. Il n'y a point de doute que demain à la pointe du jour il ne s'ouvre une nouvelle scène de carnage, où je me flatte que nous aurons certainement l'avantage. Pendant toute cette journée nos Officiers & nos Soldats se sont conduits comme des Vétérans. C'est avec le plus grand plaisir que je vous informe que le régiment du Colonel Jackson s'est trouvé aux deux actions, & que lui, ainsi que ses Officiers, se sont comportés en héros. Dans la dernière, ils ont chargé la bayonnette au bout du fusil, & ont fondu sur l'ennemi avec un tel acharnement qu'ils ont fait sur le champ panacher la balance de la victoire du côté des Américains. Le brave Colonel Henri B. Livingston commandait le détachement. On ne fait pas encore au juste quelle est la perte que nous

avons faite ; mais on l'évalue à environ 70 hommes tués & 200 blessés. Celle de l'ennemi est beaucoup plus considérable. Le Major Samuel Shelburn, de Portsmouth, Aide-de-Camp du Général Whipple, est blessé, & on lui a coupé la jambe. Le Colonel William Livingston a eu deux légères blessures. Le Lieutenant Lowell, du régiment de Jackson, est tué. Le Lieutenant Walker, de Boston, blessé mortellement. Hendley a reçu une légère blessure. Un Officier François, de la suite du Marquis de la Fayette, est blessé. Voilà tout ce que je fais jusqu'à présent. Nous avons fait environ 20 prisonniers, du nombre desquels est un Officier nommé Swaney ; il nous a appris que les vaisseaux arrivés en dernier lieu à New-Port étoient remplis de troupes, & que lorsque l'escadre Française a paru la seconde fois, la garnison ne parloit que de capitulation. Son départ a ranimé le courage des Anglois. La Milice de Massachusett s'est conduite admirablement bien.

LE 29 Août, le Général Sullivan a commencé à se retirer de Rhode-Island, avec l'armée sous ses ordres, & la retraite totale s'est effectuée le lendemain, sans qu'il ait perdu un seul homme.

ON a vu tous ces jours-ci, à la hauteur de ce port (de Boston) une Flotte de vaisseaux, qu'on suppose être celle du Lord

Num

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclj

rendue par son Excellence le Chevalier William Howe le 17 Juillet 1777, à accorder des permissions de charger & d'exporter légitimement des marchandises de la susdite espece pour les susdits endroits, sous les restrictions & conformément aux reglemens établis dans ladite proclamation.

Et d'autant qu'il a plu ultérieurement à Sa Majesté, en conséquence du susdit premier acte du Parlement, de nous revêtir de l'autorité & du pouvoir d'accorder un pardon ou des pardons à aucun nombre ou classe de personnes dans les Colonies, Provinces ou Plantations mentionnées dans ledit acte.

D'autant aussi que par un acte du Parlement, fait & passé dans la dix-septieme année du règne de Sa Majesté, lequel est intitulé: » Acte pour autoriser & conduire les captures y mentionnées dans aucuns ports de la domination de Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale, & pour assurer aux Repreneurs la portion des vaisseaux & marchandises qui leur appartient «. — Il est statué que les personnes nommées par Sa Majesté pour accorder des pardons, peuvent donner la permission ou la faculté & autoriser tout Preneur ou toute autre personne, au nom de ces derniers, de conduire les captures y énoncées, à aucuns port ou place dans aucun des pays de la domination de Sa Majesté.

Nous donnons, par les présentes, entiere

233,3
no. 61

ccclij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

permission & faculté aux Commandans des vaisseaux de guerre de Sa Majesté, ainsi qu'à toutes autres personnes autorisées légitimement, à faire les captures énoncées dans le susdit acte, d'envoyer toutes les susdites captures au port de New-York & à celui de New-Port dans Rhode-Island. Et nous déclarons ultérieurement que ces captures, ou aucunes de leurs portions, après avoir été jugées prises légitimes, pourront être portées & débarquées dans la Grande-Bretagne ou dans tel autre pays de la domination de Sa Majesté, à condition qu'elles seront sujettes aux mêmes droits & aux mêmes restrictions à tous autres égards auxquels elles sont sujettes présentement par ledit acte; & ce seront les Officiers nommés dans la susdite Proclamation du Chevalier William Howe, qui accorderont les permissions pour lesdites exportations, en conséquence de nos ordres.

Nous déclarons ultérieurement que cette Proclamation commencera à être en vigueur du jour de sa date, & subsistera l'espace de trois mois de calendrier, ou jusqu'à ce que nous jugions à propos de l'annuller ou de la révoquer.

Et conséquemment à la commission de Sa Majesté, nous enjoignons à tous les Officiers, tant civils que militaires, ainsi qu'à tous les autres fideles Sujets de Sa Majesté, de nous aider & assister dans l'exécution de
notre

ET DE L'AMÉRIQUE. ccelij

notre présente Proclamation & de tous les articles y renfermés.

Donné avec nos signatures & nos cachets,
à New-York le 26 Septembre 1778.

(L. S.) CARLISLE.

(L. S.) HENRI CLINTON.

(L. S.) WILLIAM EDEN.

Par ordre de Leurs Excellences,

ADAM FERGUSON, Secrétaire.

A M. Rivington, Imprimeur de Sa Très-
Excellente Majesté le Roi.

A New-York le 2 Octobre.

Vous voudrez bien publier la copie suivante d'une lettre de Son Excellence le Chevalier Henri Clinton, Chevalier du Bain, adressée aux Président & Membres du Congrès Américain, avec la réponse qui y est jointe.

Je suis, Monsieur, votre très-humble
& très-obéissant serviteur,

JOHN SMITH, Secrétaire.

N. B. Son Excellence a adressé une autre lettre, de même date & de même teneur, au Général Washington, à laquelle il n'a reçu jusqu'à présent aucune réponse.

Tome XII,

cccliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*A Son Excellence Henri Laurens , Président ,
& autres Membres du Congrès Américain à
Philadelphie.*

De New-York le 19 Septembre 1778.

MONSIEUR ,

Il n'y a que les instructions positives de Sa Majesté, dont je vous envoie l'extrait , qui aient pu m'engager à vous importuner encore, vous ou le Congrès Américain , au sujet des troupes détenues dans la Nouvelle-Angleterre , en contravention directe du Traité de Saratoga. Le peu d'égard que vous avez pour les demandes déjà faites sur cet objet , est tout-à-fait sans exemple dans la guerre. Quoi qu'il en soit , je réitere aujourd'hui la demande de l'exécution de la convention de Saratoga , & j'offre, en vertu de pouvoirs venus par un Exprès , & par un nouvel ordre du Roi, arrivés depuis la date de la dernière requisition faite par les Commissaires de Sa Majesté, de renouveler au nom de Sa Majesté toutes les conditions stipulées par le Lieutenant Général Burgoyne à l'égard des troupes servant sous son commandement.

En cela je crois m'acquitter de ce que je dois , non-seulement au Roi aux ordres duquel j'obéis , mais encore aux malheureux dont les affaires vous sont abandonnées &

ET DE L'AMÉRIQUE: ccclv
qui, à ce que j'espère, auront assez de franchise pour m'informer des suites qui doivent résulter du nouveau système qu'il vous a plu d'introduire.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très-humble & très-
obéissant serviteur,

HENRI CLINTON.

Réponse du Congrès.

De Philadelphie le 23 Septembre 1778.

MONSIEUR,

Votre lettre du 19 a été mise sous les yeux du Congrès, & j'ai ordre de sa part de vous informer que le Congrès des Etats-Unis d'Amérique *ne répond point à des lettres insolentes.*

Je suis, avec le respect qui vous est dû;
Monsieur, Votre très-humble & très-
obéissant serviteur,

CHARLES THOMPSON, Secrétaire.

*A Son Excellence le Général Chevalier Henri Clinton, Chevalier du Bain, &c. &c. &c.
à New-York.*

[Cette lettre du Général Clinton, & la
réponse du Congrès, ne se trouvent point
z ij

ccclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
dans la Gazette de la Cour de Londres du
premier Décembre, qui rapporte seulement
la lettre dudit Général au Lord Germaine,
par laquelle il lui apprend qu'il a exécuté
les ordres du Roi à lui notifiés par la lettre
dudit Lord Germaine du 12 Juin dernier,
& lui envoie la réponse, ou plutôt le *refus*
de réponse ci-dessus. L'une & l'autre avoient
paru dans une gazette précédente.]

De North-Castle, le premier Octobre.

Notre armée s'est sans doute retirée trop
avant dans le pays. Cette manœuvre a laissé
à découvert des parties de la Nouvelle-York
& des Jerseys où l'ennemi fourage avec fa-
cilité. — A cette distance de l'ennemi, il
ne nous est plus si facile de pénétrer ses des-
seins, & d'en troubler l'exécution. Il est vrai
aussi qu'en continuant à rester aussi près des
Anglois que dans les plaines blanches, il y avoit
du danger pour notre armée, parce que l'en-
nemi étant le maître de la rivière d'Hudson
& de celle de l'Est, il pouvoit nous tour-
ner. Je conviens encore que s'il se portoit
au Sud, notre armée, de sa position actuelle
défendrait plus aisément les parties attaquées.
— Il n'y a pas d'apparence que l'ennemi
quitte notre Continent de cette année. Mais
il faut le convaincre par notre persévérance
que nous ne poserons point les armes qu'il
n'ait pris son parti.

L'armée du Général Washington se maintient toujours dans sa nouvelle position. Il n'y a pas encore d'apparence qu'elle fasse quelque mouvement au Nord. — Le Général occupe le centre à Frideriksbourg. — La droite aux ordres du Général Putnam campe à Fishkill, & le Général Gates commande la gauche à Danbury.

[Ces détails sur la position de la grande armée américaine, & sur ses dernières manœuvres, donneront l'intelligence de la longue Gazette que la Cour de Londres vient de publier le premier de Décembre, pour rendre compte de la petite expédition que le Général Clinton a fait exécuter contre le lieu appelé *Egg-Harbour* (port de l'Œuf) dans les Jerseys, où les Américains armoient beaucoup de Corsaires qui incommodoient fort les approches de New-York. Cette expédition projetée à la faveur de la nouvelle position prise par le Général Washington dans les Highlands, en remontant la rivière d'Hudson, a avorté en partie, parce que la Milice du pays étoit assemblée, & qu'un Corps respectable s'avançoit de Philadelphie avec du canon. Il n'y a eu que dix petits bâtimens de détruits, les plus forts étant sortis sur l'avis que les Généraux Américains leur avoient fait donner qu'ils étoient menacés. Au surplus, les Anglois voulant se venger de n'avoir pas pu atteindre jusqu'aux magasins, ils ont fait le

dégât dans le pays, mais toujours avec l'attention de ménager les maisons des *Quakers* pour, qui vous aurez remarqué dans les relations des Généraux Anglois une attention toute particulière, & que vous jugez bien n'être point désintéressée. En passant, je vous demande la permission de vous prévenir, Monsieur, qu'une de mes prochaines Lettres roulera sur les griels de ces sectaires, & sur la conduite que tiennent à leur égard les autres Américains, qui supportant tout le poids du jour & de la chaleur, ont bien le droit de restreindre quelques fanatiques dans leurs prétentions. Vous voyez par l'artificieux ménagement que la Cour de Londres & ses Généraux affichent à leur égard, que cette querelle intestine tient une place importante dans cette grande révolution. C'est ce qui m'a décidé à recueillir les notions que je prends la liberté de vous annoncer, & que vous jugerez sûrement dignes de votre attention. Je reprends le fil des nouvelles Américaines.

Le surplus des Lettres du Général Cornwallis, & du Capitaine Ferguson, toujours dans la Gazette de Londres du premier Décembre, — roule sur une escarmouche du 27 Septembre avec un Régiment Américain, près de Tapan sur la rivière d'Hudson, où ce Régiment auroit été sabré & dispersé. — Il y est question enfin d'une prétendue surprise de partie de la légion de

Pulaski, à laquelle on n'a point fait de quartier, d'après un *ouï dire* que ce Partisan Polonois avoit déclaré à l'ordre qu'il entendoit qu'on ne fît point de quartier aux Anglois. — Il est encore très-à-propos de remarquer que les Généraux Anglois ayant reçu les ordres que Mylord Suffolk ne déguise point au Parlement, de mettre tout à feu & à sang, cherchent toujours à en excuser l'exécution, en prêtant aux Américains quelque ombre d'une aussi détestable conduite, parce qu'ils rougissent moins de mentir, que d'effectuer les desseins sanguinaires de leurs protecteurs.

L'expédition au *Havre de l'Œuf*, par le détachement de New-York aux ordres du Capitaine Ferguson, a eu lieu le 7 Octobre. Comme elle est de bien peu d'importance, un Plaisant Anglois, après avoir lu la lettre du Général Clinton à ce sujet au Lord Germaine, publiée le premier Décembre, a dit que c'étoit bien le cas de décerner à ce Général le Triomphe de l'*Ovation*.]

De Philadelphie, le 3 Octobre.

Un Parti ennemi fourageur, assez considérable, a débarqué la semaine dernière sur la côte de Jersey, & a poussé jusqu'à Hackinsack. On en attendoit un second à Elisabeth Town, le samedi 26 Septembre. Comme la Milice étoit assemblée, il y a

CCCLX AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

apparence que l'ennemi n'aura pas pu pénétrer jusqu'à Morris Town, pour y détruire nos magalins. Ces grands fourages se font vraisemblablement pour l'embarquement qui se prépare, & que l'on dit destiné pour les Isles.

De Philadelphie, le 3 Octobre 1778.

Le 22 Septembre, plusieurs personnes qui étoient sur le rivage à *Egg-Harbour* dans le Nouveau-Jersey, ont vu passer vers le Sud, 30 voiles, & le lendemain on en a vu 50 autres. Comme personne du voisinage n'a vu encore une pareille Flotte venant de Sandy-Hook, il seroit difficile de déterminer d'où venoit celle-ci: on doit présumer que ce sont des bâtimens qui transportoient des Troupes Angloises aux Isles de l'Amérique.

De Poughkeepsie, sur la riviere d'Hudson, le 5 Octobre.

Suivant le rapport de quelques Officiers arrivés tout récemment de New-York, où ils étoient prisonniers, le Chevalier Henry Clinton vient d'y rendre une proclamation pour avertir les Habitans de s'assembler le 8 de ce mois à l'effet de consulter & déterminer quels sont ceux qui doivent rester dans la Ville, ou marcher avec les Troupes du Roi. Il les prévient en même

tems qu'on fournira des bâtimens à toutes les personnes qui voudront se rendre aux Isles de l'Amérique avec la Flotte qui doit mettre à la voile le 14 Octobre, neuf Régimens y étant déjà embarqués.

[On verra ci-après que c'est la division du Général Commodore Hotham dont le départ a été fixé depuis au 26 Octobre.]

Une grande partie des bestiaux enlevés par l'ennemi, du district de German Flats sur la riviere Mohac, a été reprise par des Troupes légères Américaines qui sont à la poursuite, & ont déjà tué & pris plusieurs hommes du Corps ennemi qui avoit fait ce coup.

Relation datée du 8 Octobre, de l'expédition américaine sur les derrieres de la Pensylvanie, où les Anglois & les Sauvages leurs alliés, exerçoient leurs ravages.

Sous le bon plaisir du Congrès.

J'ai eu ordre de marcher vers la frontière dans un tems très-critique. — L'Etablissement de Wyoming étoit totalement détruit. — Les Habitans de la Branche occidentale de Susquehanah avoient été chassés de leurs habitations, & il y avoit eu plusieurs femmes & enfans massacrés ou emmenés prisonniers.

Nous avons tâché, avec le peu de forces que j'avois sous mon commandement, de

ccclxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
donner toute l'assistance possible à ces malheureux.

Nous sommes charmés de pouvoir dire que nous avons fait quelque bien ; & si nous avons pu en faire encore davantage, nous aurions été plus satisfaits.

Il est venu, des Comtés de Lancaster & de Berks, environ 400 Miliciens, qui ont été long-tems à faire leurs préparatifs, & très-long-tems aussi en marche. Après avoir passé ici deux mois, toujours fort impatiens de s'en retourner, ils nous ont quittés.

Comme il s'agissoit d'une frontière aussi étendue que l'espace entre Wyoming & Allegany, nous avons bien jugé que le peu de Troupes réglées que nous avons, ne suffiroit pas pour défendre les postes nécessaires.

Nous avons imaginé que comme les habitants ne seroient pas fort en danger, pendant notre absence, il vaudroit mieux (s'il étoit possible) qu'avec la plus grande partie de nos Troupes, nous frappassions un coup important sur les Villages Indiens les plus voisins. Sachant sur-tout qu'il avoit été envoyé un détachement assez fort dans le Pays ennemi par Cherry-Valley, nous espérons pouvoir repousser les Sauvages beaucoup plus loin.

Nous comptons, pour cette expédition, sur 400 Soldats, Volontaires & autres, sans compter 17 Cavaliers que j'avois monté avec des chevaux de mon Régiment, & qui de-

voient servir sous les ordres de M. Carbury.

Notre rendez-vous étoit au Fort Muncy ; sur la branche occidentale : nous espérions pénétrer par le sentier de Sheshekununk à Tioga, à la jonction du Cayuga avec la branche principale, N. Est, du Susquehanna, & de-là agir selon que les circonstances l'exigeroient.

Les Troupes se trouvèrent à Muncy le 18 Septembre. Quand nous en vîmes au dénombrement de nos forces, elles ne se montrèrent qu'à 200 Soldats. Ce nombre étoit peu considérable ; mais presumant que l'ennemi n'étoit pas instruit de nos desseins, nous espérions, tout au moins, faire une bonne diversion, pendant que les habitans ensemençoient leurs terres.

Le 21 matin, nous partîmes de Muncy, avec les forces ci-dessus mentionnées, ayant avec nous des munitions de réserve, & pour douze jours de provisions.

Pendant notre route, nous eûmes des pluies continuelles, & notre marche fut interrompue par d'immenses marais, des montagnes, des défilés & des rochers, & il nous fallut ouvrir & débarrasser les chemins partout où nous passions.

Nous traversâmes la rivière de Lycoming, à plus de vingt reprises, soit à la nage, soit au gué. Sans entrer dans un détail fastidieux, je dirai seulement que nos gens surmontè-

rent toutes ces difficultés avec la plus ferme résolution.

Le 26 au matin, un parti de 19 hommes de notre avant-garde, rencontra un égal nombre d'Indiens dans le sentier : un de leurs principaux chefs fut tué & escalpé, & le reste prit la fuite.

Quelques milles plus loin, nous arrivâmes dans un endroit, où 70 guerriers avoient couché la nuit précédente. Ils marchoient vers nos frontières ; mais frappés d'une terreur panique, ils s'enfuirent, & rejoignirent leurs frères.

Nous avançâmes, sans perdre de tems, vers Sheshescununk, & nous fîmes, dans le voisinage, 15 prisonniers. Nous apprîmes d'eux, qu'un homme de la Compagnie du Capitaine Spalding, qui étoit à Wyoming, avoit déserté, depuis notre départ, & qu'il avoit instruit l'ennemi de notre projet contre lui.

Nous marchâmes alors avec la plus grande diligence, vers Tioga, ayant porté sur le front quelque Cavalerie mêlée d'Infanterie. Ils firent leur devoir à merveille, & l'ennemi fuyoit devant nous avec précipitation. Il étoit nuit, lorsque nous arrivâmes à la Ville : nos Troupes étant très-fatiguées, il nous fut impossible d'aller plus loin ce jour-là.

Nous fîmes encore un autre prisonnier : après avoir pris des informations, nous nous

ET DE L'AMERIQUE. ccclxv

convainquîmes que les Sauvages avoient eu nouvelle de notre arrivée, depuis quelques jours : que les Indiens avoient été vers German-Flat, où ils avoient escalpé 8 personnes & emporté 70 bœufs destinés pour la garnison du Fort Stanwix : qu'à leur retour, ils comptoient attaquer de nouveau Wyoming, & les Etablissmens de la Branche occidentale : qu'ils étoient commandés par le jeune Butler : que ni le Colonel Morgan, ni aucun autre, n'avoit tenté de pénétrer dans le Pays ennemi, comme on nous l'avoit donné à entendre : qu'il y avoit plus de 500 hommes des leurs rassemblés à Chemung ; & qu'ils y construisoient un Fort.

On nous dit encore que le jeune Butler étoit venu à Tioga, quelques heures avant notre arrivée : qu'il avoit 300 hommes avec lui, la plupart Torys, habillés de verd : qu'ils s'étoient retirés à 12 milles vers Chemung, & qu'ils étoient résolus de nous livrer bataille dans quelqu'un des défilés près de ce lieu.

Il fut bientôt convenu que nous n'irions pas plus loin, mais que s'il étoit possible, nous percerions jusqu'à Wyoming. Nous brûlâmes Tioga, le Palais ou Village de la Reine Esther, & tous les Etablissmens de ce côté-là. On prit quelques canots, & l'on fit du butin, dont partie fut détruite.

M. Carbury, n'ayant avec lui qu'un petit parti de Cavalerie, poursuivoit chaudement

ccclxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Butler. Il avoit pris possession du Village de Shawnée, à trois milles au-dessus de la Branche de Cayuga; mais comme il ne nous vit point avancer, il s'en revint.

L'Ennemi étoit fort consterné. Nous pousâmes notre bonne fortune aussi loin qu'il fut possible; mais il est probable que notre bonne contenance nous sauva, puisque nous étions trop avancés dans le pays, pour en revenir autrement que les armes à la main. Ce soir-là même, nous revînmes à Sheshuncunk. Si nous avions eu 500 hommes de Troupes réglées, & 150 de Troupes légères, avec une ou deux pièces d'Artillerie, nous aurions probablement détruit Chemung, qui est à présent l'asyle de tous ces coquins d'Indiens & de Torys, de tout pays & de tout Etat. De-là ils font leurs courses vers les frontières de New-York, Pensylvanie, Jersey & Wyoming, où ils commettent ces horribles massacres & ces déprédations, dont on a tant parlé. Niagara & Chemung font la retraite des Torys, qui ne peuvent pas arriver jusqu'à New-York.

Le 28, au matin, nous traversâmes la rivière, & nous marchâmes vers Wyalusing; où nous arrivâmes le soir à onze heures, nos Soldats étant épuisés de fatigue.

Le 29, au matin, nous avons été obligés de nous arrêter jusqu'à onze heures, pour tuer des bœufs, & les faire cuire. Ce retard indispensable a donné à l'ennemi le tems de s'approcher.

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclxvij

Soixante & dix des nôtres harrassés de fatigue, se sont embarqués dans des canots; d'autres sont montés sur des chevaux de somme. Nous n'avions pas plus de 120 Soldats, pour former la ligne de marche.

Le Lieutenant Sweeny, Officier d'un rare mérite, commandoit l'arriere-garde composée de trente hommes, & cinq excellens batteurs d'estrade, aux ordres de M. Camplen. L'avant-garde devoit consister en un Officier & quinze Soldats. Nous avions quelques hommes sur le flanc. Mais on s'en est servi rarement, à cause de la difficulté du terrain & de la fatigue.

Le reste de notre petite armée a été formé en trois divisions: celle de mon régiment, composant la premiere; la Compagnie du Capitaine Spalding, la seconde; & celle du Capitaine Murrion, la troisieme. La Cavalerie légère a pareillement été partagée entre le front & l'arriere-garde. Nous avions rassemblé les chevaux de somme & le bétail qui devoient suivre la garde avancée.

Dans cet ordre, nous sommes partis de Wyalusing, & à midi notre front a reçu une légère attaque de dessus une hauteur; une demie-heure après, il en a été fait une plus chaude du même endroit. Après avoir ordonné aux seconde & troisieme divisions, de prendre l'ennemi en flanc, nous l'avons aussi-tôt délogé; mais cette expédition n'a été qu'une bagatelle, comme je m'y étois

attendu ; & nous n'y avons perdu que le moins de tems qu'il nous a été possible.

A deux heures , notre arriere-garde a été attaquée très-vivement , & obligée de plier en grande partie : pendant ce tems - là , plusieurs Sauvages ont paru sur notre flanc gauche. Nous avons été bientôt convaincus , par la vivacité du feu , que nous avions à combattre un corps considérable.

Le Capitaine Stoddert commandoit le front , j'étois au centre. Ayant remarqué quelques hauteurs , qui commandoient l'ennemi , j'ai ordonné aussi-tôt aux premiere & troisieme divisions de s'en emparer , tandis que le Capitaine Spalding fut envoyé pour soutenir l'arriere-garde. Nous avons gagné la hauteur , sans que les Sauvages s'en soient , pour ainsi dire , apperçus. Le Capitaine Stoddert a fait marcher un petit détachement contre l'arriere-garde ennemie. Dans ce moment critique , les Capitaines Boone & Brady , & le Lieutenant King , accompagnés de quelques braves qui étoient débarqués de dessus les canots , ont joint M. Sweeny , & rengagé l'action. Le cri de guerre a été poussé par nos gens , qui étoient au pied des hauteurs , & s'est communiqué tout autour. Nous avons foncé sur l'ennemi de toutes parts , avec le plus grand acharnement. Les Sauvages , après une brave résistance de quelques minutes , se voyant sur le point d'être investis , se sont sauvés avec
la

la plus grande précipitation par les passages qui leur restoient, & ont laissé dix morts sur la place.

Nos troupes ont témoigné le plus grand zèle pour remplir leur devoir, mais elles étoient trop épuisées de fatigue: autrement (comme les Sauvages se croyoient investis) elles auroient poussé l'ennemi dans la rivière.

D'après les avis que nous avons reçus, c'étoit un corps choisi de guerriers, qui avoit été envoyé après nous, & qui consistoit en près de 200 hommes. Il est probable que c'est à leur confiance, & à leur impétuosité, que nous sommes redevables de la victoire.

Après avoir fait plier notre arriere garde, à quelque distance on a entendu le chef dire en langue sauvage, *mes braves guerriers, nous les repoussons : du courage & de la fermeté : la victoire est à nous.* A ces mots, ils se sont avancés avec la plus grande précipitation, sans assez regarder derriere eux.

Nous n'avions point d'autre alternative, que de vaincre ou mourir; s'ils eussent eu l'avantage, nous étions tous massacrés; mais le puissant Dieu des batailles nous a protégés dans ce jour de danger.

Nous avons eu quatre tués & dix blessés. Les ennemis doivent en avoir eu au moins trois fois autant.

Ils ont reçu un tel échec, qu'ils n'ont pas pu nous inquiéter davantage dans notre mar-

ccclxx AFFAIRES DEL'ANGLETERRE
che vers Wyoming, qui est à plus de cinquante milles du lieu de l'action.

Les Officiers de mon Régiment se sont très-bien conduits, sans en excepter un seul. Tout le détachement rend justice au rare mérite & à la bravoure du Capitaine Stoddert. Je ne puis parler trop favorablement de lui. Il mérite l'estime de son pays.

M. Carbury, avec sa Cavalerie, a montré beaucoup d'activité, & il a rendu d'importans services avant que les chevaux fussent fatigués.

Presque tous les Officiers se sont couverts de gloire.

Le Capitaine Spalding s'est montré le plus avantageusement possible.

Le Capitaine Murron nous a été d'un grand service, par la connoissance qu'il a des affaires des Sauvages, & de leur maniere de combattre. Ses hommes étoient tireurs, & ils ont été d'une grande utilité.

Les Soldats de mon Régiment étoient armés de fusils & de bayonnettes; ils n'étoient pas habiles tireurs, ni propres à combattre dans les bois. Les balles, & trois postes, qu'ils mettoient dans chaque fusil ont suppléé, en quelque sorte, au manque d'adresse.

Quoique nous ayons eu l'avantage dans cette action, je suis cependant convaincu, qu'un certain nombre de troupes légères, commandées par de bons Officiers, sont nécessaires à ce service.

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclxxj

Le 3 Octobre, les Sauvages ont tué & scalpé trois hommes qui avoient eu l'imprudence de quitter la garnison pour aller chercher des patates.

D'après nos observations, nous pensons que le même détachement que nous avons eu à combattre, après avoir pris soin des morts & des blessés, s'est avancé vers Wyoming, & qu'il est actuellement dans les environs de cette place.

J'y ai laissé la moitié de mon détachement avec cinq de mes Officiers. Si les Sauvages entreprennent d'investir cette place, je ne crains pas qu'ils viennent à bout de leur dessein, quand bien même leur nombre seroit augmenté.

Notre garnison est abondamment pourvue de bœuf & de sel, quoique la farine soit rare à Wyoming.

Je suis arrivé ici le 5, avec le reste de mon détachement. Nous avons fait, dans l'espace d'environ trois semaines, un circuit de près de 300 milles. Nous avons enlevé près de 50 pièces de bétail, outre plusieurs autres articles.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur.

THOMAS HARTLEY, Colonel
Commandant sur les
frontieres de Pensylvanie &
de Wyoming.

aa ij

ccclxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
A l'honorable Congrès des Etats-Unis d'Amérique.

Publié par ordre du Congrès.

CHARLES TOMPSON, Secrétaire.

De Fish-Kill le 8 Octobre.

Le Quartier général de M. Washington est à présent en cette Ville.

De Boston le 8 Octobre.

L'Assemblée générale de Massachusset vient de faire choix des Délégués suivans, pour représenter l'Etat au Congrès l'année prochaine :

Les honorables, Samuel Adams, John Hancock (ci-devant Président du Congrès, & aujourd'hui Brigadier Général), Elbridge Gerry, Francis Dana (celui à qui M. le Commissaire Johnstone a écrit une de ses mémorables lettres), James Lovell, Samuel Holt, Timothée Edwards (ce dernier est nouveau).

De la Providence, Etat de Rhode-Island le 10 Octobre.

L'escadre de l'Amiral Byrön, qui est actuellement à Rhode-Island, a été treize semaines en mer. Elle a beaucoup souffert par différens coups de vent, & ses équipages fourmillent de malades.

Aux Imprimeurs de la Gazette de Boston.

De Boston le 13 Octobre.

En insérant dans votre gazette les votes & arrêtés suivans de la ville de Boston, dans une très-nombreuse assemblée tenue au mois d'Aôut dernier au sujet d'une pétition d'une grande pluralité de ses habitans les plus respectables, pour empêcher le retour des Torys en cette Métropole, &c. vous contribuerez à faire connoître au public leurs résolutions relativement aux malhonnêtes gens qui se sont envain efforcés de jeter dans l'esclavage ces Etats libres & indépendans.

A Boston le 6 Août 1778.

Dans une assemblée de Francs-tenanciers & autres Habitans de la Ville de Boston, dûment qualifiés & légalement formés dans une assemblée publique de Ville, tenue à Faneuil-hall le Jeudi 6 du mois d'Août l'an du Seigneur 1778, & l'honorable John Hancock, Ecuyer, élu modérateur, on fit lecture de l'article suivant : « Considérer & déterminer quelles sont les démarches qu'il conviendrait de faire à l'égard d'un nombre de personnes, ci-devant habitantes de cette Métropole, lesquelles ont sollicité & reçu protection du Roi Britannique, & se disposent, dit-on, à revenir

a a iij

ccclxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
dans la Ville. « Lecture fut aussi faite de l'adresse aux Elus pour s'assembler, signée par près de quatre cents des habitans les plus respectables, &c. Voici cette adresse.

Aux Elus de la Ville de Boston.

M E S S I E U R S.

Comme bons compatriotes, nous prenons la liberté de nous adresser à vous aujourd'hui, relativement à une nouvelle qui se débite parmi nous & à laquelle nous avons les plus fortes raisons d'ajouter foi. On dit qu'un certain nombre de nos ennemis déclarés, ci-devant habitans de Boston, & qui ont sollicité & reçu protection du Roi Britannique, se disposent à revenir dans cette Ville. En conséquence nous vous prions de convoquer le plutôt possible les habitans, afin qu'on puisse prendre leur avis sur cette affaire importante & adopter les mesures les plus efficaces pour empêcher ces traîtres & invétérés ennemis d'habiter jamais parmi nous. Ce sont des gens dont les principes favorisent hautement la tyrannie Britannique, & dont les actions & la conduite sont tout à fait incompatibles avec les privilèges d'un Peuple libre. Or comme nous cherchons à prévenir tous les troubles que le retour de ces hommes dangereux pourroit occasionner, nous croyons devoir consulter nos chers concitoyens, agir de concert avec eux &

prendre quelque résolution vigoureuse qui fasse connoître à quel point nous désapprouvons & abhorrons les traîtres , & manifester notre détermination à bannir pour toujours & sans distinction toutes les personnes qui ont cherché du refuge dans le sanctuaire du pouvoir qui doit seul leur servir aujourd'hui d'azile & de protection.

Après de légers débats sur ce sujet il fut proposé qu'on pourroit prendre l'opinion de la Ville pour savoir si elle vouloit faire quelques démarches à cet égard , & la question passa unanimement à l'affirmative.

Alors il fut unanimement *voté* que l'opinion de la Ville étoit qu'aucune des personnes qui ont quitté la Ville & qui ont sollicité & reçu protection du Roi Britannique, ne peut y retourner sans mettre dans le plus grand danger son repos & sa sûreté.

Sur une proposition faite , il fut voté que les honorables John Hancock , Nathanael Appleton , Richard Devens , Ellis Gray : Messieurs Thomas Walley , Ezechiel Price , William Cooper , Joseph Henderson , & John Winthrop , s'assembleroient en Comité pour délibérer sur ce qu'il conviendrait de faire relativement à l'objet en question & en faire leur rapport à l'ajournement.

L'assemblée fut alors ajournée au 7 Septembre, tems auquel la Ville s'assemblera conformément à l'ajournement. Le rapport modifié est énoncé, ainsi qu'il suit.

Qu'il sera donné aux Représentans de la Ville des ordres & instructions de faire tout ce qui dépendra d'eux dans la grande assemblée & dans l'assemblée générale aux sessions prochaines, pour qu'il y soit passé des (a) loix qui empêchent efficacement le retour en cette Ville ou dans aucune partie de l'Etat, de toute personne quelconque qui a abandonné son pays lorsqu'il étoit dans la détresse, & qui a sollicité & reçu protection du Roi & du Gouvernement de la Grande-Bretagne.

La proposition faite par le Comité passa à l'affirmative d'une voix unanime.

Il fut pareillement *voté* que le Clerc de la Ville donneroit aux Représentans de la Ville une copie autentique du vote précédent : ce qui fut fait.

De Trenton le 30 Septembre.

Une Gazette de New-York contient l'avis suivant.

» Tous les réfugiés loyaux de cette Ville

(a) L'Etat a publié le 16 Octobre un acte de proscription contre 306 anciens Habitans y nommés : s'ils reviennent ils seront renvoyés : s'ils récidivent, mis à mort. Tout fauteur condamné à 500 livres sterling d'amende. Invitation à tous les autres Etats de publier pareillement les noms de leurs déserteurs, & ordre aux Députés en France d'y rendre public ledit acte au plutôt, pour faire connoître aux Proscrits le sort qui les attend. Il leur en a été envoyé à cet effet 500 exemplaires.

sterling avoit été détournée de son objet en 1772 , parce qu'on avoit négligé d'exiger un pareil compte, ainsi qu'il offrit de le prouver.

M. *Buller* , un des Lords de l'Amirauté ; déclara qu'il ne s'y opposeroit point , se réservant de justifier l'Amirauté sur cette imputation lorsque le vote actuel seroit passé. En conséquence la motion de M. *Luttrell* fut admise sans opposition.

A cette motion succéda celle de M. *Cook* , qui demanda communication de tous les écrits publiés à New-York par les Commissaires conciliateurs.

Le Chevalier *George Young* appuyant cette demande y ajouta, que lorsqu'il avoit donné sa voix pour la commission , c'étoit dans l'espoir qu'elle procureroit la paix , & qu'il désiroit qu'outré les papiers en question , on fit voir de plus à la Chambre comment cet objet si essentiel avoit été manqué.

La motion de M. *Cook* passa unanimement.

Le Mercredi 2 Décembre. — M. *Temple Luttrell* observa à la Chambre que toutes les disgraces essuïées dans la campagne dernière par la marine Britannique , venoient de ce que la flotte avoit été très-mal armée en matelots , — & il interpella à ce sujet les Amiraux *Keppel* & *Palliser*. — Après avoir établi que les soixante & dix mille matelots demandés coûteroient à la nation

cccccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

trois millions & demi de livres sterling, il démontra que le gouvernement avoit détourné en 1771 une somme de 420,000 livres sterl. n'y ayant pas eu plus de 28 à 30,000 matelots, y compris les soldats, de levés dans cette année au lieu de 40,000.

L'Amiral Keppel & le Lord North se levant tous les deux à la fois, M. Keppel fut requis de parler le premier, & il informa la Chambre qu'il ne croyoit point devoir répondre aux questions qui pourroient être faites sur sa conduite par des particuliers; mais qu'il étoit prêt à la soumettre à toute Enquête juridique devant la Chambre ou ailleurs, & qu'il espéroit se justifier à la satisfaction de son pays. » Pour le moment, poursuivit-il, je ne crois point qu'il y ait eu prévarication ou faute de la part de qui que ce soit. C'est un préjugé général parmi le peuple que toutes les fois que deux grandes flottes se rencontrent, elles ne peuvent se dispenser de combattre, & qu'il faut nécessairement que l'une des deux prenne ou détruise l'autre; mais je ne crois point que personne du métier ait la même idée. Dans les affaires navales, il se présente tous les jours de nouveaux incidens & des circonstances imprévues, & il y en a même de si étranges qu'il est impossible aux Officiers les plus expérimentés d'en rendre raison; en mon particulier, je suis bien sûr d'avoir fait tout ce que j'ai dû

faire. Quant aux Officiers qui me sont subordonnés, je suis d'autant plus porté à interpréter favorablement leur conduite, que je n'ai pas le moindre doute sur leur bravoure personnelle. Je n'ai jamais rien dit ni fait qui pût compromettre en aucune manière le Vice-Amiral Palliser, relativement à sa conduite le jour de l'action : mais j'ai vu une lettre, signée de lui, tendante à présenter ma propre conduite sous un jour peu favorable. Je n'ai pu m'empêcher d'en témoigner mon ressentiment, & la vivacité m'a même emporté jusqu'à dire que je ne remettrai plus à la mer. Ce qu'il y a de sûr, au moins, c'est que je n'y remettrai plus avec le Chevalier Palliser. Il lut ensuite un papier faisant partie de son discours, en faisant ses excuses à la Chambre de ce que son peu de mémoire l'obligeoit d'en user ainsi.

Le Chevalier *Hugh Palliser* se leva aussitôt. » Dès le lendemain même de l'action, dit-il, j'ai entendu des *chuchoteries* sur la flotte ; & lors de mon débarquement, j'ai trouvé qu'on mettoit tout en œuvre pour insinuer au Public que le succès de cette journée auroit été beaucoup plus complet si je n'eusse pas négligé d'obéir aux signaux. Bien sûr d'avoir fait tout ce qui dépendoit de moi pour remplir mon devoir & obéir aux signaux autant que l'obéissance étoit possible, j'ai cru, par un intérêt bien natu-

rel pour mon honneur & pour ma réputation, devoir tenter divers moyens secrets d'éclaircir cette affaire; mais tous mes efforts n'ont abouti à rien. J'ai eu une entrevue avec l'Amiral pour le prier de s'expliquer ouvertement pour ou contre moi, s'il avoit quelque chose à dire. L'Amiral me refusant toujours cette explication, je me suis déterminé à employer le seul moyen qui fût en mon pouvoir, c'est-à-dire, d'en appeler à la candeur & au bon sens du Public, par une exposition naïve des faits, dont je ne me départirai jamais; & quant à ce qui me concerne, je ne demande pas mieux que de soumettre ma conduite à une Enquête.

L'Amiral Keppel se leva de nouveau, & dit : » Je ne sache rien à la charge du Vice-Amiral, que sa lettre. Mais puisqu'il parle d'obéissance aux signaux, je soutiens que c'est un devoir indispensable pour un Officier subordonné, de répéter les signaux de l'Officier commandant & de leur obéir. Je déclare donc aujourd'hui que mon signal pour ordonner au Vice-Amiral de porter dans les eaux du *Victory*, pour attaquer une seconde fois la flotte Française, a été constamment dehors depuis trois heures après midi jusqu'à huit heures du soir. Au surplus, j'ose me flatter que l'honneur du pavillon Britannique n'a point été flétri dans mes mains.

Le Lord North se leva, & après quelques sarcasmes contre M. Luttrell, il répondit à l'accusation d'avoir distrait les 420,000 liv. sterling, en observant que ni lui, ni les Lords de l'Amirauté, ne pouvoient détourner cette somme, quand bien même ils en auroient le dessein. » En 1771, poursuivit-il, époque à laquelle tout sembloit annoncer une rupture avec l'Espagne, le Parlement vota un plus grand nombre de Matelots qu'on n'en avoit besoin pour le moment.

En conséquence, M. Luttrell peut avoir raison relativement au nombre des matelots, &c. mais la Trésorerie est obligée, en délivrant les fonds au Trésorier de la Marine, de se conformer exactement aux ordres de la Chambre. Le Bureau de la Marine est comptable de cet argent, & si, comme on le prétend par ce calcul, il y a un surplus de 420,000 liv., cet argent doit être appliqué aux autres *deficit* de la Marine; & il faut que le Bureau justifie de l'emploi dudit surplus avant que ses comptes puissent passer à l'Echiquier. Les Registres de la Marine sont tenus dans un si bon ordre, qu'il est impossible qu'une pareille distraction ait lieu sans qu'on s'en apperçoive.

M. Luttrell répondit qu'il n'en étoit pas moins vrai que le Bureau de la Marine, ni aucun autre, n'avoit encore justifié de l'emploi d'un seul shelling de ces 420,000 liv.

cccccj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
& qu'en conséquence cette affaire méritoit
l'enquête la plus sévère.

M. *Welbore Ellis* soutint le Lord North.
Il dit que l'on pouvoit demander les Registres en question ; mais , ajouta-t-il , je crois devoir prévenir qu'ils sont en si grand nombre qu'ils couvriroient , non-seulement le Bureau , mais encore tout le plancher de la Chambre , & qu'en conséquence on ne doit pas se promettre de grandes lumières d'une pareille recherche (a)

M. *Luttrell* persista dans son opinion.

M. *Fox* justifia le Lord North du reproche d'avoir distrait les fonds de l'Etat. Mais il renouvella ses reproches à l'Amirauté , relativement à la foiblesse de nos flottes dans toutes les stations ; particulièrement à Gibraltar & à Minorque , places de la plus grande importance , & qui jusqu'à présent avoient été regardées comme les boulevards

(a) On demande la permission de faire à ce sujet une seule observation : la voici. Si les comptes de la Marine sont tenus dans un ordre si admirable & en supposant qu'il y ait 50,000 registres appartenans au Bureau , n'y en a-t'il pas un à part où sont réunis tous les comptes capitaux des finances , & ne doit-on pas trouver sur ce registre un article d'environ deux millions , avec un index indiquant exactement ce surplus de 420,000 livres & son emploi ? D'après cela on ne voit pas pourquoi la Chambre seroit si épouvantée de la multitude de ces registres.

de la Grande-Bretagne, en ce qu'elles ser-
voient à diviser les forces de la France, &
qu'en l'empêchant de réunir les flottes de
Brest & de Toulon, elles nous fournissoient
les moyens de les attaquer séparément.

M. Bailey informa le Comité que des lettres
écrites par des personnes dignes de foi, lui
annonçoient que la Jamaïque étoit dans la
situation la plus critique, & que les Fran-
çois avoient 30,000 hommes à Saint Do-
mingue. A ce moment on entendit une voix
qui cria *non, non* 18,000.

Sur les sept heures du soir la motion fut
rappelée & passa sans aller aux voix.

Le Jeudi 3 Décembre. — Milord George
Germaine apporta à la Chambre, en con-
formité de son adresse au Roi, des copies
de tous les papiers & instructions publiés au
nom de Sa Majesté par les Commissaires
(conciliateurs) à la Nouvelle-York.

Le Chevalier Grey Cooper proposa de
renouveler, pour un certain tems, un acte
passé dans la dix-septième année du règne
actuel, ordonnant des poursuites contre tous
ceux qui seroient trouvés coupables de haute
trahison dans les Colonies Américaines où à
la mer. Cette motion fut admise sans débats.

M. Buller (de l'Amirauté) demanda la
rescision du consentement donné par la Cham-
bre le Mardi premier Décembre à la motion
de M. Temple Luttrell, pour faire apporter
es derniers états hebdomadaires du nombre

d'hommes enregistrés & passés en revue à bord des différens vaisseaux de la marine royale respectivement. — Il alléguait pour motif le danger d'une pareille publication, dans ce moment périlleux où il ne convenoit nullement d'apprendre à l'Europe l'état & les stations des vaisseaux Anglois. — M. Buller avoit appuyé cette motion dans la séance du premier Décembre.

La réponse de M. Luttrell porte sur les points suivans.

Il n'avoit point, dit-il, demandé de détails de la condition & des stations des vaisseaux. Son unique objet avoit été d'ôter au Gouvernement les moyens de détourner de leur objet des sommes considérables, comme cela s'est pratiqué en 1771 pour un article de 420,000 livres sterling. — Il prétendit avoir suffisamment prouvé cet abus de confiance, duquel le Ministère ne se justifioit point à sa satisfaction. Il déclara savoir, de la veille, de la bouche de M. Buller, qu'au mois de Septembre dernier, la Marine Royale avoit soixante & dix-huit mille six cents hommes enregistrés & passés en revue. Si cette assertion est fondée, dit-il, c'est la chose la plus heureuse pour la nation, & elle doit être publiée par toute la terre. Jamais nous n'avons eu à la fois tant de matelots; & j'en suis si émerveillé, que si je pouvois le croire, je proposerois un vote de remerciemens pour les Lords de l'Amirauté.

— Mais j'ai de fortes raisons pour la révoquer en doute. Ce n'est point que j'impute la vérité de M. Butler; mais je soupçonne qu'étant un des plus jeunes du Bureau, les anciens ne l'ont pas admis dans leur secret. — Quarrevingt mille matelots armeraient cent vaisseaux de ligne, autant de frégates & autant de corvettes. Jamais l'Angleterre n'a eu une si puissante armée navale. — Il assura la Chambre, qu'au mois de Septembre dernier, le nombre des gens de mer n'étoit que de soixante & cinq mille, & qu'on devoit en rabattre au moins quatre mille, qui depuis ce tems là ont été pris ou tués, sur les escadres de Keppel, de Byron & de Howe, & sur les frégates en croisière. — Il fit voir que si, d'après l'affertion de M. Butler, l'Amirauté se faisoit payer par la voie des dépenses extraordinaires, les treize mille matelots qu'il rabattoit de ses comptes, elle feroit à l'Etat un vol de six cents mille livres sterling.

Le Lord *Musgrave* (ci-devant le Patriote Constantine Phips) prit la défense de l'Amirauté, avec plus de chaleur que de force de raisons, — Il lui échappa de se contredire d'une manière assez bizarre, en assurant d'un côté, que les états demandés ne serviroient à rien, parce qu'ils feroient *inintelligibles*, & de l'autre, qu'ils feroient voir *trop clair* à l'ennemi. Cette singulière équivoque fut relevée par M. T. Townshend.

CCCCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

La motion pour la rescision de l'ordre , passa à la pluralité de 92 , savoir 107 contre 15.

Le Vendredi 4 Décembre. — M. Coke s'éleva contre le projet de dévastation annoncé par le manifeste des Commissaires conciliateurs en date du 31 Octobre , & que l'on dit être l'ouvrage du Docteur Ferguson leur Secrétaire. — Il fit voir qu'une telle conduite non-seulement flétriroit à jamais le nom anglois , mais qu'elle exposerait l'Angleterre , & chacune de ses possessions , aux plus grands dangers de la part des Américains & des François , autorisés par un si détestable exemple. — Il conclut par une motion pour que le Roi fût informé de l'horreur que causoit à la Chambre ce nouveau système , énoncé dans la phrase du manifeste , qui dit , que quoiqu'on se soit abstenu jusqu'ici des rigueurs extrêmes de la guerre , & de porter en tous lieux la désolation , le plan de conduite changeroit nécessairement , en conséquence de l'union de la France & de l'Amérique , afin que ce Traité ne portât à la France aucun profit. Il soutint que ces résolutions ne pouvoient point être parties du Conseil du Roi , & insista pour en demander le désaveu.

M. Powis , qui seconda la motion , ajouta , — que certainement les troupes angloises se refuseroient à un pareil service.

Cette opinion fut aussi celle du Chevalier William *Howe*, qui, depuis plus de quatre ans, en a eu le commandement. Il profita de l'occasion, pour exposer à la Chambre les motifs qui le lui ont fait quitter. Ce fut particulièrement du Lord George Germaine qu'il dit avoir à se plaindre. Il l'accusa en général de négligence dans ses devoirs. — Il lui reprocha de ne lui avoir point montré la confiance à laquelle un Général avoit droit de s'attendre : de n'avoir pas travaillé à faire réussir ses projets, — d'avoir fait trop peu d'attention à ses demandes pour les Officiers qui méritoient des récompenses ; & il finit, par assurer la Chambre, que la guerre d'Amérique ne se feroit jamais avec efficacité, tant que ce Lord en auroit la direction.

Le Lord Germaine fit entendre que s'il avoit donné quelque mécontentement au Général, ce ne pouvoit être que sur des points pour lesquels il avoit besoin du concours d'autrui. Il prétendit avoir toujours fait tout le contraire de ce qui lui étoit reproché, & se plaignit à son tour de l'injustice de M. le Chevalier *Howe*, après la lettre qui lui avoit été écrite pour lui marquer le regret avec lequel le Roi apprenoit qu'il vouloit se démettre. — Quant aux rigueurs de la guerre, il prétendit tranquilliser l'Opposition, en assurant qu'on n'y auroit recours que dans la plus extrême nécessité, & pour les cas seu-

CCCCXII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

lement où elles s'exercent entre les Nations les plus civilisées.

Le Général *Burgoyne* appuyant son collègue le Chevalier *Howe*, expliqua leurs griefs communs contre lui. » Nous ne nous plaignons point, dit-il, que vous ayez voulu hautement nous perdre & en plein Parlement, vous l'avez fait par des voies sourdes, & par l'organe de vos créatures. « — Il condamna l'esprit du Manifeste, le déclarant cruel & barbare, & soutint qu'à tort on l'avoit accusé d'avoir employé le ministère affreux des Sauvages, pour détruire ses semblables.

Le Chevalier *Grey Cooper* essaya de prouver par des citations de *Grotius* & de *Puffendorff* que cette manière de faire la guerre étoit louable & juste. Il fut confondu par M. *Edmond Burke*, qui démontra que le *Droit de la Guerre* n'avoit d'autre objet que de mettre des bornes à ses rigueurs. — Il insista sur l'imprudencé d'une pareille conduite, l'Angleterre étant exposée de toutes parts aux représailles, & offrant par-tout le plus séduisant appât à la rapacité d'une brutale soldatesque.

Le Gouverneur *Johnstone* se montra convaincu qu'il ne restoit pas d'autre moyen de réduire l'Amérique.

L'Avocat Général soutint qu'il n'avoit vu encore aucun Manifeste plus modéré, plus humain dans ses principes, plus selon les

ET DE L'AMÉRIQUE. ccccxiiij

regles d'une *stricte équité*, que celui qui excitoit les réclamations de l'Opposition.

Mylord *North* s'étant déclaré de cet avis ; la motion qui y étoit contraire fut rejetée par 209 voix contre 122, pluralité 87.

Chambre des Lords.

Le Vendredi 4 Décembre, cette Chambre étoit séparée par ajournement depuis le 26 Novembre. Le Marquis de *Rockingham* débuta par faire observer, combien cela étoit préjudiciable dans des circonstances aussi critiques. — Il essaya de faire discuter le manifeste, d'après une simple Gazette qu'il produisit à la Chambre. Les débats roulerent sur la convenance de ce procédé. — Le Lord Chancelier soutint qu'il étoit illégal, & en conséquence le Marquis de *Rockingham* fit la motion, plus régulière, de demander au Roi la communication de tous les écrits publiés en Amérique par les Commissaires. — L'ordre de la Chambre ayant été porté à cet effet, elle s'est ajournée au Lundi 7.

S'il n'avoit tenu qu'au Duc de Grafton : les formes eussent été négligées, vu l'importance de l'objet. — Il reprocha aux Ministres des négligences bien plus sérieuses, dans l'abandon où avoit été laissée la Dominique, si aisée à défendre, & qu'aujourd'hui il jugeoit impossible de reconquérir. —

Il annonça une motion importante, qu'il feroit succéder à la discussion du Manifeste.

Le Duc de Richmond se rangea du côté du Chancelier, mais en articulant bien que c'étoit pour qu'il n'y eut rien de contraire aux formes dans une affaire qu'il espéroit devoir se convertir en enquête criminelle. — Les opposans se déchaînerent contre le manifeste, le déclarant impie & abominable, & non-seulement d'un danger extrême par les conséquences qu'il entraîneroit; mais si révoltant pour l'humanité, qu'il feroit perdre à l'Angleterre tout espoir d'avoir des alliés.

Le Lundi 7. — Les écrits demandés ayant été produits, le Marquis de Rockingham remit sur le tapis l'absurdité & la barbarie du Manifeste. Sur l'article du danger, il rappella la descente exécutée il y a quelque tems par un Corsaire Américain au château du Lord Selkirk en Ecosse. — Et les alarmes où on a été pour New Castle, qui ont fait faire plus de soixante lieues à la Milice d'York. — Il assura que toutes les habitations des bords de la mer à la Jamaïque seroient abandonnées, & que la valeur des Isles Françaises augmentant par-là considérablement, cette espece de guerre iroit beaucoup plus loin que l'Angleterre ne voudroit. Il présagea d'après cela une très-prompte séparation des Isles Angloises

d'avec la Métropole. — » Que la *vertu* ou la *politique* de la France est différente, s'écriait-il ! Voyez-en la preuve dans la capitulation de la Dominique : cette Isle dont les fortifications ont coûté tant d'argent & qui a été laissée avec un si petit nombre de troupes pour la défendre. C'est une capitulation qui n'a point de semblable. Elle laisse aux Habitans, non-seulement leurs biens, leurs Loix, leur Religion, mais même jusqu'au droit d'appeller aux Tribunaux de la Grande Bretagne «.

Le Marquis conclut par la motion d'une Adresse au Roi pour lui exposer le mécontentement de la Chambre au sujet de certains passages du Manifeste, qui répugnent également au Christianisme & à l'humanité, & sont l'ouvrage d'un Ministère inspiré par l'esprit de corruption ; & demandant le désaveu, &c.

Ce Lord invoqua l'appui de toute la Chambre, & sur tout des Evêques, qui, à l'exception de quatre, furent de son avis. Celui de Peterborough soutint qu'une guerre ne pouvoit être conforme aux principes du Christianisme qu'autant qu'elle avoit pour objet une paix juste & honorable, ce qui n'étoit nullement celui du Manifeste, puisqu'en annonçant une dévastation indistincte où l'innocent souffriroit comme le coupable, il fermoit toutes les voies à la réconciliation & à la paix. » En bon Anglois, dit-il,

CCCCXV] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
vouloir mettre l'Amérique dans un état où
son Traité ne seroit d'aucune utilité à la
France, c'est faire entendre qu'on veut la
ravager & la détruire; c'est vouloir pousser
au dernier désespoir un ennemi que nous
ne pouvons pas conquérir. — Si les plus
cruels excès n'avoient pas déjà été commis
dans cette détestable guerre, on pourroit nous
tromper sur le vrai sens de cette phrase; mais
nos cœurs frémissent encore des massacres
commis cet Eté à *Wyoming*; mais toute
cette Chambre a dû être trop émue d'indi-
gnation en voyant parmi les comptes des
présens faits par nos Généraux aux Sauva-
ges, les *couteaux* pour *escalper* à côté des
crucifix. — Etoit-il réservé à la Grande-
Bretagne de remettre en usage la barbarie
des siècles que le Christianisme n'avoit point
éclairés? α

Le Lord *Suffolk* défendit le Manifeste
comme la plus belle production qu'on eût
jamais vue, & prétendit que la menace
portoit seulement d'assimiler l'Amérique aux
anciens ennemis de l'Angleterre, avec qui
elle s'étoit alliée.

Le Lord *Abingdon* discutant le reproche
que le manifeste fait au Congrès d'avoir
traité avec la France sans y être suffisamment
autorisé par les constituans, observa que le
Parlement Britannique ne cessoit point de
mériter la même imputation, & que jour-
nellement

nellement il agissoit contre le vœu des peuples qui lui ont confié leurs pouvoirs.

Le Lord *Littleton* prétendit que si par une conduite plus modérée on perdoit l'Amérique, il faudroit bientôt renoncer aux Isles, aux deux Florides, à la Nouvelle Ecosse, au Canada & aux Pêcheries.

Le Duc de *Grafton* assura qu'il ne voyoit point des suites si fâcheuses dans le Traité de la France avec l'Amérique, puisque son commerce restoit libre avec toutes les Puissances sans en excepter la Grande-Bretagne. Il reprocha au Lord *Sandwich* la lenteur de ses préparatifs pour empêcher les armemens de la France, & en s'adressant au Lord *Stormont*, il le somma de dire s'il avoit reçu & communiqué quelqu'avis de la signature du Traité de Versailles, lorsque le Ministère avoit nié dans la Chambre qu'il en eût aucune connoissance. — Le Lord *Stormont* s'excusa de répondre sur des objets qui entroient dans le secret de sa mission. » Quoique je puisse refuser de répondre, dit-il, à une pareille question, je crois cependant pouvoir déclarer à la Chambre, sans blesser mon devoir & pour ma propre justification, que j'ai eu avis de *bonne-heure* des desseins de la France, & de maniere à me convaincre pleinement de la *duplicité* & des vues hostiles de cette Cour. Mais je suis surpris, poursuivit-il, qu'on paroisse croire ici que le Traité publié à Versailles est le

seul ou le vrai Traité conclu entre la France & l'Amérique. Il en existe un autre dont l'objet est la *destruction totale* de la Grande-Bretagne. Je dis plus, on y a déterminé le partage qui doit être fait des portions de nos possessions qui doivent appartenir à la France & de celles qui doivent appartenir à l'Amérique. Il pria la Chambre de considérer que, n'ayant assisté à aucune des sessions précédentes, son opinion étoit parfaitement libre & dégagée de toute animosité de parti, & qu'ainsi on devoit croire à la sincérité avec laquelle il protestoît qu'il ne restoit de ressources que dans la plus étroite union de sentimens pour agir avec toute la vigueur & la fermeté possibles contre les efforts combinés des ennemis mortels de l'Angleterre.

Le Lord Shelburne interprétant la justification du Lord Stormont comme une inculpation à la charge des Ministres, déplora le sort de l'Angleterre, dont les Généraux, les Amiraux, & jusqu'aux Ambassadeurs, avoient des griefs contre le Gouvernement. — Il récapitula, de point en point, toutes les fautes de l'Administration, & il conclut en assurant que sans une réunion avec l'Amérique, *c'en étoit fait de l'Angleterre.*

Le Lord Chancelier se leva pour blâmer l'imprudence d'une telle assertion, qu'il faudroit encore déguiser, quand même elle seroit vraie.

ET DE L'AMÉRIQUE CCCCXIX

A onze heures on leva les voix.

Contents (de la motion) 34.

par procuration, 3. ——— 37.

Non contents — 55. — —

Par procuration, 16. ——— 71.

Pluralité contre la motion. — 34.

L'Evêque de Peterborough (le Docteur Hinchincliffe) avoit fait une peroraison très-pathétique, sur l'article des *couteaux à escalper* distribués aux Sauvages, avec les crucifix: » Juste Ciel, s'écria-t-il, quel assemblage, quelle réunion! N'eût-il pas mieux valu laisser ces malheureux dans les ténèbres de l'ignorance, que de leur prêcher un tel Christianisme? Au moins leur aveuglement eût pu excuser leur barbarie, & ils auroient pu alléguer pour leur justification devant le Thrône de grâce, devant le redoutable tribunal de la Clémence divine offensée, que le nom du Christ leur étoit inconnu. «

IL y a eu le 3 Décembre une assemblée des Négocians qui font le commerce des Indes Occidentales. — Il y fut produit diverses lettres du Comité de ces Marchands & du Lord Germaine sur la prise de la Dominique. — Plaintes & remontrances d'une part: promesses de protection de l'autre. La dernière lettre du Ministre est datée du mercredi 2 Décembre. Il y informe le Comité, que cinq mille hommes de troupes, sous

CCCCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'escorte du Commodore Hotham, sont partis de New-York, & étoient sortis des détroits le 28 Octobre, pour aller protéger les Isles Angloises; & il ajoute qu'un renfort devoit suivre ce premier détachement, l'un & l'autre pour la Jamaïque & pour les Isles du Vent.

Ces assurances du Ministre ne satisfaisant point quelques personnes, il fut proposé une adresse au Roi où entre autres on insisteroit sur le danger où seroient exposées les Isles Angloises par le Manifeste qui voue l'Amérique au fer & à la flamme. Quoiqu'un Comité ait été chargé de la rédaction de cette adresse, elle sera moins pressante sur cet article, d'après les assurances données par deux Habitans de la *Jamaïque*, que cette Isle peut défier les forces combinées de la France & de l'Espagne, si les Habitans sont résolus à la défendre en se retirant à un réduit appelé *la Vallée de seize Milles*, dont l'entrée seroit aisément fortifiée. M. Atkinson lut une lettre récente du Gouverneur, qui, loin de paroître appréhender une invasion, assure que l'Amiral Anglois tient les François de Saint Domingue, bloqués par un vaisseau de ligne de 64 canons, un de 50, deux frégates & quatre floops. (C'est au surplus la totalité de ses forces, à quelques corvettes près.)

J'ai l'honneur d'être, &c.

F I N.

*NOUVEAUTÉS qui se trouvent chez Pissot ,
Libraire , Quai des Augustins.*

- L'ESPRIT** des Usages & des Coutumes des " B
différens Peuples , 3 vol. in-8°. br..... 12
- Théorie des Jardins**, 1 vol. in-8°. br..... 3 12
- Les Saisons**, de M. de S. Lambert, nouv. édit.
gr. in-8°. avec sept nouvelles Planches ,
rel. en v. ecc. d. f. tr..... 12
- Les Passions du jeune Werther**, ouvrage tra-
duit de l'Allemand de M. Goethe , par M.
Aubry , un vol. in-8°. broché..... 2 8
- Histoire de la République Romaine**, dans le
cours du septième siècle , par Salluste ; en
partie traduite du latin sur l'original ; en
partie rétablie & composée sur les fragmens
qui sont restés de ses livres perdus, remis
en ordre dans leur place véritable ou la plus
vraisemblable ; par M. le Président de
Brosses , trois vol in-4°. avec figures.... 54
- Œuvres de M. de la Harpe**, six vol. in-8°. 30
- Idylles de Théocrite**, traduites en prose, avec
quelques imitations en vers de cet Auteur ,
précédées d'un Essai sur les Poètes Bucol-
liques. 1 vol. in-12. relié..... 3
- Les Nouvelles d'Antoine-François Grazzini**,
dit Lelasca , 2 vol in-8°. brochés..... 3 12

*On trouve chez le même Libraire beaucoup de Livres
Anglois.*

ADAMS 233.3
7407

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

N^o. LXVII.

*On souscrit à Paris chez PISSOT, Libraire,
Quai des Augustins.*

L'Abonnement pour vingt Numéros, commençant
par le soixante-unième, est de 24 liv. pour Paris,
& de 32 liv. port franc, pour la Province.

*On trouve chez le même Libraire, les soixante pre^m
miers Numéros, formant les deux premières années.*



A ANVERS.

M. DCC. LXXIX.

cains. Le sieur Fraſer étoit lui-même dans un canot d'écorce avec 14 chafſeurs; il ſ'étoit fait accompagner de deux canots montés par des Sauvages de Saint-François, & un troiſieme conduit par des Canadiens. A la vue du batteau ennemi, les Sauvages, plus habiles à manier la rame, les empêcherent d'effectuer le débarquement qu'ils méditoient, en faiſant ſur eux un feu continuel. Le ſieur Fraſer ordonna aux Canadiens d'attaquer les Rebelles: ils refuſerent abſolument; cependant un des Sauvages ayant été bleſſé, ces héros barbouillés perdirent courage; & les Américains alloient échapper, lorſque l'Officier Anglois, décidé à ſe rendre maître du batteau, leur lâcha une décharge de ſa mouſqueterie à bout portant: on ne manqua pas de la lui rendre; & le feu des Américains fut fatal à un jeune homme de la plus belle eſpérance, qui fut tué dans cette eſcarmouche; enfin le batteau ſe rendit au ſieur Fraſer, qui amena ſes priſonniers en triomphe à Saint Jean, d'où il eſt reparti mieux accompagné, ayant avec lui les grenadiers du vingt-unieme régiment, & un grand batteau qui porte à l'avant une piece de canon de fix.

1776.

Août

&

Septem.

Etat des Anglois.

Le premier Août le Général Burgoyne n'étoit pas encore ſur le lac: Il avoit fallu

G

1776.

Août,
&

Septem.

attendre que l'on eût construit des navires pour remonter les courans rapides : les bateaux le trouvoient enfin prêts ; & les troupes n'attendoient que les ordres pour l'embarquement.

Le 13 Août, l'espoir de l'armée Anglaise s'étoit ranimé. Deux Officiers avoient été nommés pour remettre en activité l'entreprise du passage des lacs, que la mauvaise santé du Colonel Christie l'avoit empêché de suivre avec la vigueur nécessaire. Un mois environ de tems perdu avoit été regagné par le Major Carlton & le Capitaine Moncy. Ils avoient fait construire environ 30 bateaux, outre les gondoles, &c. Une lettre écrite de cette date annonce que l'armée comptoit être bientôt en possession de Timondérago.

Etat des Américains.

D'Albany, 12 Août.

» Un particulier vient d'arriver du lac où il s'étoit rendu par ordre du Congrès pour y faire la revue de notre armée. Selon son rapport, elle consiste en cinq mille hommes bien disposés. Outre des fortifications qu'il est impossible de forcer, nos troupes ont 60 pieces de canons montées, portant depuis neuf jusqu'à dix-huit livres de balle ; & leur artillerie fera bientôt augmentée de 40 pieces de plus : il y a 9 gondoles sur le lac, 2

galeres & trois schooners bien équipés & prêts pour le service. Cette petite flotte sera en tout composée de 28 voiles, qui réunies, monteront 60 canons, 117 pierriers & à-peu-près mille hommes d'équipages. Notre Général Gates a envoyé deux Officiers pour observer l'armée des Royalistes : l'un d'eux en a rapporté les détails suivans. Ils ont 2,000 hommes à Saint Jean, 1,000 à l'Isle aux Noix & 1,500 à Chambly. Ils n'ont sur le lac qu'une trentaine de bateaux ; il paroît que l'intention de l'ennemi n'est pas de nous attaquer, mais de se tenir sur la défensive. Le Général Gates dit que quand les Royalistes seroient au nombre de vingt mille, il ne s'en inquieteroit pas ; nous avons d'ailleurs des espérances de succès, fondées sur la mésintelligence qui regne entre Carleton & Burgoyne ; le premier ne s'accommodant point du tout de ce que le dernier doit diriger en chef les opérations sur les frontieres du Canada. Nous apprenons aussi que les Canadiens en général sont fort mécontents de Carleton, qui est naturellement fier & présomptueux, malgré ce que peuvent en dire les habitans de Montréal.

Trois brigades d'Américains étoient campées le 3 Août sur le mont Indépendance, au Sud-Est du fort de Ticondérago. Le 15 la flotte Américaine sur le lac Champlain, consistoit dans les vaisseaux suivans.

1776.

Août,
&
Septem.

100 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776.

Août

&

Septem.

Le *Royal Savage*, Capitaine Wynkoop,
12 canons de 9, 6 & 4, 10 pierriers &
50 hommes.

L'*Entreprise*, Capitaine Divon, même force.

Le *Revenge*, 10 canons, 10 pierriers, &
35 hommes.

Le *Liberty*, Capitaine Primer, 10 canons,
10 pierriers, 45 hommes.

Quatre gondoles montées par les Capitaines
Mansfield, Simons, Summen & Uftings.

Chaque gondole ayant 3 canons, 1 de 12
& 2 de 9, 8 pierriers & 45 hommes.

Trois galeres prêtes à lancer, ainsi que
dix autres gondoles.

*Précautions prises par le Congrès pour arrêter
les progrès de l'ennemi.*

Les Colons des parties Septentrionales de
l'Amérique ont reçu ordre du Congrès de
fortifier tous les passages au-de-là de New-
York. En conséquence on a commencé à tra-
cer l'emplacement & à jeter le fondement
de quelques forts, que l'on a intention de
mettre au plutôt dans le meilleur état de dé-
fense. Ceci n'est que par précaution; au cas
que l'armée Royale se faisisse de Ticondé-
rago & de Crown-Point, pour s'ouvrir le
chemin de la Province de la Nouvelle-York;
le Congrès se dispose à disputer le terrain
& empêcher par là le Général Carleton de
faire de trop rapides progrès.

Dispositions des Américains.

1776.

Extrait d'une lettre de Ticondérago, du
15 Août.

Août
&
Septem.

Je suis venu ici pour conduire un Canadien de Saint-François au Quartier-Général. Il m'assure que les Sauvages sont déterminés à ne point se mêler de la guerre. Les affaires commencent à prendre ici une face différente; la plus parfaite harmonie règne parmi les Officiers Généraux. La discipline s'est établie dans les troupes, & elles sont pleines d'ardeur. Les soldats arrivent en foule de la Nouvelle-Angleterre à Skeensborough. Le Général Carleton a traité avec la plus grande barbarie les Canadiens qui nous étoient favorables. Le Général Burgoyne a tâché de persuader à quelques tribus de Sauvages du Canada de se joindre à l'armée Britannique; mais ils ont refusé solennellement de prendre aucune part dans cette querelle, en disant que si la Grande-Bretagne & l'Amérique venoient à se réconcilier, ce seroient eux qui souffriroient le plus, & qu'en conséquence ils étoient déterminés à rester neutres: de notre côté, on est sûr que nous ne les employerons point. Nous avons reçu une grande quantité de viande fraîche, qui a été d'une grande utilité pour le rétablissement de nos malades. Nos forces maritimes consistent en huit gondoles & en

1776
Août
&
Septem.

quatre senaults. Nous nous disposons à descendre le lac, pour aller attaquer Saint-Jean, qui est actuellement entre les mains du Général Burgoyne; & comme notre armée est pleine d'ardeur, je ne doute point que cette expédition n'ait le plus heureux succès.

NOUVELLE ÉCOSSE.

Etat des affaires dans la Colonie Angloise de la Nouvelle-Écosse.

Tentative projetée à Hallifax contre les Américains du Nouveau-Hampshire.

Un corps de Montagnards a été transporté à la baye de Fundy, sous le convoi de trois frégates & de trois brigantins armés. Le projet étoit qu'ils pénétreroient par-là dans la Nouvelle-Hampshire. — Ces troupes sont restées au Fort Saint-Jean, dans la Baye de Fundy.

Ce fut cette entreprise qui donna lieu à l'Arrêté pris par l'Etat de Massachusset pour mettre un embargo sur tous les comestibles.

Il fut question dans le même temps d'un pareil projet, de la part des Américains, contre Hallifax, & dont étoit chargé le Général Schuyler. Mais ni l'une ni l'autre de ces expéditions n'a eu lieu.

On a ajouté de nouvelles redoutes aux for-

fications d'Hallifax, dont la garnison est d'environ 1209 hommes. Le feu qui avoit pris vers la mi-Juillet au Chantier obligea le Gouverneur à prendre les mesures les plus rigides contre les gens suspects, & de leur côté les Américains défendirent sous de graves peines toute correspondance avec Hallifax.

1776.
Août,
&
Septem.

Il y avoit dans le port deux frégates, le *Milfort* & le *Liverpool*, de 28 canons, & le *Hope*, brigantin de 12. — On en construisoit un autre de 16.

Fortifications & artillerie dans la Ville. -- Six pieces de fonte de 6 & de 3.

Une redoute en pentagone, à cent pas à l'Ouest du Chantier : une autre sur *Pedley-Hill*, à un mille & demi Nord-Ouest du Chantier : un dito tetragone à cinq cents pas Sud-Ouest.

Un petit parapet sur une hauteur à cent pas au Nord. — Chacune de ces redoutes garnie d'estrades. Une estrade de 25 pieds sur 8 de chaque côté de la porte du Chantier. — Il n'y avoit encore aucun canon monté sur ces redoutes le 16 Août.

Un parapet carré pour du canon (presqu'achevé) sur *Citadel-Hill*, avec douze pieces de 24, trois sur chaque face, Nord, Est, Sud & Ouest ; la face orientale opposée au port.

Une estrade de 40 pieds sur 60 dans ces ouvrages.

Dans *King's-County*, 237 hommes des

1776. Emigrans montagnards; dans le *Cumberland*,
Août & 272 des *Fencibles Américains* : mais beaucoup
Septem. de desertion dans ces troupes.

Le Chantier est bas, à un mille Nord-
quart-d'Ouest du centre de la Ville; il est
entouré d'un bon mur haut de 10 pieds;
mais ce mur ne résisteroit pas à un boulet
de 3.

*Mesures prises par le Commandant pour les
subsistances.*

L'Ordonnance suivante, devenue nécessaire par le prix énorme que chaque particulier mettoit à ses denrées, fera connoître la cherté des provisions dans cette Ville, même au taux du nouveau Règlement.

Par l'honorable Mariot Arbuthnot, Lieutenant-Gouverneur & Commandant en chef pour Sa Majesté dans la province de la Nouvelle-Ecosse, & tout ce qui en dépend, &c.

Comme les denrées se débitent, sans aucun rabais, au prix énorme que le séjour de la flotte & de l'armée, parties depuis long-tems, avoit occasionné, d'où il arrive que les particuliers peuvent à peine se procurer le nécessaire & souffrent beaucoup de ces exactions exorbitantes; j'ai jugé à propos, d'après l'avis du Conseil de Sa Majesté, de donner cette Ordonnance, après la publication de laquelle quiconque demandera

plus de neuf sols, monnoie du pays, pour la livre de porc, veau, agneau, volaille, les pieces de bœuf de choix & les autres en proportion, ou plus d'un shelling pour la livre de beurre ou pour le lait, plus de six sols par pot, mesure de bierre, sera regardé comme exacteur & puni avec toute la sévérité que le cas & les loix exigeront.

Enjoint aux Juges de Paix, aux Commis ayant le département de la police des Marchés, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance.

Les loix portées contre les Regrattiers & celle qui concerne la police des Marchés, auront leur plein & entier effet.

Donné sous mon seing & le sceau de mes armes, à Hallifax, ce 14 Août 1776, la seizieme année du regne de Sa Majesté George III.

M. ARBUTHNOT.

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur,

RICHARD BULKLEY.

1776.

Août,
&

Septem.

JOURNAL de l'Angleterre, depuis le 29 Septembre jusqu'au 10 Octobre, jour auquel fut publiée dans la Gazette de la Cour la dépêche du Général Howe du 3 Septembre, sur la descente de l'armée dans l'Isle Longue.

Apperçu politique du 29 Septembre au 10 Octobre.

1776.

Septem.
&
Octobre.

LES propriétaires des terres sont sans discernement, & se laissent accabler d'impôts en donnant les mains à tout ce que la Cour exige. La perte sans ressource de l'Amérique Septentrionale sera bientôt suivie de la défection des Isles occidentales. L'Empereur établissant une Compagnie des Indes à côté de celle d'Angleterre, devient un voisin dangereux. La France va mettre en mer des flottes formidables pour s'assurer un commerce libre avec l'Amérique septentrionale, au moyen duquel elle sera en état de suppléer aux besoins de ses Colonies, tandis que les nôtres restent en proie à toutes les misères de la disette la plus effrayante. Les Hollandois, tirant partie de tout, amassent des sommes immenses en devenant les pourvoyeurs généraux de l'Angleterre & de

l'Amérique. La Grande-Bretagne, plongée dans les horreurs d'une guerre civile dans laquelle elle ne peut trouver rien à gagner par la victoire, & où elle perd tout si elle est vaincue, ce Royaume si grand jadis & si florissant, tombe dans le mépris & la pauvreté, les Colonies, qui en étoient le nerf & le soutien, renonçant à toute dépendance. Voilà ce qui arrive, ou du moins ce qui arrivera.

1776.
Septem.
&
Octobre.

Il se forme à Londres, suivant l'occasion, des associations ou comités particuliers, où l'on agit les affaires de la Nation en général, où l'on prépare les différens remèdes que les Membres de ces Assemblées jugent être les plus propres à guérir les maladies du corps politique : on s'y occupe même du salut de quelque particulier favori de la multitude, comme on l'a vu dans l'affaire du sieur Wilkes. Au commencement des troubles d'Amérique, il s'est formé dans la Cité plusieurs de ces confédérations : dans l'une, on ouvroit des souscriptions pour le soutien des Royalistes en Amérique & pour l'entretien de leurs veuves & orphelins : dans l'autre, on frondoit les procédés de la Cour : dans celle-ci on ne proposoit que remontrances pour prier le Roi d'écarter de lui des Ministres qu'on lui représentoit comme des conseillers dangereux & pervers ; dans celle-là on approuvoit la conduite du Ministère, on votoit que telle ou telle

1776.

Septem.

&

Octobre.

personne seroit chargée d'offrir à Sa Majesté tous les secours nécessaires pour maintenir ses droits sur l'Amérique & faire rentrer les Colonies sous son obéissance : c'est de celle qui s'est déclarée contre les mesures du Gouvernement que nous avons à parler. Elle tient ses assemblées dans une taverne *Fleet-Street*, & prend le nom d'*Association de Londres* (London Association). Le Lundi est le jour que les Associés ont choisi pour se réunir, & décider de ce que l'on fait & de ce que l'on doit faire. Leur dernière décision, imprimée dans les papiers du matin, est conçue en ces termes :

« Arrêté que cette Association, gémissant sur les calamités nationales, sensiblement touchée de voir l'honneur & la justice de notre pays si profondément blessées & perverties, nos armes déshonorées, notre commerce anéanti, & cet Empire jadis si grand, ruiné & démembré, conjure & supplie les Membres de l'une & l'autre Chambres du Parlement, qui aiment encore la liberté & leur pays, de prendre les mesures les plus promptes pour obvier aux conséquences fatales qui suivront les procédés actuels, soit en formant entr'eux un Comité de sûreté, ou employant tel autre moyen qu'ils croiront plus propre à sauver ce pays infortuné de la corruption du pouvoir législatif, & le peuple qui l'habite de la destruction imminente de la vertu & des mœurs.

Arrêté que cette Assemblée se réunira en cette taverne lundi 13 Octobre à sept heures du soir.

1776.

Septem.

&

Octobre.

L'opinion de plusieurs particuliers arrivés depuis peu de la Virginie, est que décidément les Américains n'entendront à aucune proposition d'accommodement. Ils semblent n'avoir en vue qu'une indépendance absolue : ils travaillent sérieusement à se la procurer ; l'occasion est trop favorable pour la laisser échapper.

On assure que parmi les lettres que l'on dit avoir été interceptées & mises entre les mains du Procureur Général, il s'en trouve une écrite par un Membre d'une Société de patriotes : elle est adressée au sieur Adams, ame du Congrès Américain, & contient, entr'autres, ce passage frappant : » Notre cause est la même que la vôtre : les Membres qui composent notre Parlement ne sont pas duement élus, puisque la plupart ne le sont qu'à force d'argent ; ils n'ont aucun droit de faire des loix, & rien ne nous astreint à nous soumettre à celles qu'ils ont fabriquées. Comptez sur nous : vous nous trouverez prêts à vous aider de tout notre pouvoir «.

Les dépenses qu'entraîne avec elle la guerre d'Amérique sont excessives. Seulement pour ce qu'on appelle service secret, c'est-à-dire, les sommes passées aux Ministres des différens départemens, tant pour leurs propres

1776. appointemens que pour les dépenses sournes
 qu'exige l'exercice de leurs divers emplois :
 Septem. ces articles excèdent le double de ce à quoi
 & ils montoient autrefois : on les portoit ,
 Octobre. année commune, à 26 ou 30,000 liv. sterl.,
 & si le calcul suivant est exact, cette dé-
 pense , pour l'année 1775 , va jusqu'à
 73,770 liv. sterl. Voici comme on l'éta-
 blit :

Pour le Ministre au département	
du Sud.....	78,000
Celui du Nord.....	8,550
Celui d'Amérique.....	46,250
Sur les <i>Bons</i> du premier Lord de	
la Trésorerie	4,800
Du premier Lord de l'Amirauté..	5,600
Du Ministre de la Guerre.....	700
	<hr/>
	73,700
	<hr/>

Par des calculs dont on ne peut pas ga-
 rantir la justesse, l'entretien des troupes An-
 gloises en Amérique monte toutes les se-
 maines à 100,000 liv. sterl.

Il faut de si grandes quantités de mon-
 noies d'or de Portugal pour cet objet, que
 le Gouvernement l'achete au-dessus du prix de
 la place ; il en donne 3 liv. 18 sols par once
 au lieu qu'il devroit n'en donner que 3 liv.
 17 sols.

Le prix des assurances pour le commerce
 des Isles, aller & retour, est à cinquante

pour cent : ce prix a été donné à Glasgow par un vaisseau de ce port.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Les Anglois employent des sommes d'argent considérables à Archangel pour acheter des munitions navales que ci-devant ils tiroient de l'Amérique. En revanche, la demande des Manufactures Angloises en Russie est fort augmentée, sur-tout dans la Quincaillerie & les boutons ; c'est ce qui se remarque à Birmingham, où le prix des loyers & le nombre des maisons ne font que s'accroître.

Succès de la navigation intérieure entre Manchester & Liverpool, établie par le Duc de Bridgwater.

Les dépenses de ce Seigneur se sont montées à 220,000 liv. sterl. Dans le cours de la première année de sa jouissance, le transport des passagers entre Runcorn & Manchester lui a rapporté 950 liv. & celui des marchandises entre Manchester & Liverpool 12,500 liv. — Lorsque la navigation sera poussée jusqu'à Stockport, il y fera parvenir le sel, le fer, la chaux, les planches & la grosse épicerie. De cette ville ces articles passeront aisément à Macclesfield & au Peck de Derby. Qu'il est beau d'être grand Seigneur & riche, pour mériter le nom de citoyen !

1776.

Nouvelles arrivées d'Amérique.

Septem.

&

Octobre.

Le sieur Greed, Major d'un régiment commandé par le Lord Cornwallis, est arrivé avec des dépêches de la part du Général Howe pour le Secrétaire d'Etat : le sieur Robarts, Lieutenant de vaisseau, l'accompagnait & étoit chargé de celles du Lord Howe pour l'Amirauté. Ces deux Officiers ont mis six semaines à venir de la Nouvelle-York ; ce long intervalle de tems leur avoit fait conjecturer qu'ils apprendroient à leur arrivée la nouvelle d'une attaque exécutée sur New-York, d'autant mieux qu'elle étoit projetée depuis long-tems. Ils ont paru, on ne peut pas plus surpris de ce qu'elle n'avoit pas encore eu lieu, parce qu'ils furent qu'à leur départ les Américains avoient signifié expressément leur résolution de n'entendre à aucune proposition d'accommodement.

Le Général Irwin, Commandant Général des Armées en Irlande, reçut le 7 Octobre des nouvelles d'Amérique, qui portoient que le Lord Howe avoit envoyé aux Magistrats de New-York une lettre par laquelle il les sommoit de rendre la Ville ou d'en sortir eux & tous les Habitans, & que ces Magistrats lui avoient fait réponse qu'ils avoient ordre du Congrès de la défendre, & qu'en effet ils la défendroient jusqu'à la dernière extrémité ; que si le Lord Howe parvenoit

à

à forcer leurs retranchemens, ils se retire-
roient dans leurs lignes, où ils feroient cer-
tains de lui opposer une résistance qui fe-
roit échouer toutes ses mesures. Sur cette
réponse, le Lord leur envoya un autre Par-
lementaire pour les informer qu'il avoit as-
semblé un Conseil de Guerre, dont l'avis
unanime étoit que si les Américains brû-
loient la ville de New-York, on donnât ordre
aux troupes Britanniques de les passer tous
au fil de l'épée. La réplique des Américains
fut que si le Conseil de Guerre du Lord
Howe n'annulloit point sa résolution, &
si la Providence favorisoit leurs armes,
ainsi qu'ils l'espéroient, les troupes Royales
devoient s'attendre aux représailles les plus
rigoureuses.

1776

Septem.

&

Octobre.

*Ordres donnés en Espagne relativement aux
Corsaires Américains.*

Des avis de Bilbao, confirmés par les rap-
ports de quelques bâtimens arrivés en An-
gleterre, touchant les ordres envoyés au
Commissaire de la Marine dans ce Port, de
relâcher l'Armateur Américain qu'il avoit ar-
rêté, se sont vérifiés par des lettres reçues
en droiture de Madrid, & qui ajoutent,
» qu'afin que ledit Commissaire sçût à quoi
s'en tenir dans la suite en pareil cas, la Cour
d'Espagne lui avoit ordonné, que, lorsqu'a
l'avenir il viendrait dans le Port d'autres

H

1776. Armateurs de la même Nation , il leur ac-
 Septem. cordât vingt-quatre heures pour se pourvoir
 & des choses nécessaires , & qu'ensuite il les
 Octobre. laissât repartir librement. Cependant cette
 dernière circonstance ne se trouve point dans
 la lettre écrite à ce sujet par le Marquis
 de Grimaldi au Gouverneur de Bilbao , qui
 a été rendue publique en Angleterre , & dont
 voici la traduction.

» Par la lettre de Votre Excellence du 4
 de ce mois , & la preuve qui l'accompa-
 gnoit , Sa Majesté a été pleinement infor-
 mée de ce qui s'est passé à l'égard du vais-
 seau Américain le *Hawke* , Capitaine Jean
 Lée , depuis son arrivée jusqu'au moment où
 Votre Excellence s'est portée à sa détention
 formelle , en lui ôtant son gouvernail , pour
 satisfaire à la demande qu'en avoit faite Don
 Ventura-Francis Gerres de la Torre (Vice-
 Consul d'Angleterre) , habitant de votre
 Ville ; & Sa Majesté a également vu la pro-
 testation faite par ledit Capitaine Américain
 pour les dommages & intérêts qui pourroient
 résulter de la détention de son vaisseau.

En conséquence , Sa Majesté vous fait in-
 former que , comme elle observe une parfaite
 neutralité dans la présente guerre , & que ,
 par un effet de l'amitié qu'elle entretient ,
 & dont elle fait profession à l'égard de Sa
 Majesté Britannique. Elle ne donne aucuns
 secours aux Colonies. Elle juge qu'en pareil
 cas il est juste & convenable à la même

neutralité de ne point leur refuser cette entrée & cette admission, qui leur ont été 1776.
concedées jusqu'à présent, aussi long-tems Septem.
qu'elles respecteront sa Jurisdiction territoriale & Octobre.
de la maniere & dans les termes prescrits.

Outre ces raisons, Sa Majesté ne considere point Don Ventura Francis Gerres de la Torre comme étant partie légale ou une personne propre à solliciter une démarche ou mesure de cette nature. Vous aurez donc soin de remettre immédiatement en pleine liberté ledit vaisseau Américain, en lui restituant tous ses papiers & titres & lui permettant d'acheter telles marchandises & effets dont il pourroit avoir besoin pour être en état de retourner en sa patrie; mais sans l'assister d'aucune maniere dans des matieres prohibées. Dieu garde Votre Excellence.

Saint-Ildephonse le 7 Octobre 1776.

Signé Marquis DE GRIMALDI.

Cette neutralité, observée par la Cour de Madrid en cette occasion, a ajouté quelque degré de crédibilité à la nouvelle reçue par la voie d'Italie, qu'il se trouvoit depuis quelque tems à Madrid deux Plénipotentiaires des Etats-Unis, & que, malgré les représentations de l'Ambassadeur Britannique, il leur a été permis d'y continuer leur séjour.

1776. Ordres donnés par les Provinces-Unies relativement aux Américains.
Septem.

&
Octobre.

Par une publication en date du 10 de ce mois, les Etats-Généraux ont continué pour un an la défense d'exporter des munitions de guerre, sans permission des Colleges de l'Amirauté, ou de les embarquer à bord de vaisseaux appartenans à des Habitans des Domaines Britanniques; le tout sous les mêmes peines que ci-devant, &c.

Ce renouvellement de défenses avoit été sollicité par le Chevalier Joseph Yorke, Ministre plénipotentiaire d'Angleterre, qui avoit porté des plaintes sur ce que les ordres qui venoient d'expirer avoient été très-mal observés, & que les bâtimens Hollandois avoient porté en Amérique des munitions de guerre. — Il avoit demandé aussi que l'entrée des Ports de la République fût interdite aux Américains.

Acte de générosité d'un Corsaire Américain.

Le vaisseau le *Bée*, Capitaine Wallace, de Topsham, fut pris revenant de l'Isle Grenade. — Etant monté à bord du Corsaire, il lui dit que son vaisseau eût dû être le dernier que les Américains eussent voulu prendre, son Armateur ayant mieux aimé le garder un an sans s'en servir, que de le fretter au Gouvernement pour transporter

des troupes en Amérique. Le Corsaire s'étant assuré, par le témoignage de tout l'équipage, de la vérité de ce fait, rendit le vaisseau & la cargaison au Capitaine, se contentant d'en tirer quelques rafraichissemens.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Dispositions de quelques Ecoffois relativement aux Américains.

Extrait d'une lettre d'Edimbourg le premier Octobre.

Je fais que l'on regarde en général les Ecoffois comme ennemis des Américains ; on leur attribue même tout ce qui s'est fait & se passe à présent de plus violent contre les habitans de cette partie du monde. Tout Ecoffois que je suis moi-même, j'avouerai que plusieurs de mes compatriotes ont été charmés de saisir une occasion de s'avancer dans les troupes, & ont jetté des dévolus sur les habitations confisquées des rebelles. Un grand nombre d'entr'eux, aussi pervers que leurs voisins, les Anglois, sont prêts à tout sacrifier pour seconder les vues du gouvernement, quelqu'injustes qu'elles soient, pourvu qu'ils y trouvent quelque chose à gagner ; mais je nie absolument que ce soit là la façon de penser du gros de la nation. J'en appelle aux remontrances faites par l'assemblée de l'Eglise d'Ecosse. Que l'on compare ces expressions modérées, ce style qui ne respire

1770. que la charité chrétienne, avec les requêtes
 Septem. de plusieurs Corps & Villes d'Angleterre, on
 & ne verra dans celles-ci qu'un esprit de despotisme,
 Octobre. me, que des périodes boursoufflées, toujours
 marquées au coin de la violence, & suggérant
 des démarches les moins mesurées, je dirois
 presque les plus sanguinaires.

Je n'ignore pas que le gouvernement n'a rien oublié pour obtenir de notre assemblée synodale une remontrance qui donnât à entendre qu'elle approuvoit la conduite de la Cour. On a employé pour cette négociation l'homme du monde le plus propre à la faire réussir, si l'artifice & les prétextes spécieux dont il s'arma pour plaire à ses maîtres avoient pu séduire nos Anciens (on appelle ainsi les Ministres de l'Eglise d'Ecosse). Malgré tous les efforts qu'il fit pour faire remplir cette remontrance du feu du despotisme & du souffre ecclésiastique, il ne put leur faire entendre raison. S'il ne se fût pas même départi de ses intentions, le Roi se seroit passé de la remontrance ou compliment que notre Eglise fait annuellement à S. M. Il y a plus, Monsieur: il s'est trouvé dans notre clergé un homme qui a porté les marques de son opposition à un point scandaleux, jusqu'à omettre la prière pour le Roi, ou ne faire mention de S. M. que quand il pouvoit joindre son nom à quelqu'autre. Dans l'Eglise principale d'Edimbourg, le ministre ayant à recommander aux prières des fidèles une

vieille femme, (comme cela se pratique dans les Eglises Protestantes & autres) il s'exprima ainsi : on recommande à vos prieres Marie Macdougall & George III. 1776. Septem. & Octobre.

LE 8 Octobre, plusieurs bâtimens de transport qui prenoient le reste de leur chargement à Gravesend, eurent ordre de remonter la riviere pour débarquer ce qu'ils avoient déjà reçu. On prétend que c'est parce que les ouragans regnent sur la côte d'Amérique, vers le tems où ils pourroient y arriver, (à la fin de Décembre) & que d'ailleurs les troupes Angloises en Amérique sont abondamment approvisionnées.

AFFAIRES D'IRLANDE.

Dans les mois d'Août & Septembre.

La Manufacture de toiles, qui avoit beaucoup souffert par les banqueroutes de 1771, paroît se relever un peu, d'après les états envoyés par le Lord Harcourt. Cependant la graine de lin ne venant plus directement d'Amérique, d'où l'Irlande en tiroit de grandes quantités, les prix sont augmentés. Elle vient en petite quantité par la voie de l'Isle Saint-Eustache, & par celle d'Amsterdam. Ce détour en augmente le prix, outre le préjudice que souffre la Nation, en ce que ce sont les Hollandois qui l'apportent. Des Marchands d'Hambourg qui ont spéculé sous

Hiv

l'interruption du Commerce d'Amérique, y
 1776. en ont porté aussi quelques parties.

Septem. Plusieurs des principaux Officiers d'Etat
 & en Irlande, se trouvant ensemble à Londres
 Octobre. le premier Octobre, on jugeoit qu'il se tra-
 moit quelque grand changement pour ce
 Royaume. — Ces Officiers étoient le Prevôt
 de Dublin, l'Avocat & le Procureur Général,
 & le Comte Nugent Trésorier. — Il y a ap-
 arence que le Ministère formoit avec eux le
 plan des changemens qui ont eu lieu dans la
 Session de 1777 — 8. du Parlement Britan-
 nique, pour adoucir le sort des Irlandois
 quant au Commerce, & ceux que le Parle-
 ment d'Irlande a fait aux Loix concernant les
 Papistes. Ces MM. jouissent de la réputation
 de créatures de la Cour, & sur-tout le Prevôt
 de Dublin, dont l'avidité est presque passée
 en proverbe. C'est de lui que le Lord Chester-
 field disoit que si le Roi lui donnoit l'An-
 gleterre, l'Ecosse & l'Irlande, il demanderoit
 l'Isle de Man pour son potager. — Lorsqu'il
 étoit premier Avocat de la Couronne, le Lord
 Townshend, Vice-Roi, le vit un jour dans
 le Parlement, tirer un homme à l'écart : Je
 parie, dit ce Lord, qu'il demande s'il y a
 quelque emploi vacant. Connoissez-vous,
 ajouta-t-il (c'étoit au Secrétaire d'Etat qu'il
 parloit), connoissez-vous quelque chose à
 donner? — Rien du tout, si ce n'est une
 majorité dans un régiment. — Eh bien, re-
 prit le Lord, ce sera pour lui. En effet, il

la prit ; mais pour faire voir qu'il ne jugeoit point ce don proportionné à son mérite , il la vendit dès le lendemain.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Les Irlandois craignent beaucoup de voir établir dans leur pays une taxe sur les terres qu'ils regardent comme la marque distinctive de l'esclavage. Ils fondent leurs craintes sur ce que la Cour ne manquera pas d'avoir un parti puissant dans l'une & l'autre Chambre de leur Parlement. Si nous n'avions , disent-ils , pour Membres des Communes que des Citoyens qui eussent du bien , qui eussent quelque fond de terre considérable ; si la Chambre des Pairs n'étoit composée que des Seigneurs Irlandois qui ont ici de gros revenus , nous éviterions sûrement de subir ce joug insupportable. Au lieu de ce qui devoit être , nous ne voyons parmi les derniers que des gens qui ne possèdent pas dix pouces de terrain dans le pays : nous n'avons rien à espérer & nous avons tout à craindre. La résistance du peu de bons citoyens qui ont à cœur les intérêts de leur patrie , sera inutile.

Le parti de la Cour , comme un torrent auquel rien ne peut s'opposer , entraînera nécessairement les autres , ou du moins étouffera la voix de la liberté qui voudra peut-être , mais ne pourra point se faire entendre.

1776. *Cuir tannés exportés du Port de Dublin depuis*
 le 14 Septembre 1775 jusqu'au 4 Juillet
 1776.
 Septem.
 &
 Octobre.

Pour Gibraltar.....	8,093
Cadix.....	6,098
Livourne.....	4,571
Naples.....	4,500
Dronthem, &c.....	55

Total..... 23,317

Le Lundi 30 Septembre, le régiment d'Infanterie levé depuis peu sous le titre de Volontaires d'Irlande. mais plus vulgairement par le nom de Garçons-Verds (à cause de son uniforme) fut arrêté par surprise & resserré dans le manège qui est dans la cour des Casernes. On y plaça une forte garde, & vers le soir on le fit entrer dans des petits bateaux, sur lesquels il descendit la rivière Liffey, toute la garnison étant sous les armes le long du quai: il passa de-là dans des allées dont on ferma sur lui les écoutilles, & dans cet état on le conduisit comme une troupe de criminels à bord des bâtimens de transport qui l'attendoient. Cette nouvelle façon de traiter des Volontaires (a) a étonné tout le monde :

(a) Le souvenir de cette aventure a été cause en

les soldats de la garnison ont vu ce spectacle avec effroi : ils craignent d'essuyer un jour le même sort. Quelle idée toutes les Cours de l'Europe doivent-elles se former de la guerre actuelle ? que penseront les Américains de la manière dont nous nous y prenons pour lever des recrues ? Nous promettons solennellement aux gens de bonne volonté de ne pas les expatrier, & nous ne faisons aucun scrupule de manquer de la plus honteuse manière à nos engagements. Représentez-vous des hommes, des volontaires désarmés, enveloppés de soldats qui, en leur poussant la bayonnette dans les reins, les forcent comme des coupables à entrer dans des vaisseaux qui vont les enlever à leur patrie & à tout ce qu'ils y ont de plus cher ! Le courage du soldat Irlandais est trop connu pour pouvoir être révoqué en doute. Quelle doit donc être l'indignation de ces braves gens après un pareil traitement ? ont-ils jamais refusé d'aller, même au bout du monde, soutenir la réputation de leur pays ? les a-t-on jamais vu éviter le danger quand il pouvoit conduire à la victoire ? Non. Des malheureux du plus bas rang, de la plus

1776.
Septem.
&
Octobre.

1778 d'un soulèvement en Ecosse : un régiment de nouvelles levées, s'y est retiré sur une hauteur où il a fallu capituler avec lui pour le décider à s'embarquer.

1776. vile populace, ont servi dans la dernière
Septem. guerre à former un régiment; ils traver-
& serent la mer, & montrèrent dans l'occa-
Octobre. sion que la bravoure est la marque caracté-
ristique de la nation Irlandoise. Des procé-
dés aussi révoltans excitent en nous toute
l'indignation qu'ils méritent; ils nous don-
nent le plus invincible & le plus juste dégoût
pour un service dont nos chefs même ont
si mauvaise opinion, qu'ils croient devoir
nous y forcer à la pointe de la bayonnette.
Le Gouvernement s'attend-il, après cela,
à retrouver dans tout ce Royaume un seul
homme de recrue de bonne volonté?

Le Commandant de ce régiment se pro-
pose sans doute de payer les dettes que ces
malheureux exilés ont contractées; ou bien
ajoutera-t-on la mauvaise foi à l'injustice
faite à ces infortunés & à l'infamie dont on
les a couverts?

On assure que ces Volontaires forcés sont
aux fers & resserrés dans la cale à bord des
bâtimens de transport. On n'hésite point à
dire que l'on choisira les meilleurs hommes
pour remplacer ceux des troupes Hessoises
qui pourront être tués en Amérique & que
l'on doit payer suivant le traité fait avec le
Landgrave; quant au reste des Volontaires,
on en fera ce qu'on pourra: qui sait si l'on
ne poussera pas l'inhumanité jusqu'à les ven-
dre comme esclaves sur la côte d'Afrique?

Bien des gens disent que la ville est heu-

teuse d'être défaite par ce moyen de quantité de vagabons qui avoient pris parti dans ce régiment ; à la bonne heure : mais s'étant fait soldats de leur plein gré, ils auroient dû être traités comme tels. Quant à ce que l'on ajoute que sans les précautions que l'on a prises, ils auroient tous déserté, il est aisé d'y répondre. Ils se sont engagés aux conditions & sur les promesses les plus solennelles que leur destination n'étoit pas pour le pays étranger ; si le Roi lui-même manque à sa parole, doit-on attendre qu'ils remplissent des engagemens conditionnels & qui ne portoient que sur la foi publique ? Celle-ci une fois violée dispense les particuliers de remplir des obligations qui cessent d'être telles dès que la condition qui seule pouvoit leur donner ce caractère est mal observée.

1776

Septem.

&

Octobre.

Affaires de l'Inde.

Il s'est tenu le 5 Octobre une Assemblée générale de la Compagnie des Indes, pour décider par la majorité des suffrages la proposition faite dans la précédente Assemblée de mettre sous les yeux des Intéressés des états détaillés des dettes de la Compagnie & de ce qu'elle doit encore recevoir, ainsi que des effets qu'elle a encore en magasin, le tout jusqu'à la fin de l'année présente. Cette proposition fut fortement soutenue par des Propriétaires qui ne sont point

du nombre des Directeurs , & qui soutinrent
 1776. que , sans ce détail , il seroit impossible de
 Septem. fixer le Dividende & se former de justes
 & idées de la situation réelle des affaires de la
 Octobre. Compagnie. Le Président & d'autres Membres
 du parti des Directeurs convinrent de la
 nécessité de mettre les affaires de la Compa-
 gnie dans un juste point de vue & d'en re-
 mettre un état fidele aux Intéressés ; mais
 l'on fit en même tems remarquer qu'il nui-
 roit essentiellement aux intérêts de la Com-
 pagnie de donner une ouverture de ses af-
 faires , telle qu'on la demandoit : que les
 Compagnies étrangères pourroient s'en pré-
 valoir ; & qu'il étoit même impossible de
 produire ce détail avant le 24 du présent
 mois , terme stipulé pour fixer le Dividende ;
 mais il ajouta qu'il ne doutoit point que la
 Compagnie ne fût en état de faire au Gou-
 vernement le parfait payement de la somme
 de 1,400,000 liv. sterl. & d'augmenter le
 Dividende d'un pour cent au jour marqué ;
 ce qui dépendroit néanmoins des recettes
 qui se feroient dans le court espace de
 quinze jours , &c. La proposition passa
 enfin à la négative. Alors on fixa le salaire
 du nouvel Avocat général de Bengale , M.
 Day , à 3,000 liv. sterl. avec 1,500 liv. sterl.
 pour le voyage.

Extrait d'une lettre de Pondichery du 28 Février 1776.

 1776.

Septem.

&

Octobre.

La Factorie Angloise de Balambangan a fait courir le bruit que les *mileses* ou payfans, dans une insurrection imprévue contre les Employés civils & militaires de la Compagnie, s'étoient saisis de cet Etablissement. Voilà ce qu'elle voudroit que l'on crût; mais voici le fait : les Employés civils, saisis d'une terreur panique, se sont enfuis honteusement & ont abandonné au pillage des Insulaires la caisse & les autres effets immenses de la Compagnie : les troupes, dont tous les Officiers étoient morts, demanderent un Européen pour marcher à leur tête, promettant d'apaiser bientôt ce tumulte; l'Officier commandant-en second s'excusa sur ce qu'il n'étoit point Européen, ayant reçu le jour à Bombay.

Malgré cette perte considérable, jamais les Etablissmens des Anglois dans les Indes n'ont paru dans un état plus florissant. A la côte de Coromandel, le Lord Pigot vient de se faire installer Gouverneur; rien ne pouvoit arriver qui fût plus au gré des Habitans. Le premier objet que ce Seigneur s'est attaché à remplir a été de faire exécuter les ordres de la Compagnie au sujet du Royaume de Tanjour : il a fait prendre possession de la capitale de ce Royaume aux troupes Angloises. Cette ville, depuis

1776 la réduction de Tanjour en 1773, avoit
Septem. jusqu'à présent été au pouvoir de Mahomed
& Ally, Nabab de la Carnatie, qui y entre-
Octobre. tenoit garnison.

Cette lettre confirme la paix avantageuse faite avec les Marattes, ratifiée par le Lieutenant-Colonel Upton, comme nous l'avons annoncé il y a quelque tems.



L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 8 Mars 1779.

JE tiendrai aujourd'hui, Monsieur, l'engagement que j'ai pris il y a quelque tems de vous initier dans les querelles de Religion qui se sont élevées depuis le commencement de l'année dernière dans la Pensylvanie & quelques Etats voisins. Comme elles ont leur principe dans la politique, ainsi que l'ont presque toujours eu les affaires de ce genre, la connoissance en est indispensable pour tous ceux qui veulent s'instruire à fond des divers ressorts qui auront été mis en œuvre de part & d'autre, soit pour effectuer, soit pour empêcher la grande révolution Américaine.

Adresse des Quakers de la Pensylvanie.

Dans l'Assemblée générale de Pensylvanie le Vendredi 7 Août 1778, avant midi, l'adresse suivante des Quakers fut lue à la Chambre.

L'Assemblée pour les souffrances dans la Pensylvanie & le Jersey au nom de la société de ceux qu'on appelle Quakers.

Exposent très-humblement.

» Le gouvernement des consciences est la prérogative de Dieu Toutpuissant qui n'abandonne sa gloire à personne. Tout empiètement sur cette prérogative est une offense à ses yeux: il ne laissera pas échapper à la punition ceux qui l'envahissent; & il manifestera tôt ou tard son mécontentement à ceux qui persistent dans ces téméraires entreprises «.

» Ce sont là des vérités que tout homme qui pense ne sauroit révoquer en doute «.

» La raison pour laquelle nous nous adressons à vous en ce moment, c'est que nous avons reçu avis de différens endroits que quantité de nos amis ont été mis en prison & y sont détenus, les uns, parce qu'ils refusent de payer les sommes imposées pour tenir lieu de service personnel dans la présente guerre, d'autres, parce qu'ils se défendent

de prêter le serment qui a été prescrit par certaines loix récentes.

» Notre refus est fondé sur un scrupule religieux qui s'élève dans notre conscience contre un tel consentement. Ce n'est point obstination: c'est uniquement le désir de conserver nos consciences exemptes d'offense envers Dieu, ce que nous ne pouvons faire sans un attachement constant à nos principes pacifiques & sans rendre témoignage contre les guerres & les combats, d'après les préceptes & l'exemple de notre Seigneur Jésus-Christ le Prince de la paix. Ces principes nous obligent de mener une vie paisible & tranquille & de nous abstenir de faire aucune déclaration & de prendre aucun engagement de parti dans le présent état incertain des affaires publiques ».

» Nous désirons ardemment que vous veuillez bien prendre en considération la généreuse & libérale fondation de la Charte & des loix convenues en Angleterre entre notre premier propriétaire le digne William Penn & nos ancêtres, en vertu desquelles ceux-ci pensoient que la liberté civile & religieuse demeureroit assurées inviolablement à eux & à leur postérité. La Pensylvanie a été regardée depuis comme un azile pour des hommes d'une conscience timorée, & quantité de personnes utiles s'y sont retirées dans l'espérance de jouir de la liberté &

ccxxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
d'y être à l'abri des persécutions qu'elles
avoient éprouvées dans leur pays natal «.

» Nous pensons que toute entreprise pour
nous dépouiller de cette liberté, est un écart
du véritable esprit de gouvernement qui doit
diriger toute législation bien ordonnée, &
tend par conséquent à détruire l'intérêt réel
& le bien d'une communauté. C'est pourquoi
nous désirons que les loix qui tendent à op-
primer des consciences timorées soient ré-
voquées, afin que ceux qui vivent paisible-
ment ne soient plus troublés ou molestés ;
mais qu'il leur soit permis de jouir des droits
& immunités que leurs peres ont achetés par
beaucoup de peines & de souffrances & de
continuer à observer exactement le devoir
essentiel des instructions religieuses & de l'é-
ducation qu'ils ont reçue dans leur jeunesse,
dont ils se détourneroient nécessairement en
se conformant à une partie desdites loix «.

» Nous espérons qu'après avoir mûrement
réfléchi sur les représentations que nous venons
de vous faire, vous pourvoirez à l'élargis-
sement de ceux qui sont présentement dans
les prisons pour le témoignage de leur bonne
conscience, & que vous empêcherez que
d'autres n'éprouvent les mêmes souffrances
à l'avenir «.

Signé par le désir de notre dite Assemblée
& icelle tenant à Philadelphie le 5 du hui-
sième mois 1778.

Nicolas WALN,

ET DE L'AMÉRIQUE. CCXXIX

Lecture faite (par l'assemblée de Pensylvanie) ordonné que ladite piece restera sur le Bureau.

Extrait des Registres.

JOHN MORRIS le jeune, Secrétaire
de l'Assemblée générale.

N°. I. *Observations d'un Américain sur cette
adresse.*

L'adresse des Quakers, inferée dans les derniers papiers publics, a excité parmi toutes les autres classes du peuple le ressentiment le plus animé qui ait jamais été occasionné par aucun écrit semblable. Quoi ! les Quakers ne sont pas contents qu'on ait eût l'indulgence de passer sous silence leur défection de l'intérêt de la vertu & de l'Amérique, leur encouragement donné ouvertement à nos ennemis, leurs insultes au moment de notre détresse ? Croyent ils que notre clémence est un effet de la timidité ou que nous avons déjà oublié leurs *témoignages* & récits insolents de souffrances supposées, qu'ils ont rédigés dans un style qui ne respirent qu'une simplicité hypocrite & insultante pour nous ? Si cela est, ils se trompent fort. Il existe des preuves capables de les couvrir de confusion & d'opprobre, sur l'indignité de la conduite que leur société, à l'exception de quelques individus, a tenue par tout où

les armes Britanniques avoient quelques succès même seulement momentanés. On peut produire des journaux d'Officiers Anglois qui font l'éloge de l'empressement avec lequel les Membres de cette société leur ont servi (a) d'espions, de guides & de correspondans. On a des preuves autentiques de nos propres Officiers & Soldats à qui ils ont donné de faux renseignemens, qu'ils ont fait tomber entre les mains de l'ennemi lorsqu'il est parti de la source d'Elk; & qu'ils ont même trompés pendant que l'ennemi étoit en possession de cette Ville. Tout cela démontre suffisamment leur aversion invétérée pour tout autre gouvernement que celui des Anglois; & que sous le prétexte d'attendre l'issue de la querelle, tout ce qu'ils font tend moins encore au succès de leurs propres vues qu'à celui de l'objet des tyrans Anglois. S'ils veulent justifier leurs procédés aux yeux de l'humanité, & s'ils sont réellement ce qu'ils prétendent être, qu'ils produisent le récit des souffrances que leur a fait éprouver l'armée Britannique. Nous savons que leurs fermes ont été pillées, que leurs maisons & même leurs personnes ont été dépouillées, & qu'on leur a enlevé leurs couvertures aux approches de l'hyver.

[a] Il y en a eu deux de pendus à Philadelphie en Septembre dernier, en vertu de l'acte passé contre les fauteurs du gouvernement Anglois, & pour trahison bien prouvée.

Qu'ils nous montrent la page des registres des souffrances où sont consignés ces outrages. S'il n'ont point d'animosité particulière & qu'ils soient réellement de bonne-foi, ils doivent avoir tenu également une note exacte des outrages qu'ils ont essuyés tant d'un parti que de l'autre. Nous n'ignorons point les invectives qu'ils ont lâchées contre les patriotes qui leur ont demandé quelques couvertures pour l'usage de nos pauvres Soldats pendant la rigueur d'une campagne d'hiver. Je désire voir dans quels termes ils ont parlé des Généraux Anglois, qui leur ont pris leurs couvertures au milieu de l'hiver pour couvrir des chevaux. — Les prétendus souffrans ont désavoué plusieurs braves gens entre eux qui avoient montré du zèle pour la cause de leur pays. Ont-ils désavoué pareillement ceux qui favorisoient nos ennemis ? Non, il n'y en a pas un seul exemple. Au moins n'en est-il parvenu aucun à ma connoissance. Bien loin de cela, chacun peut se rappeler la perfidie de l'un d'entr'eux, avec qui ils étoient dans la plus étroite liaison. Ce Quaker a cherché à faire tomber près de German-Town deux de nos Officiers de rang, avec tout leur monde, entre les mains des Anglois; & il a entretenu pour cet effet une correspondance suivie avec les Députés de cette Assemblée dans le camp de l'ennemi, à qui il a mandé qu'on pourroit agir avec sûreté d'après ses infor-

ccxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
mations. On se rappelle cette infame conduite, & l'on fait qu'ils font encore à la défavouer publiquement, de sorte qu'il est visible qu'ils favorisoient la trahison la plus lâche & un carnage prémédité. Comme les étrangers qui viennent chez nous d'Europe aussi bien que des différentes parties de l'Amérique, pourroient se laisser tromper par les principes hypocrites de ces prétendus souffrants & ignorer le plan de conduite qu'ils ont suivi invariablement depuis le commencement des contestations actuelles, je me propose, à mesure que le tems & mes occupations me le permettront, de faire réimprimer en différentes langues leurs témoignages & récits de souffrances, avec des notes critiques & explicatives, & je serai bien trompé, s'il ne faudra pas une tête mieux organisée que celle de leur Greffier & de toute leur séquelle, pour prouver qu'ils n'ont pas fait de la Religion un manteau pour couvrir le Torisme le plus outré, & de leur conscience un moyen pour se soustraire aux devoirs dont l'accomplissement fait le plus grand honneur au genre humain.

N.º II. *Lettre signée* BELISARIUS.

A l'Assemblée pour les souffrances dans la
Pensylvanie & dans le Nouveau Jersey.

Votre adresse à l'Assemblée de Pensylva-

nie contient des charges si fortes contre la législature de l'Etat, des principes si étranges, des précautions si révoltantes, que je ne puis m'empêcher de vous faire à ce sujet quelques observations.

Vous affectez dans toutes les occasions de vous servir d'un style qui donne à entendre tout ce qu'on veut, sans jamais rien exprimer clairement. Mais cela ne m'empêchera point de considérer votre adresse dans le sens que vous paroissez avoir eu intention de lui donner, sans m'attacher strictement à l'expression.

Pour répondre à votre préambule, suivant l'esprit dans lequel il est conçu, je vous demanderai la permission de remarquer que l'hypocrisie est un crime que Jesus-Christ lui-même a maudi avec une emphase particulière : que Dieu s'est réservé la punition de ce vice, parce qu'il est le seul qui puisse juger de ses degrés : & il y a lieu de croire qu'aucun châtiment, en usage parmi les hommes, ne peut être proportionné à un péché si abominable à ses yeux ; & enfin que ce n'est pas une légère offense aux yeux de Dieu, de prétendre être plus Saint que les autres hommes. C'est ce que le Christ a pareillement déclaré en communiquant avec le Publicain, qui s'avouoit lui-même pécheur de préférence au Pharisien, qui n'étoit pourtant coupable d'aucun autre crime que de s'arroger une perfection au-dessus de celle de

son prochain. Je vous rappellerai qu'une conscience qui ne permet point à un homme de remplir les obligations que son devoir lui impose, est nommée injustement une conscience timorée: c'est une conscience malade & dépravée; & il viendra un jour où ces vérités, dont sont aujourd'hui fermement persuadés tous les bons esprits, deviendront certaines & effrayantes pour quelques-uns d'entre vous. En parlant de la sorte, j'ai en vue non seulement votre adresse actuelle, mais encore plusieurs témoignages publiés par vous & par votre société, sous différentes signatures.

Vous accusez l'Assemblée d'empiéter sur la prérogative du Dieu Tout-Puissant dans le gouvernement des consciences, & vous appelez la loi du Test en témoignage de votre accusation, comme si demander & faire rendre l'obéissance à l'Etat, étoit un crime de cette nature. Mais vous paroissez avoir entièrement oublié l'acte du Test, passé par l'Assemblée de Pensylvanie en 1723, lorsqu'une pluralité considérable de la Chambre étoit composée des principaux Membres de votre société. Or dans cet acte vous prescrivez la forme du *Test* du Quaker, & l'abjuration d'une famille (les Stuarts) qui prétendoit avoir un droit à la Couronne: & dans le fait, vous y augmentez l'étendue d'actes du Parlement, qui feroient, je crois,

frémir d'horreur plusieurs d'entre vous s'ils les lisoient aujourd'hui (a).

Sur ce point, deviez-vous, comme peuple, empiéter sur la prérogative de Dieu Tout-Puissant? Si vous ne le deviez pas, sur quel fondement porte l'accusation intentée par vous contre l'Assemblée actuelle, pour avoir tenu la même conduite dans un cas semblable? Mais vous ajoutez comme une preuve aggravante, les souffrances de vos frères qui sont emprisonnés pour avoir refusé de payer les taxes imposées au lieu du service personnel dans la milice. Le droit de la défense personnelle est aussi clair & aussi évident que la clarté du Soleil dans un jour sans nuages. Tous les hommes conviennent que la force est le seul moyen de soutenir & de défendre un Gouvernement. Si vos principes religieux sont réellement de nature à ne pouvoir se concilier avec les principes sur lesquels un Gouvernement civil peut être maintenu, c'est à l'absurdité de vos principes que vous devez attribuer vos souffrances & non à la juste administration d'une loi nécessaire & également obligatoire pour tout le monde. Les conséquences résultantes de principes absurdes & déraisonnables, sont les plus puissans argumens contr'eux & les motifs les

(a) Dès l'année 1682 un *Test* fut exigé des étrangers, comme une condition indispensable pour être propriétaire de terres en Pensylvanie.

ccxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
plus déterminans pour empêcher les hommes
de persister dans de pareils principes. Pro-
fesser des opinions absurdes, n'est point un
titre pour être exempt des conséquences na-
turelles de ces opinions. Comment, au jour
du jugement, vous justifierez-vous auprès
de Dieu, d'avoir chargé Jésus-Christ d'être
l'auteur de vos erreurs à ce sujet ? C'est un
point qui mérite votre attention la plus sé-
rieuse.

Vous demandez la liberté de jouir des droits
& immunités acquis par vos peres au prix de
souffrances & de difficultés. Quels sont ces
droits ? Aviez vous acheté un droit aux pri-
vileges de citoyens libres, & pouvez-vous
en jouir sans être obligés de donner à vos
concitoyens la même protection qu'ils se sont
engagés à vous donner ? Prétendez-vous jouir
d'un droit à la protection du Gouvernement,
sans partager les dépenses & les dangers pour
la défense de ce Gouvernement ? Si vous avez
en effet acquis un pareil droit, de qui le tenez-
vous ? Il n'y a que Dieu qui ait le pouvoir
de vous le donner. Jusqu'à ce que vous ayez
quelque preuve claire qu'il vous a fait cette
concession, vous ne ferez jamais soufferts dans
aucune société civile sur une prétention aussi
déraisonnable. Le Ciel est trop juste pour
vous accorder, sans dépense, sans dangers,
sans fatigues, ce qu'il ne donne aux autres
qu'au prix de tous ces sacrifices. Tant que
je me rappellerai la perte d'un frere & d'un

fils chéri dont le sang a été répandu dans
 la guerre actuelle pour la liberté civile &
 religieuse : jusqu'à ce que j'aie oublié l'ap-
 pui que vous avez donné aux moyens de
 violence & de sang employés par le Roi de
 la Grande-Bretagne pour nous dépouiller de
 ces biens inestimables : enfin tant que je
 penserai aux difficultés & aux découragemens
 que vous avez suscités à ceux qui les ont dé-
 fendus , vous aurez beau vous prétendre au-
 torisés à jouir des mêmes libertés que nous ,
 je regarderai toujours une telle prétention
 comme illusoire & absolument déstituée de
 fondement : & pour me servir de ces ex-
 pressions naïves dont vos ancêtres tiroient
 tant de vanité , je l'appellerai une prétention
 folle , insolente & impudente. Il y a une
 différence énorme entre un droit & l'indul-
 gence dont la politique peut user à votre
 égard.

C'est encore un point qui mérite votre
 considération la plus sérieuse , de décider si
 vous êtes Membres d'aucune Société *civile*.
 Permettez moi d'établir la question. Au com-
 mencement de la dispute actuelle , vous étiez
 sujets de la Grande-Bretagne , & vous aviez
 des droits communs avec les autres sujets de
 ce Royaume. La Grande Bretagne a essayé
 de priver les peuples d'Amérique des droits
 qui leur étoient donnés par la Constitution.
 L'Amérique s'est opposée à ses efforts , elle
 a abjuré ses liaisons avec ce Royaume , & elle

ccxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
a formé un nouveau Gouvernement. Actuellement si vous restez sujets de la Grande-Bretagne, vous devez allégeance à son Roi : vous êtes par conséquent les ennemis de ces Etats ; & en cette qualité vos biens doivent être saisis au profit de l'Etat de Pensilvanie. Vos réclamations doivent s'adresser à Georges III, & non à l'assemblée de Pensilvanie.

Si vous êtes séparés de la Grande-Bretagne & que vous n'ayez formé aucune autre liaison, vous n'appartenez ni à cette Puissance, ni à l'Amérique. Vous êtes dans l'état de nature & vous n'avez aucuns droits civils. Il vous reste à vous les procurer aux conditions les plus avantageuses qu'il vous sera possible. Le peuple de cet Etat vous a proposé un pacte égal de sûreté & de défense. Votre réponse est « que vous ne pouvez contracter aucun engagement comme parties, dans l'état d'incertitude où sont actuellement les affaires publiques ». Vos principes ne vous le permettent point. C'est qu'apparemment ils vous obligent de commencer par vous tenir à l'écart & de finir par vous joindre au plus fort. Dieu & les hommes jugeront de ces principes & de leurs conséquences ; & ils les auront également en horreur. Pour votre propre intérêt, pour celui de vos enfans, considérez le danger de persister dans une pareille conduite.

Les principes que vous professez doivent

non seulement anéantir pour vous toute prétention au droit de Citoyen & de l'Etat; mais encore ils imposent à la législature l'obligation d'empêcher, autant qu'il sera possible, que vous n'empoisonniez l'esprit de la Jeunesse de principes si destructifs de la société humaine. En conséquence cette précaution est non-seulement juste, mais nécessaire, relativement aux Maîtres d'Ecole; & la loi ci-dessus mentionnée démontre que telle est l'opinion de votre propre Secte, relativement aux Catholiques Romains.

D'après les expressions dont vous vous servez pour recommander à la Chambre de prendre en considération la charte du dernier Gouvernement de Pensilvanie, je suppose que votre dessein est d'insinuer que cette charte contient des privilèges que l'on ne trouve point dans la Constitution. Je fais fort bien que vous n'osez pas avancer ouvertement cette assertion. Car il ne faut que jeter les yeux sur cette charte, pour voir que tous les privilèges qu'elle contient sont continués ou augmentés dans la présente forme de Gouvernement; à moins toutefois que vous ne jugiez à propos de regarder les points suivans, comme des privilèges que vous êtes dans l'intention de soutenir, savoir :

La négative du Propriétaire (de la Pensilvanie) & celle ensuite de la Grande-Bretagne, par rapport à quoi chacun d'eux (le Propriétaire & la Grande-Bretagne) est le

ccxi AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
maître de nous vendre la loi le prix qu'il
veut y mettre.

Le droit expressément réservé au Parlement, de taxer les peuples de Pensilvanie sans leur consentement.

Le droit du Propriétaire de nommer des Juges tenant leurs commissions à volonté, & de prononcer sur les objets en discussion entr'eux & vous.

Le droit dans la Grande-Bretagne, de limiter vos Manufactures pour l'accroissement de la navigation & de son commerce.

Si ces choses & autres semblables sont des privilèges, on est forcé de convenir qu'ils ont été rejettés avec dédain; mais s'ils ne sont pas des privilèges, l'insinuation est aussi déplacée qu'injuste. En examinant cette partie de votre adresse, une difficulté m'embarrasse, c'est de savoir si je dois la regarder comme un effet de votre ignorance, où comme une preuve que vous refusez absolument le sens commun au Sénat auguste qu'il vous plaît d'appeler « l'assemblée de Pensilvanie » en supprimant le caractère essentiel & le titre ordinaire de cette honorable Chambre, savoir « les Représentans des hommes libres de l'Etat ».

Mais il est probable que vous avez eu en vue certains avantages à tirer de l'effet de ces insinuations sur les esprits de ceux de votre Société qui sont mal informés, qui peuvent conserver une partialité réelle quoiqu'injuste

qu'injuste pour l'ancien Gouvernement, & qui semblent croire qu'en votre qualité de Quakers, vous avez droit à des privilèges de la chartre qui ne sont point communs à toutes les especes de Chrétiens. Si elle eût réellement contenu quelque clause de cette espece, tout le monde s'en seroit moqué.

Vous affectez trop de parler de vos ancêtres les Quakers, comme des seuls Emigrans qui aient formé cet établissement & qui l'aient fait prospérer; c'est à tort que vous paroissez fonder quelques prétentions sur cette circonstance. Mes Auteurs se sont établis ici d'aussi bonne heure qu'aucun des vôtres; & cependant ils n'étoient point Quakers. Il y a mille autres personnes dans la même circonstance que moi à cet égard.

Quelles sont les personnes que vous représentez? on fait très bien que vous ne représentez pas la Société entiere des Quakers. Il y a parmi eux plusieurs milliers d'hommes remplis des sentimens les plus généreux & les plus patriotiques, qui réclament contre le titre de leurs Représentants que vous vous arroyez, & qui désapprouvent hautement la conduite que vous avez tenue pendant tout le cours des troubles actuels. Le Public seroit fort aise de vous voir publier une Liste de ceux que vous vous dites représenter. Cela fourniroit à ceux qui désapprouvent votre conduite & qui ont assez d'honnêteté & de courage pour la désavouer, une belle occasion

de persévérer dans leurs sentimens; d'un autre côté, ceux qui pensent comme vous, auroient alors tout le mérite dû à leurs opinions. Il faut les faire connoître, & je suis persuadé qu'ils vous sauront assez peu de gré du rôle que vous avez joué en leur nom.

Si l'assemblée générale passoit une loi pour dispenser les Membres de votre Société de prêter le serment du *Test*, ou de payer une taxe pour s'exempter du service de la Milice, tandis que tous les autres habitans sont assujettis à l'une ou l'autre de ces obligations, elle s'écarteroit d'autant plus du véritable esprit du Gouvernement, qu'elle violeroit la Constitution & les droits du Peuple, qu'elle manqueroit à la confiance qu'on a mise en elle, & qu'elle commettrait un acte impardonnable d'extravagance & d'iniquité: ce qui est certainement bien loin de ses intentions.

J'ai réellement pitié de celui que vous avez engagé à signer votre adresse au nom de votre assemblée. Il a toujours été l'objet de ma vénération; & je ne voudrois pas, sans nécessité, me permettre un mot qui pût lui causer un moment de chagrin. Mais vous n'ignorez-pas que son jugement autrefois si net, a éprouvé quelque altération physique. La complaisance qu'il a eue de se prêter à vos desirs dans cette circonstance, prouve que sa tête n'est pas encore bien rétablie. C'est une cruauté de votre part de lui avoir forcé

la main pour signer cette adresse. Mais la faute en retombera sur vous, & non sur lui, car il est innocent.

Il est d'usage de mettre son nom au bas des écrits consacrés à l'utilité publique. D'ailleurs comme l'adresse est signée & avouée, l'Auteur des observations que l'on vient de lire, ne veut point rester caché, tandis que son Antagoniste se montre à découvert. En conséquence il a laissé son nom à M. Dunlap (l'Imprimeur de cette Feuille), pour être communiqué à tout Membre de votre assemblée qui le demandera de votre part, & qui laissera le sien à M. Dunlap.

N°. III. *Autre Lettre signée PHILADELPHIENSIS.*

A l'assemblée pour les souffrances dans la Pensilvanie & le Nouveau Jersey, en faveur de la Société du peuple appelé Quaker.

Votre dernière adresse à l'assemblée de la Pensilvanie, dans laquelle vous demandez des exemptions & des privilèges particuliers pour votre Société, est d'une nature trop sérieuse pour ne pas fixer l'attention générale, & pour ne pas fournir matière à la plus rigide censure. Ne soyez donc pas surpris si on attaque cette adresse de tous côtés. Il est de l'intérêt & même du devoir de tout Membre honnête de la communauté, de démontrer la fausseté de vos raisonnemens, & de

faire voir à l'Univers que quels que soient les principes dont vous faites profession, loin que votre conduite résulte de ces principes, elle se règle entièrement sur le tems & les circonstances. Il seroit très-facile de prouver la légitimité d'une Guerre défensive, même d'après l'Ecriture-Sainte, pour laquelle vous affectez d'avoir tant de vénération: nous y voyons en effet qu'elle est souvent encouragée & ordonnée par Dieu lui-même, qui, en toute occasion, a été l'allié de son peuple tant qu'il a continué de marcher dans les sentiers de la vertu; & que Dieu a daigné même donner le signal de l'attaque & des instructions particulières pour la conduire. Mais il n'est pas besoin de ces preuves, parce que la légitimité d'une Guerre défensive est reconnue par tout ce qu'il y a d'hommes civilisés sur la terre, à l'exception de vous & de deux ou trois autres Sociétés peu considérables, qui ne jugent que d'après de fausses connoissances, ou qui ne sont gouvernées que par des principes de politique charnelle ou de poltronerie. Vous établissez modestement une opinion contraire à celle de presque tout le reste du monde; & vous demandez à être exempts de toutes les dépenses & fatigues auxquelles on est nécessairement exposé dans une guerre, tandis qu'en même tems vous prétendez à la jouissance de tous les privilèges, de toutes les libertés, & de toute la sûreté pour les personnes &

les propriétés qui coûtent si cher aux autres. Quel est le motif dont vous appuyez de si étranges prétentions ? c'est toujours cette pauvre conscience dont vous ne pouvez pas, dites vous, étouffer la voix !

Hé bien, laissez-moi examiner de près votre conscience. N'ayez point peur. Je ne veux point lui faire de violence ; mais de même qu'on peut connoître l'arbre par son fruit, il est possible de connoître la conscience par les actions qu'elle suggere ou qu'elle permet. Vous dites donc que cette conscience ne vous permet point de porter les armes, de trouver ou de payer un substitut pour cet objet, de payer les taxes pour faire la guerre, enfin de rien faire ou rien dire qui tende à exciter une guerre ou à la continuer si elle est commencée. C'est ce que vous avez toujours prétendu ; & toujours vous avez pris grand soin de mettre en avant vos dispositions pacifiques. On a entendu même tout récemment, lorsque votre adresse fut présentée à la Chambre, un des *Amis* qui faisoit partie du cortège, dire que si soulever une paille pouvoit faire tort à l'Amérique, les *Amis* ne le feroient point ; cette protestation rappella à la mémoire de l'un d'eux un événement dont il a été témoin, & qu'il rapporta à peu près dans les termes suivans.

« Tandis que l'armée Angloise étoit en cette Ville, un Soldat de cette armée passant derrière ma maison, vit du bois que je

venois d'acheter & en prit une buche. Je lui demandai ce qu'il vouloit faire de cette buche. Alors il la jetta par terre, & me demanda s'il pouvoit la prendre; j'y consentis, mais à condition qu'il me diroit à quel usage il la destinoit. Il répliqua qu'elle paroïssoit propre à se bien fendre, & qu'il en feroit de bons cerceaux de cantine; sur quoi je lui dit: quand j'ai consenti à te donner cette buche, j'ai supposé que tu en avois besoin pour ton chauffage ou pour quelqu'autre nécessité de la vie. Mais comme j'apprens que ton dessein est d'en faire des *ustensiles de guerre*, tu ne l'auras pas de mon consentement. Et en effet, le Soldat ne l'emporta point ».

Je n'avois jamais entendu dire qu'une *cantine* fût un *ustensile de guerre*; je suppose qu'elle ne l'a été que depuis la *bataille des Caques*; cela soit dit en passant.

Après avoir établi clairement vos principes d'après votre conscience, examinons actuellement votre conduite; je veux dire, celle de la Société à laquelle vous appartenez. Il fut un tems où une assemblée de *Quakers* de cette Province passa une *Loi de Milice*. Dans ce tems-là les *principes* des *Amis* étoient aussi purs qu'ils le sont aujourd'hui: leurs *protestations* étoient les mêmes; & cependant, malgré ces principes & ces protestations, cette assemblée passa cette loi dans l'intention expresse de faire la guerre. Beaucoup de gens encore vivans, & de cette Ville, ont été té-

moins de la conduite de votre Société dans l'affaire de *Paxton*. La maison où vous vous assemblez, rue du Marché, fut le lieu du rendez-vous; on y garda les provisions & les munitions pour les Soldats. Les *Quakers* alors, par forme de protection & d'encouragement, leur fournirent du vin & des liqueurs fortes. Plusieurs de la Société prirent les armes en cette occasion : un de vos Membres porta si loin le zèle, qu'au lieu d'un fusil, il en portoit deux. Voilà pour les anciens tems.

Quelle a été votre conduite depuis que la guerre actuelle est commencée : lorsque nous avons eu besoin de votre assistance, vous nous avez dit les mêmes choses que vous nous répétez aujourd'hui : vous nous avez parlé de vos principes pacifiques, de votre témoignage donné contre les guerres & les combats, des liens qui vous attachoient à une vie paisible & tranquille, &c. &c. Mais au lieu de suivre ces principes & ce (a) témoignage qui vous auroient fait tenir la neutralité la plus stricte ; vous avez publié des témoignages factieux, & tournés assez artificieusement pour en imposer aux gens simples sur votre neutralité, mais par lesquels les Chefs de votre Société étoient induits à se déclarer contre nous & en faveur de nos ennemis. La con-

(a) Ce terme pour les *Quakers* tient lieu de celui de serment.

duite de plusieurs de vos Chefs fut si révoltante, que pour la sûreté de la République, on crut ne devoir plus les laisser vivre au milieu de nous, & qu'en conséquence ils furent bannis à Winchester dans la Virginie.

Lorsque l'armée *Angloise* a eu besoin de votre assistance, vous la lui avez donnée. Nous savons par des personnes qui étoient alors dans cette Ville, que ses Soldats étoient sur le point de se mutiner faute de paye. S'ils en fussent venus à cette extrémité, la guerre auroit été bientôt terminée; mais pour prévenir un tel événement, beaucoup de Membres de votre Société fournirent à l'armée *Angloise* une somme d'argent considérable, ce qui la sauva de l'embarras où elle se trouvoit. Dans cette circonstance, qu'étoient devenues vos *consciences timorées*? Certes, on ne pouvoit pas ignorer que l'armée avoit besoin d'argent pour des *projets de guerre*, & cependant votre conduite alors ne nous fit rien voir « de cette adhérence constante aux principes pacifiques & de ces promesses de ne point se mêler de guerre ni de combats, fondés sur les préceptes & les exemples du Prince de paix ».

Etoit il, dans vos principes de paix, de servir de *Pilotes aux vaisseaux ennemis*, dans l'intention expresse de leur montrer où étoient les Américains pour qu'on pût les tuer? Non certainement. C'est pourant ce qu'ont fait plusieurs gens de votre société, & je ne dis

point ceux de la p'us basse classe ; mais quelques-uns des plus notables. Un d'eux, de la province de Chester, est aujourd'hui en prison dans cette Ville pour cet horrible crime, & la preuve est donnée sous serment par une des personnes même à qui il a servi de Pilote.

Lorsque pour la première fois on donna cours au papier monnoie continental, plusieurs de vos Membres s'excuserent d'en recevoir parce que ce papier circuloit pour *des projets de guerre* : en cette occasion ils alléguèrent encore leur conscience ; mais vous tous dans ce moment-ci, n'en recevez-vous pas journellement, sans alléguer de pareils motifs & sans avoir le moindre scrupule sur la chose ? A présent, comparez ces traits incontestables de votre conduite & beaucoup d'autres dont vous pouvez aisément vous ressouvenir, avec les principes que vous avez uniformément affichés comme étant ceux par lesquels vous devez vous gouverner ; & dites nous s'il est bien étonnant que certaines gens regardent votre témoignage comme un masque dont vous couvrez vos desseins infidieux, & votre Religion comme n'étant autre chose qu'un système de politique & de commerce.

Mais en supposant que vous soyez aussi bonnes gens que vous le prétendez, pouvez vous nier que vos principes ne tendent directement à la destruction totale de tout gouvernement, & que ce ne soit envain que

vous voulez acquérir des propriétés , puisque ne pouvant pas les défendre , elles sont sujettes à être enlevées par le premier usurpateur ? Peut être esperez - vous que vos propriétés seront défendues par d'autres dont les principes ne répugnent point à faire la guerre ; mais vous êtes donc bien injustes & bien peu généreux de souffrir que d'autres protègent votre propriété à leurs dépens & au risque de leurs vies. D'ailleurs d'après vos principes , il ne vous est pas permis de posséder aucune propriété qui ait été laissée en vos mains par le moyen d'une guerre ; cependant je suis très-porté à croire que vous auriez beaucoup de répugnance à la rendre , & que si l'Etat vous en retenoit une partie , comme droit de *Salvage* vous en feriez note dans le livre des *souffrances*.

A présent , dites-moi , sur quel principe vous avez présenté une adresse à l'Assemblée ? La regardez - vous comme *représentant légalement le peuple* ? Si vous la croyez telle , vous devez vous soumettre patiemment & en silence à toutes les loix qu'il lui plaît de faire , vous souvenant qu'elle tient ses pouvoirs de Dieu , & qu'en qualité de Chrétiens vous êtes obligés de vous soumettre à toutes les loix de l'homme pour l'amour de Dieu. Si vous ne considérez point cette Assemblée comme représentant le peuple , vous avez tort de vous adresser à elle , parce que par-là vous paroissez du moins la reconnoître pour

nos Représentans légaux & légitimer son usurpation & sa tyrannie, ce qui est un péché de votre part. Enfin vous tombez dans tant d'inconséquences & d'absurdités, qu'il faut absolument que je croye ou que vous n'avez point du tout de principes, ou que vous en changez à toute heure. Si vous tenez à quelques principes, soyez y fidelement attachés & cessez de vous rendre méprisables par une conduite qui y répugne & par une duplicité qui sent trop la servitude.

Le 15 Août 1778.

Un Habitant de Philadelphie.

LES pieces que vous venez de voir, Monsieur, peuvent suffire pour vous faire connoître la grande querelle qui agite aujourd'hui la Pensylvanie & quelques portions des Etats de Jersey & de Maryland. Vous jugerez sûrement, comme moi que ces Quakers sont une espece bien dangereuse pour un Etat menacé ou agité de quelques convulsions. Quelques bonnes gens qu'ils puissent être en tems de paix, je ne fais si un Gouvernement quelconque pourroit, en bonne politique, s'exposer à tout le mal que leurs principes peuvent lui faire dans un moment de danger, pour profiter de l'utilité qu'il y a à tirer d'eux quand tout est parfaitement calme & tranquille. Si les gens d'Eglise, si les Juifs ne prennent point parti dans les

troupes du Souverain chez lequel ils vivent ; au moins ils contribuent de leur argent au succès de ses armes , & ils y joignent le concours de leurs prières & de leurs vœux. Mais les Quakers ne veulent pas plus qu'on satisfasse pour eux à ce devoir , qu'ils ne veulent y satisfaire eux-mêmes. Combien de Monarchies ou de Républiques , qui se sont heureusement soutenues jusqu'à ce jour , auroient subi le sort le plus déplorable de la part de l'injustice ou de l'ambition , si elles n'eussent eû que des Quakers pour défenseurs ! Je ne vois qu'une Puissance sur terre à qui il puisse convenir d'avoir sous ses loix un peuple ainsi constitué : c'est la Russie ; parce qu'elle pourroit en fonder une Colonie à plusieurs milliers de lieues du bruit des armes , & hors de la portée même de s'apercevoir des secousses qui ébranlent quelquefois cet Empire. A des gens qui ne veulent rien rendre au Gouvernement dont la protection les fait jouir du bonheur d'exister , il importe fort peu de savoir par qui ni comment ils sont gouvernés. La Sibérie est la vraie patrie des Quakers.

J'ai vû depuis peu une lettre écrite de Lancastre en Pensylvanie , par laquelle on mande que malgré la rigueur dont le Congrès est obligé d'user envers ces sectaires , ils refusent opiniâtrément de prêter le serment du *test* ou d'allégeance au Congrès , & d'abjuration du Gouvernement Britannique. Leur

Convention générale assemblée à Philadelphie a publié une déclaration , portant qu'ils ne peuvent point se soumettre aux réquisitions du Congrès , ni se mêler en aucune manière d'élever ou d'abattre un Gouvernement : qu'ils ne s'uniront point à l'esprit de contention & de querelle qui règne actuellement en Amérique ; & qu'ils espèrent qu'une paisible uniformité animera tous leurs frères au milieu des désordres qui agitent les différentes parties de ce continent.

Ils ne peuvent pas se déclarer en termes plus exprès les ennemis des Etats-unis. Certes l'Angleterre auroit lieu de se repentir de n'avoir point encouragé l'accroissement de cette secte , au point d'en faire la Religion dominante en Amérique , si elle n'avoit pas éprouvé dans les autres guerres soit contre la France soit contre les Sauvages , les fâcheux effets de sa suspecte neutralité.

Dans le tumulte dont le triomphe de Keppel vient de remplir la ville de Londres , les Américains ont été un peu vengés de leurs griefs contre les *Quakers* & leurs dangereux principes , dont la populace Angloise s'est fait justice elle-même. Suivant leur usage , aucun d'eux n'avoit voulu illuminer ses fenêtres , par la raison qu'il n'y avoit point d'ordre supérieur pour le faire , & que c'étoit obéir au caprice d'une multitude insensée. Cette multitude a cassé toutes leurs vitres , parce qu'il ne lui convient point de s'ex-

pliquerautrement, & que peut-être elle ignore jusqu'aux raisons dont elle pourroit justifier ses procédés arbitraires. Car elle eût pû répondre que dans de pareils cas, aucune loi n'ordonne de résister à la violence, lorsqu'on peut la satisfaire par une action indifférente : que son motif étoit louable, & qu'en se mutinant contre elle on risquoit imprudemment de l'irriter : qu'il est des occasions où les citoyens se doivent entr'eux l'expression spontanée de leurs sentimens : que le refus de mettre une chandelle à sa fenêtre, indique une mauvaise volonté, pareille à celui de s'unir par des cris de joie à ceux du peuple, dans les momens qui ne permettent point à la joie de chacun de se concentrer. Toutes ces raisons & quelques autres, ayant été signifiées aux Quakers par des grêles de pierres, il leur en a coûté beaucoup plus que des chandelles pour se garantir des injures de l'air. Quoiqu'ils se fassent un cas de conscience de payer la dixme, car les Curés ne peuvent la lever sur eux que par exécution, ils se font vûs obligés d'en payer une très-forte aux Vitriers pour rétablir leurs fenêtres, dont le montant, il est vrai, leur sera remboursé, sous le titre de souffrances, par les collectes annuelles de leur Société. Les plus considérables d'entr'eux ont porté leurs plaintes au corps du Magistrat de Londres ; mais il leur a été répondu qu'on ne pouvoit point prendre connoissance de leurs griefs ; & qu'ils

n'avoient que ce qu'ils avoient mérité par leur ridicule opiniâtreté.

Je dois pourtant avouer, Monsieur, que ces griefs des Quakers ne sont pas tout-à-fait dénués de raison. Comme il les ont exposés dans les papiers publics, j'en ai relevé quelques traits auxquels je n'ai point pû refuser mon suffrage. Je vais vous rapporter les plus frappans : c'est un Quaker qui parle : » Nos ancêtres n'ont jamais cessé de guéroyer pour la vérité & le bon sens, contre les innovations, l'inconséquence & la fausseté : plusieurs de leurs successeurs sont enrôlés de bonne-foi dans la même cause ; & assurément il faut un courage plus qu'ordinaire, pour y rester fermement attaché, & sur-tout quand on a en tête de pareils adversaires «.

» On devroit plutôt nous louer & nous récompenser de la résistance que nous opposons aux volontés d'une populace tumultueuse, qui met le désordre à la place de l'ordre par-tout où elle se porte. Nous méritons des indemnités & non pas des insultes & des reproches. Ce n'est point ainsi que des amis de la paix, de la vertu, de la règle & de tous les heureux fruits de la civilisation auroient été traités à Sparte & à Rome où qu'ils le seroient dans d'autres Etats modernes, qui savent apprécier les vraies qualités sociales «.

» Nous devons, dira-t-on, nous joindre aux démonstrations publiques de joie, excitées par la glorieuse justification de l'Amiral Kep-

pel. Mais est-on certain que cette joie ait été plus réellement sentie par tous ceux qui ont éclairé leurs fenêtres, que par nous, qui avons refusé de le faire ? Personne n'a vu cet heureux événement avec plus de plaisir que nous. L'innocence reconnue, la justice rendue à un grand homme, est-il rien de plus capable de remplir de contentement & d'admiration des cœurs sur qui la vertu a les plus grands droits ? «

» Mais j'oserais demander ce qu'il y a de commun entre des illuminations accompagnées d'explosions de poudre, plus ou moins bruyantes, & la joie parfaite du cœur. Est-ce que dans une Ville bien policée, il devrait dépendre d'une populace aveugle & ivre, de régler à son gré la manifestation de cette joie ? Faut-il qu'elle éclate en mettant dans les plus grands risques les malades, les infirmes, les vieillards, suivant le caprice d'une troupe de séditieux ou de gens mal-intentionnés ? «

» Si je considère la chose sous le côté politique, est-il rien de plus absurde qu'une pareille conduite ? Nos ennemis ne manqueront pas d'observer que nous sommes bien avides des occasions de nous réjouir. C'est que les Anglois, diront-ils, ne connoissent gueres encore les douceurs de la victoire. S'ils avoient eû des triomphes plus fréquens ou plus importans, on ne les verroit pas saisis d'une si extravagante frénésie, parce que

Keppel

Keppel l'emporte sur Palliser. Nous avons fait plus de folies pour cet événement purement intérieur, que pour la prétendue victoire du 27 Juillet qui y a donné lieu. Il étoit si peu clair alors que nous eussions battu les François ; & au contraire il paroïssoit si évidemment que c'étoit notre armée qui avoit été battue , que la nouvelle en fut accueillie de la ville de Londres presque avec indifférence, en comparaison au moins des transports où nous a jettés l'issue d'un immense procès, qui aux yeux de tous les gens raisonnables ne fait que rendre la chose encore plus problématique , si même elle ne fait point le plus grand tort à la réputation de l'Amiral Keppel. En effet , puisqu'il est démontré qu'au premier choc il avoit battu l'armée navale de France , il s'ensuivroit qu'il mérite la mort pour n'avoir pas accepté le combat qu'elle lui a présenté dans l'après midi , après lui avoir laissé l'avantage du vent , & pour avoir remis la partie au lendemain. On ne peut le justifier qu'en disant qu'une partie de son escadre étoit trop maltraitée ; mais je répondrai que pour une victoire semblable , il ne faut point faire briller une Ville comme un Soleil , & qu'on auroit pû faire de l'argent qui y a été employé , un usage tout à la fois plus raisonnable & plus digne de l'Amiral Keppel. Londres compte environ cent trente mille maisons. Si on a brûlé aux fenêtres de cha-

cune pour un shelling de chandelles, la dépense des illuminations aura été de six mille livres sterling, dans lesquelles je ne comprends point celle des vitres cassées. Il y avoit certainement bien des manieres plus sensées d'employer cette somme, quand ce n'eût été qu'en gratifications pour les pauvres matelots que le feu des François nous a estropiés, & à qui une telle douceur persuaderoit qu'ils sont sortis vainqueurs du combat, bien plus efficacement que les petards & les fusées dont leurs oreilles ont été fatiguées & peut-être blessées. Il me reste une question à faire pour mon instruction. Nous n'avons pas eu toujours des vitres à nos fenêtres : ce fut, je crois, sous le règne d'Elisabeth, qu'en commença l'usage. Elles ne furent connues que quand le Duc de Buckingham, à son retour de Venise sous Charles II, eut introduit chez nous la premiere manufacture de verrerie. Je voudrois savoir comment, avant ce tems-là, le peuple d'Angleterre faisoit éclater son contentement, puisqu'il n'y avoit point de vitres à casser ? «

» Que nous sommes petits, ridicules & absurdes dans nos transports de joie, si nous les comparons avec les ovations & les triomphes des Romains ! «

Signé W. PENN.

*Remarques historiques sur les derniers Conseils
de guerre dans la Marine*

» Au commencement de l'avant dernière guerre, les Amiraux Mathews & Lestock eurent du dessous dans une affaire qui se passa dans la Méditerranée. Ils s'accusèrent mutuellement : Lestock, comme Officier inférieur, fut interdit & envoyé à Londres par l'Amiral Mathews son supérieur. Un Conseil de guerre tenu pour les juger, déchargea honorablement Lestock qui ne s'étoit point battu. Matthews qui s'étoit battu fut condamné. Le Roi George II est mort sans avoir jamais pu comprendre ce paradoxe naval «.

» L'Amiral Byng essuya pareillement un échec dans la Méditerranée au commencement de la guerre dernière : du moins il ne réussit point dans l'expédition pour laquelle il étoit envoyé. Il eut l'imprudence de donner les plus grands éloges à la bravoure de l'Amiral (West) qui commandoit sous ses ordres, de sorte que tout le poids de l'accusation tomba sur Byng, qui fut condamné par un Conseil de guerre à être fusillé. L'arrêt de mort fut exécuté ; quoique jusqu'à présent aucun homme sensé & impartial n'ait jamais pu trouver la cause d'un pareil jugement, soit dans les pièces de son procès, soit dans les mémoires du tems «.

cclx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Le Capitaine Brereton (a) est le seul homme vivant qui ait été jugé deux fois par un Conseil de guerre. Le premier fut tenu il y a plus de vingt ans dans l'Inde par cinq capitaines : & l'autre l'année dernière devant Falmouth , par trois Amiraux & dix Capitaines. Dans tous les deux il a eu la mortification de voir sa conduite blâmée. Il est pourtant difficile de trouver les motifs de sa condamnation dans les écrits qu'il a publiés pour sa justification «.

Il convient de garder le silence sur le procès de l'Amiral Keppel jusqu'à ce qu'il soit imprimé avec permission. C'est alors que le public pourra en parler avec connoissance de cause «.

On en imprime deux éditions qui seront les seules dignes de foi. L'une par la permission de l'Amiral Keppel , chez le Libraire *Almond* : c'est celle de *Blanchard* & non de *Blandemore* : l'autre par ordre de l'Amirauté , chez le Libraire *Cadell*. C'est celle - ci , dont la copie doit être produite devant le Parlement. La minute est de 1300 pages *in-folio*. On voit par cette maniere de penser des Anglois , & par le parti qu'ils prennent d'attendre les éditions annoncées de ce fa-

(a) C'est le Commandant du vaisseau le *Duc* , de 90 canons , qui ne donna point dans l'affaire du 27 Juillet dernier. Il a été condamné pour négligence de ses devoirs occasionnée par son ivrognerie.

meux procès , que tout ce qui en a paru jusqu'ici ne mérite aucune confiance.

Etat des Anglois à la Nouvelle-York vers la fin de Décembre 1778.

De Boston le 11 Janvier 1779.

Jeudi dernier , quatre de ce mois , est arrivé ici de New-York , & en dernier lieu de New-London , le Capitaine Burke , qui avoit été dépêché à New-York par notre Bureau de la Marine sur un vaisseau Parlementaire , ainsi que le Capitaine Greely de cet Etat. Le premier étoit à bord d'un schooner & a amené soixante-sept Américains prisonniers. Le second étoit sur un senau , & en a conduit plus de deux cents à New-London. Nos malheureux Compatriotes sont revenus dans un état de maladie & de langueur , bien propre à confirmer tout ce qui a été dit de l'inhumanité avec laquelle les Anglois ont traité leurs prisonniers. Pouffés pour la plupart par des motifs de vengeance , & entraînés par une cruelle politique , ils faisoient mourir ces prisonniers faute d'air & de nourriture , pour les forcer d'entrer à leur service. Cette barbarie a été exercée par les Officiers Anglois dès le commencement de cette guerre , qui imprimera une tache éternelle sur le caractère de la Nation Angloise. On s'étoit persuadé que la conduite toute différente des Etats-unis envers les Anglois nos prisonniers,

& la douceur sans exemple avec laquelle nous les avons tous traités, auroient à la longue touché le cœur de nos ennemis & les auroient fait changer de conduite à l'égard des malheureux Américains, bien malheureux en effet d'être livrés à la merci d'un ennemi si féroce. Mais rien n'a pu amollir son ame farouche. Le Lord Howe a été tout aussi cruel envers eux, qu'aucun autre Commandant Anglois; & malgré toutes ses prétentions à une générosité & une humanité peu communes, il a souvent fait voir qu'il avoit un cœur dur & dénué de tout sentiment de compassion.

Le Public aura bientôt une Relation détaillée de toutes ces choses : alors il jugera de la différence qu'il y a entre les procédés de la Grande-Bretagne & ceux de l'Amérique; & il sera en état de rendre justice aux caractères particuliers des Officiers généraux, employés respectivement par ces deux Puissances.

Plusieurs de nos Compatriotes qui sont venus à bord du vaisseau Parlementaire dont il vient d'être question, confirment les nouvelles que nous avons déjà reçues, savoir, que le gros canon avoit été retiré de New-York & envoyé en Europe sur deux grands vaisseaux chargés d'artillerie. Ils nous apprennent aussi qu'une grande partie des troupes que la Grande-Bretagne y avoit à son service, ont été embarquées pour les îles d'Amérique sous les ordres du Général Grant :

qu'un autre corps sous le commandement du Colonel Campbell (celui qui a été prisonnier pendant plusieurs mois dans cet Etat), paroissoit destiné pour la Floride.

Ils ajoutent que l'armée & la flotte Angloise étoient réduites depuis quelque tems à demie ration, à cause de la rareté des provisions: que beaucoup des vaisseaux de provisions envoyés d'Europe avoient manqué: qu'on présumoit que quelques-uns d'eux avoient été pris en quittant les côtes d'Irlande ou d'Angleterre, par des vaisseaux François ou Américains: que le bruit couroit à New-York & qu'on y croyoit que le Comte d'Estaing en avoit pris sept ou huit: qu'un gros vaisseau munitionnaire avec un assortiment de dix-sept voiles neuves & d'agrès en proportion avoit échoué à huit lieues au sud de Sandy-Hook: que nos gens en avoient recueilli une grande partie: que les ennemis regardoient cette perte comme la plus considérable de cette espece qu'ils eussent faite pendant la guerre: qu'il y avoit à New-York sept vaisseaux de guerre Anglois, de différentes forces, sans mâts, dont deux vaisseaux de ligne: que parmi les autres vaisseaux de force inférieure se trouvoient le *Tartar* & le *Perseus*: qu'on manquoit d'agrès & de mâts pour réparer ces vaisseaux: que les cables, même ceux de qualité & de force inférieures, étoient très-rares & fort chers: que quoiqu'on eût pris pour le service public tout vaisseau qui pouvoit porter cent hommes,

on ne pouvoit pas trouver la moitié de ce qu'il en falloit pour embarquer les troupes, le bagage, les marchandises, les Torys, &c. qu'il y auroit à retirer de New-York en cas d'une évacuation: que probablement c'est ce qui a empêché que jusqu'ici cette évacuation n'ait eu lieu: que le beurre coutoit trois sous sterling la livre: les coqs d'inde le même prix, & le beuf trois schellings argent du pays: que les étoffes, &c. étoient également à un haut prix, parce qu'il y en avoit peu & d'une qualité inférieure: que le reste étoit en dépôt dans les Magasins, en attendant la première occasion de le transporter dans quelqu'autre lieu, les Torys désespérant de garder long-tems cette place: que cependant ils parloient avec plaisir de plusieurs moyens dont ils avoient profité pour vendre quelques-unes de leurs marchandises sur le continent, & particulièrement dans le Connecticut, en les faisant passer par Long-Island: que les ennemis faisoient quelquefois sonner leurs bourses en présence des prisonniers Américains, & leur disoient « ceci commande à votre pays & nous procure ce qui nous manque »: que néanmoins ils ne paroissent pas jouir à présent de tout ce dont ils avoient besoin, n'ayant pas la plus légère espérance de réduire l'Amérique: que les Torys commencent à regretter leur patrie qu'ils ont non-seulement abandonnée, mais contre laquelle ils se sont déclarés ouvertement.

ment; & que désespérant aujourd'hui d'y rester avec les Anglois comme vainqueurs, ils paroissent souhaiter d'y être rétablis avec la réputation de bons sujets : que ces mêmes Torys se flattent modestement que leurs Compatriotes qui se sont exposés à tant de dangers, & qui ont épuisé leur sang & leurs trésors pour maintenir les privilèges de ces Etats, voudront bien oublier tout le passé & récompenser les entreprises parricides des Torys, en partageant avec eux tous les privilèges que ceux-ci ont désiré si ardemment de détruire.

Enfin la séparation des armées Angloises sur le continent de l'Amérique, lorsqu'elles auront fait la conquête d'un cimetière pour leurs troupes, sous le perfide climat de la Georgie, les diminuera si prodigieusement, que par-tout où elles seront attaquées, elles courront risque d'éprouver le sort de Bourgoyne. Mais peut-être le Congrès prendra-t-il la résolution plus sage de les laisser s'épuiser par les fatigues d'un service toujours actif, & par les dégoûts d'une vie captive & misérable, au sein de la liberté & de l'abondance.

Apperçu politique sur les affaires de l'Angleterre, du 20 au 24 Février.

Les conditions de l'emprunt de sept millions sterling pour le service de l'année courante, sont tellement défavorables & si

allarmantes relativement à nos opérations futures, puisqu'enfin nous ne sommes encore qu'à la première année d'une guerre dangereuse, qu'on ne peut s'empêcher de fixer l'attention [du public sur un objet aussi intéressant. L'annuité de 29 ans seroit certainement à bon marché à 14 années du produit (l'intérêt de l'argent étant estimé à cinq pour cent). Néanmoins, pour éviter toute chicane, nous la mettrons à 12 ans, qui étoit son prix le 20 de Février, jour auquel le marché pour l'emprunt a été conclu. Ce prix étoit sans proportion avec les autres fonds, leur intérêt n'étant que de cinq pour cent : disproportion qui est venue de ce qu'on en avoit mis indiscretement sur la place une trop grande quantité.

Une action de 100 liv. rapportant trois pour cent, au prix actuel des fonds à trois pour cent..... 61

Annuité de 3 liv, 15 sols pour 29 ans, sur le pied de 12 années de son produit..... 45

Un bénéfice de deux cinquièmes d'une année de l'intérêt & de l'annuité, provenant de ce que l'intérêt & l'annuité ci-dessus commencent à courir du 5 Janvier dernier, tandis que l'argent de l'emprunt se payera par échéances, la première commençant en Mars, & la dernière finissant en Decembre. 2 14

Pour le profit à faire sur sept billets de lotterie attachés à chaque somme de 1000 liv. prêtée au Gouvernement, ledit profit de 3 liv. par billet, faisant 21 liv. pour les sept, & pour l'action de 100 liv, 2 2

En conséquence, pour 100 liv. prêtées au Gouvernement, le Prêteur reçoit..... 110 16

Ce qui fait une prime de 10 liv. 16 s. par cent, en mettant les articles au prix qu'ils avoient le jour de la conclusion du marché. L'intérêt & l'annuité montant à 472,500 liv. pour l'année, y compris la perception, la régie & les frais de Banque, exigent une taxe qui produise un demi-million par an. *Un demi-million par an d'intérêt & d'annuité pour sept millions de capital. Que le public lise & tremble!*

Il faut convenir que le Roi tient dans ce moment-ci une conduite bien singulière. Il ne peut ignorer que les Généraux Howe & Burgoyne ne serviront point sous le Lord Germaine, & que le Général Clinton a demandé son rappel: que l'Amiral (a) Keppel,

(a) C'est ce que l'Amiral vient de déclarer dans le Parlement: ainsi que le Lord Howe.

Voici une note lâchée dans les gazettes sur cette déclaration de M. Keppel, par les amis des Ministres.

» Nous pouvons assurer le public que ce n'est point

le Lord Howe, &c. ne peuvent servir sous le Lord Sandwich. Cependant, le Roi continue de garder les Ministres sans s'occuper des suites funestes qui en résulteront. Il y a quatre ans que ses Ministres ou *quelqu'autre personne* lui ont conseillé de n'avoir aucun egard aux remontrances de l'Amérique. Ce mauvais conseil l'a réduit à l'alternative de se séparer de ses Ministres ou de ses Colonies. Il a préféré de garder ses Ministres & il a perdu l'Amérique. Actuellement il se présente un autre embarras. Si nous avons une guerre avec la France ou l'Espagne, ou

Sa Majesté qui a invité l'Amiral Keppel à avoir une conférence avec elle ; mais que c'est l'Amiral Keppel qui l'a fait demander au Roi. Cette grace lui ayant été accordée, l'Amiral déclara au Roi qu'il étoit prêt à offrir ses services à son pays ; mais qu'en même tems il insistoit pour que certaines personnes se retirassent de l'Amirauté. Le Roi répondit qu'il ne pouvoit se déterminer à renvoyer d'anciens serviteurs sans qu'une preuve de leur mauvaise conduite, sur-tout lorsque ces serviteurs paroissent très-propres à remplir les places qui leur avoient été confiées ; & qu'ainsi il étoit bien fâché de ne pas pouvoir à cette condition accepter les services de l'Amiral. Sur cela l'Amiral remit, dit-on, un papier au Roi ; mais, quels que soient les bruits qui courent, nous ne savons pas précisément combien de tems l'Amiral a fixé à Sa Majesté pour se rendre ». — Voila ce que font débiter les Ministres. Suivant le parti contraire, le papier laissé au Roi par l'Amiral, est une liste de trente deux Officiers de distinction, qui tous sont résolus à remettre leurs commissions, si la Présidence de l'Amirauté n'est pas retirée au Lord Sandwich.

avec ces deux Puissances réunies , qui est-ce qui commandera nos flottes & nos armées ? Le sujet est trop sérieux & trop important pour ne pas occuper toute notre attention. Ce n'est pas une question de *prérogative*. Il n'y a pas dans toute la nation un seul homme que la solution de ce problème n'intéresse , parce qu'il y va de la fortune & de l'existence de toute la nation , comme de chacun de nous en particulier.

L'ouverture du Budget s'est faite peu après que l'emprunt a été terminé. Mais de combien de fanfaronades l'un & l'autre n'ont-ils pas été accompagnés ? Avec quelle affectation ridicule on vouloit ne faire l'emprunt qu'à des conditions avantageuses au public , quoique toutes ces grimaces ne soient peut-être qu'un jeu joué entre les parties intéressées !

Quel est l'homme qui voudra placer son argent dans le commerce à cinq pour cent ou en acheter des terres , tandis qu'il peut le prêter au Gouvernement à un intérêt de $10\frac{1}{4}$ pour cent , sans risque d'être poursuivi pour crime d'usure ? Sous quelque face qu'on présente cette affaire , quelque tournure favorable qu'on veuille lui donner dans le Parlement , les choses sont exactement comme nous venons de les exposer , excepté que les annuités valent très-certainement quatorze ou au moins douze années du produit , quoique peut-être le Lord North prétende qu'elles n'en valent que onze. C'est à ces

cclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

conditions exorbitantes qu'on emprunte sept millions à des Entrepreneurs & autres gens qui ont gagné un argent immense à passer des marchés pour la guerre d'Amérique. Mais cette somme, toute énorme qu'elle soit, est bien loin de pouvoir faire face aux besoins actuels. On tâchera, s'il est possible, d'emprunter de la Compagnie des Indes un million & demi; & il y aura un vote de crédit pour un autre million. Tout cela ne sera pas encore suffisant: il faudra lever beaucoup plus d'argent; sans quoi les pensionnaires & les gens en place tourneront tafaque.

La principale ressource du Budget est une augmentation de cinq pour cent ou d'un sou pour livre; sur tous les droits d'accise & de douane. Les droits d'accise furent introduits par les Stuarts & furent leur code favori, comme ils le sont sous le regne actuel. Ainsi, les roues de carrosses, par exemple, qui payent aujourd'hui cinq livres sterling pour quatre roues, payeront par la suite cinq guinées. Une somme de dix livres sterling qu'on payoit sur la chandelle, ou sur tout autre article d'accise, comme la dreche, &c. fera dorénavant de dix guinées. En un mot, tous les droits d'accise doivent être augmentés de cinq pour cent. On a imaginé d'augmenter les Douanes de la même manière & de la même somme, si le montant de ce qui se paye pour les remises de droits peut être fixé. Ces jours-ci on projet-

soit d'estimer en bloc le produit net des deux impositions (la Douane & l'Accise) à sept millions, dont le sol pour livre fait trois cents cinquante mille livres. Il étoit tout simple que cette maniere de compter en bloc fût adoptée ; car le Lord North aime la besogne aisée. Quoi qu'il en soit, la somme ne suffira pas ; l'intérêt de l'emprunt seulement montera à quatre cents soixante-douze mille cinq cents livres. On reconnoîtra l'année prochaine que l'Accise & les Douanes ne produisent pas la somme de sept millions à laquelle on les porte cette année, ou par artifice, ou par ignorance ; par conséquent, cette augmentation de cinq pour cent de tous les droits d'Accise & de Douane, ne donnera point la somme qu'on en attend ; & on sera trompé, comme on l'a été par le produit des impôts de l'année dernière. Il sera donc dit que le premier Ministre, ou le grand Financier, car on l'appelle ainsi quelquefois, ne tirera aucun parti de son expérience. Les erreurs de l'année dernière font pitié. La taxe des maisons fût évaluée à deux cents soixante-quatre mille livres : elle n'a pas produit au-dessus de soixante-seize mille livres. La taxe sur les domestiques fut estimée cent mille livres ; elle n'a pas rendu plus de quatre-vingt mille livres. La taxe sur les enchères avoit été portée à quarante mille livres ; elle n'a pas produit plus de vingt-six mille livres. Un homme capable de faire de pareilles bévues, & qui

cclxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

se montre si ignorant en taxations & en finances, est-il fait pour être Chancelier de l'Echiquier? Mais Sa Majesté juge à propos de le garder, probablement pour les mêmes raisons qu'Elle garde le Lord Sandwich & le Lord Germaine, c'est-à-dire, parce qu'ils sont parfaitement soumis à un pouvoir invisible. Ils sont à la Jenkinson (les créatures du Lord Bute).

La nature du Budget donne lieu encore aux réflexions suivantes.

La dette de la Marine a été mise le 31 Décembre sous les yeux de la Chambre des Communes; en conséquence voici le montant de la dette nationale non fondée, c'est-à-dire, aux intérêts de laquelle il n'y a point d'impôts assignés.

Dette de la Marine au 25	
Décembre dernier.....	5,170,000 l.
Billets d'Echiquier.....	2,000,000
Nouveau papier négociable	
qui sera mis en circulation..	1,300,000
Déficit du fonds d'amortif-	
fement en 1778.....	<u>700,000</u>
TOTAL.....	<u>9,172,000</u>

Cela fait bien neuf millions cent soixante-douze mille livres sterling de dette non fondée, auxquelles le Lord North pourvoira quand il en aura le tems. S'il y pourvoit, l'intérêt & les bénéfices attachés à l'emprunt
pour

pour l'année 1779 seulement, doivent se monter à plus d'un million chaque année. S'il n'y pourvoit pas, il ne doit attendre que fort peu de chose de son fonds d'amortissement ; & il ne peut point espérer que les marchés pour la Marine soient remplis, à moins que ce ne soit à des conditions qui ruineront absolument le public. Il faut, à quelque prix que ce soit, que ces décomptes soient nettoyyés pour établir les fondations de la nouvelle Jérusalem, où nul Juif ne doit entrer, c'est à-dire, pour fonder la base du plan très-aisé qu'il a formé de trouver les subsides dans les revenus de l'année & non par anticipation. Malheureusement c'est ce qu'il ne peut faire qu'en cessant de payer les intérêts de la dette. Il ne pouvoit pas annoncer plus clairement que le projet de la banqueroute est arrêté.

En général, & après l'examen le plus exact de ses opérations & de ses ressources de finances : après la considération la plus sérieuse sur l'objet & les conséquences des mesures actuelles, mesures adoptées témé-
rairement & suivies pitoyablement par une clique de gens violens & incapables, mesures qui ont rendu la marine de France presque égale à celle d'Angleterre, & qui ont mis le crédit de nos superbes voisins de niveau avec celui de la Grande-Bretagne : enfin après avoir mûrement réfléchi sur la situation présente de nos affaires, nous sommes bien sa-

chés de dire que la seule espérance qui nous reste, est que la durée, ou, si l'on veut, la vie du crédit public de l'Angleterre sera courte & bonne; que nous ne devons pas craindre d'être trompés dans cette attente, puisque nous en pouvons être convaincus par l'empressement avec lequel chacun court boire du (a) Chaudeau à Saint-James, sans penser au lendemain.

P. S. du 9 Mars.

On assure que le 5 de ce mois les Ministres Anglois ont reçu de New-York des nouvelles peu agréables, quoiqu'elles ne contiennent rien de décisif ou de bien important. En voici la substance. Les bateaux & barques servants au transport des troupes sur les rivières, soit pour remonter ou descendre, ont beaucoup souffert des glaces, l'hiver ayant été très-rigoureux dans cette partie. Ce qui rend ce malheur plus sensible, c'est qu'on y manque absolument de matériaux pour en construire & équiper d'autres. La même disette de matériaux empêche de rétablir les fourgons & autres équipages de camp. Depuis le départ des détachemens envoyés à la Géorgie & aux Isles, l'armée est beaucoup trop foible pour tenter quelque

(a) Breuvage qui se distribue chez la Reine, pendant le tems de ses couches, à tous ceux qui se présentent.

entreprise de conséquence , ou même pour se procurer du fourage & des provisions , qui deviennent plus rares de jour en jour. Cette position est d'autant plus fâcheuse , que Washington rassemble ses forces avec la plus vive ardeur , ce qui fait craindre qu'il n'ait quelque grand projet en vue.

Les nouvelles de la Géorgie ne sont gueres plus favorables. Le Général Campbell est en route pour revenir en Angleterre. Il a laissé le commandement au Général Prevôt que le Général Clinton paroît avoir grand désir de renforcer en personne , en menant avec lui en Géorgie un gros détachement. Mais il appréhende que pendant son absence , ne laissant que peu de troupes à New-York , cette Ville & ses environs ne soient trop exposés , ou même quand il n'y auroit point lieu à ce danger , qu'il n'arrivât pas assez-tôt dans la Géorgie pour y soutenir les amis du Roi. Ces incertitudes étoient cause qu'au départ des lettres il n'avoit pris encore aucun parti. Tout ce qu'on savoit , c'est que des corps considérables d'Américains s'étoient mis en marche pour repousser le Général Prevôt , & qu'au milieu de ces difficultés le Chevalier Henri Clinton avoit écrit des lettres pressantes aux Ministres pour obtenir des renforts , sans lesquels il lui seroit impossible de se maintenir sur le continent , ou au moins de faire aucune tentative importante contre les Américains.

On débite, mais je n'oserois point l'assurer, que le Lord Sandwich remet sa place de l'Amirauté pour passer à celle de Secrétaire d'Etat pour le Nord, vacante par la mort de Milord Suffolk. Si ce changement est constant, le Roi aura été forcé, tant par les atteintes portées au Lord Sandwich dans les deux Chambres, que par le refus que divers Amiraux ont fait de prendre du commandement, si ce Ministre conservoit le département de la marine. Les Amiraux Keppel & Lord Howe s'en sont expliqués dans le Parlement, & les Amiraux Mann & Pocock ont résisté aux offres les plus séduisantes qui leur ont été faites par le Roi lui-même. — Reste à savoir si ces Amiraux n'insisteront point, comme le Lord Howe, pour que le Lord Sandwich soit renvoyé tout-à fait du Ministère, & que le département de l'Amérique soit retiré au Lord Germaine. Suivant d'autres bruits, c'est le Lord Stormont qui prend la place vacante de Secrétaire d'Etat; mais ce Seigneur s'étant plaint si hautement de la conduite du Conseil à son égard, je croirois plutôt ceux qui nomment le Comte de Carlisle pour remplacer le Lord Suffolk. Cela me paroît d'autant mieux vû, qu'il faut une récompense ou une indemnité à ce Lord, pour la ridicule mission qu'on lui a fait faire comme Ambassadeur auprès du Congrès, & qu'ayant insulté la Nation Françoisse dans ses écrits publics, il est pleinement animé de

ET DE L'AMÉRIQUE cclxxvij
 l'esprit, & doué de la judiciaire du Lord
 Suffolk, & parfaitement digne de lui suc-
 céder.

Le sept de ce mois l'escadre de l'Amiral
 Hughes est partie pour l'Inde, avec treize
 vaisseaux de la Compagnie. La Vengeance
 de soixante quatorze canons, quelques fré-
 gates & deux brulots ont appareillé en même
 tems pour la côte d'Afrique. On attend, non
 sans inquiétude, une flotte considérable de
 la Jamaïque, qui en sera partie le vingt-quatre
 ou le vingt-huit Février, sous le convoi du
 vaisseau de ligne le Ruby.

*Etat général des vaisseaux de force An-
 glois, armés le 2 Mars 1779.*

Dans la Tamise.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Equipages.</i>	<i>Capitaines.</i>
London.....	90	750	Samuel Cornish.
Alfred.....	74	600	Baine.

Aux Dunes.

Alexandre.....	74	800	Kempenfelt.
Bienfaisant.....	64	500	Macbride.

Spithead.

Victory.....	100	850	Falkner.
Formidable.....	90	750	Bafely.
Sandwich.....	90	750	Richard Edward.
Namur.....	90	750	Milbank.
Princesse Amélie.....	88	750	Dent.

ccLxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Equipages</i>	<i>Capitaines.</i>
Terrible.....	74	600	Curtis.
Vengeance.....	74	600	Clement.
Shrewsbury.....	74	600	Lockhart Ross.
Résolution.....	74	600	Ogle.
Ramillies.....	74	600	Digby.
Centaure.....	74	600	Cosby.
Robust.....	74	600	Alexandre Hood.
* Burford.....	74	600	Penny.
* Superbe.....	74	600	Simonton.
Lenox.....	74	600	Bennet.
* Exeter.....	64	500	Nott.
* Worcester.....	64	500	Mark Robinson.
* Eagle.....	64	500	Duncan.
* Warwick.....	50	350	Collins.

Portsmouth.

Prince George.....	90	750	John Lindsay.
Duke.....	90	750	Charles Douglas.
Elisabeth.....	74	600	Maitland.
Ajax.....	74	600	Boteler.
Hector.....	74	600	Hamilton.
Monarque.....	74	600	Bowley.
Thunderer.....	74	600	Walsingham.
Amérique.....	64	500	Longfort.
Défiance.....	64	500	Goodall.

Plimouth.

Royal George.....	100	850	{ Amiral Harland; Halion.
Queen.....	90	750	
Foudroyant.....	80	600	Isaac Prescott.
Bedford.....	74	600	Curtis.
Belleisle.....	7	600	Affleck.
			Brooks.

(*) Ceux qui sont marqués d'un astérisque sont destinés pour l'Inde, ainsi que le *Belleisle* qui est à Plimouth. Ils seront commandés par l'Amiral Hughes.

ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxix

Golfe de Biscaye.

Vaisseaux. Canons. Equipages. Capitaines.

Courageux.....	74	600	Mulgrave.
Vaillant.....	74	600	Levelson Gower.

Méditerranée.

Panther.....	60	500	Harwey.
--------------	----	-----	---------

Amérique (a) Septentrionale, aux ordres de l'Amiral Byron.

Princesse Royale.....	90	750	{ Amiral Byron. Milbank.	
Royal Oak.....	74	600		
Conqueror.....	74	600	Middleton.	
Fame.....	74	600	Gtaves.	
Cornwall.....	74	600	Colby.	
Sultan.....	74	600	Edouard.	
Grafton.....	74	600	Wheelock.	
Nonfuch.....	64	500	Wilkinson.	
{ (b) {	Trident.....	64	500	Collingwood.
	Ardent.....	64	500	Molloy.
	Renown.....	50	350	Keppel.
				Dawson.

Jamaïque.

Albion.....	74	600	Allen.
Saint Albans.....	64	500	Onslow.
Raisnable.....	64	500	Fitzherbert.
Ruby.....	64	500	Deane.
Bristol.....	50	350	Parker.

(a) C'est une partie de cette escadre qui étoit attendue aux Îles sous le Vent par Bartington.

(b) Ces trois étoient en Amérique avant l'arrivée de Byron.

cclxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Isles du Vent. Escadres de Barrington, Rowley (a)
& Hotham.*

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Equipages.</i>	<i>Capitaines.</i>
** Prince de Galles..	74	600	Barrington.
** Suffolk.....	74	600	Duncan.
* Magnificent.....	74	600	Rowley.
** Boyne.....	70	600	Sawyer.
*** Monmouth.....	64	500	Griffith.
* Yarmouth.....	64	500	Barman.
* Vigilant.....	64	500	Digby Dent.
* Lion.....	64	500	Cornwallis.
* Medway.....	60	500	
Preston.....	60	350	Hotham.
Centurion.....	50	350	Appleby,
Isis.....	50	350	Braithwaite,
			Raynor.

Inde.

Rippon.....	64	500	Waldgrave.
Asia.....	64	500	Vandiput.

IL s'est fait quelques changemens dans ces distributions.

L'*Alexandre* & le *Bienfaisant* sont actuellement, non aux Dunes, mais à Portsmouth.

Le *Raisnable*, de l'escadre de Byron, & le *Saint Albans*, de celle d'Hotham, sont à la Jamaïque,

(a) Rowley est parti de Portsmouth le 25 Décembre avec les cinq vaisseaux marqués d'un astérisque. Il est possible qu'il ait pour destination la Jamaïque : ou qu'il se parrage entre ces deux stations.

*** Division de Barrington.

*** Division d'Hotham.

F I N.

*NOUVEAUTÉS qui se trouvent chez PISSOT,
Libraire, Quai des Augustins.*

L'ESPRIT des Usages & des Coutumes des différens Peuples, 3 vol. in-8°. br.....	4	8	12
Théorie des Jardins, 1 vol. in 8°. br.....	3	12	
Les Saisons, de M. de S. Lambert, nouv. édit. gr. in-8°. avec sept nouvelles Planches, rel. en v. ecc. d. f. tr.....			12
Les Passions du jeune Werther, ouvrage tra- duit de l'Allemand de M. Goethe, par M. Aubry, un vol. in-8°. broché.....	2	8	
Histoire de la République Romaine, dans le cours du septième siècle, par Salluste; en partie traduite du latin sur l'original; en partie rétablie & composée sur les fragmens qui sont restés de ses livres perdus, remis en ordre dans leur place véritable ou la plus vraisemblable; par M. le Président de Brosses, trois vol in-4°. avec figures....			54
Ouvres de M. de la Harpe, six vol. in-8°.			30
Idylles de Théocrite, traduites en prose, avec quelques imitations en vers de cet Auteur, précédées d'un Essai sur les Poètes Bucol- liques. 1 vol. in-12. relié.....			3
Les Nouvelles d'Antoine François Grazzini, dit Lelasca, 2 vol in-8°. brochés.....			3 12

*On trouve chez le même Libraire beaucoup de Livres
Anglois.*



